

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi



MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET



PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2023

Table des matières

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS.....	3
EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE	22
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT.....	23
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT.....	23
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.....	30
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES	33
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS	33
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....	36
PROJET DE LOI.....	46
PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT.....	47
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT.....	47
TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.....	50
DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES	53
TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS	53
TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES.....	54
ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE.....	62
ANNEXE I BIS : TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR.....	63
ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES	64
ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL.....	66
ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD	103
ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION	104
ANNEXE VI: SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE.....	105
ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST.....	106
ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST	109
ANNEXE IX : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST.....	114
ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2023	115
ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE 2022	116
ANNEXE XII : LISTE DES PROJETS FINANCES SUR LES RECETTES D'HYDROCARBURES	117

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

(Un budget de solutions, pour relever des défis complexes)

I. L'environnement macroéconomique et les défis de l'heure :

A/ Au plan mondial :

Le contexte économique mondial en 2022 est marqué particulièrement par la crise russo-ukrainienne et ses effets sur les marchés des produits de base, les chaînes d'approvisionnement, l'inflation et les conditions financières des marchés. L'un des principaux risques de dégradation de l'économie mondiale réside dans la possibilité d'une inflation mondiale élevée accompagnée d'une croissance atone, rappelant la stagflation des années 1970.

En effet, selon les prévisions économiques de la Banque mondiale du mois de juin 2022, cette crise devrait fortement précipiter la décélération de l'activité économique mondiale, laquelle devrait retomber à 2,9% en 2022. Pour l'année 2023, la croissance mondiale ne devrait que légèrement progresser pour atteindre 3% dans la mesure où aucun sursaut véritable n'est attendu. Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) abondent dans le même sens avec une croissance attendue à 2,9 %. Ce ralentissement, aux conséquences importantes sur les perspectives mondiales, s'explique par un enlisement de la croissance dans les trois principales économies du monde, les États-Unis, la Chine et la zone euro.

De nombreux facteurs défavorables devraient persister, en particulier les prix élevés des produits de base et la poursuite du resserrement monétaire, sans compter la prolongation des effets de la pandémie Covid-19, ainsi que la recrudescence des catastrophes liées au changement climatique.

Tous ces risques rappellent l'importance d'une réponse politique énergique pour atténuer les crises à l'échelle mondiale causées par les conflits et résorber l'insécurité alimentaire.

B/ En Afrique subsaharienne :

Selon les perspectives économiques de la Banque mondiale du mois de juin 2022, la croissance en Afrique subsaharienne devrait atteindre 3,8% en 2023. Bien que la hausse des cours des matières premières soit de nature à soutenir la reprise dans les industries extractives, la progression de l'inflation dans de nombreux pays tendra à éroder les revenus réels, à affaiblir la demande et à accentuer la pauvreté.

L'Afrique subsaharienne devrait rester la seule région émergente et en développement où les revenus par habitant ne retrouveront pas leur niveau de 2019, même en 2023.

En effet, pour l'année 2023, dans environ 45% des économies de la région et dans la moitié des pays fragiles et touchés par des conflits, le revenu par habitant devrait rester inférieur aux niveaux constatés avant la pandémie.

Le renchérissement des factures d'importation de denrées alimentaires et de carburant pourrait, en outre, réduire à néant les récents progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté dans la région, en particulier dans les pays où les populations vulnérables sont nombreuses, ainsi que dans ceux qui sont fortement dépendants des importations de produits alimentaires.

Dans l'UEMOA, l'activité économique reste favorable selon la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) avec une croissance économique qui devrait ressortir à 5,8% en 2022 et à 7,0% en 2023. Toutefois, l'insécurité dans la région et les intempéries pourraient atténuer ces bons résultats escomptés. Il subsiste encore des difficultés d'approvisionnement au niveau de plusieurs marchés à cause de l'insécurité dans certaines zones, l'augmentation des cours des produits énergétiques et des produits alimentaires importés. Ce qui a provoqué une hausse des prix dans les pays de l'Union au cours de la récente période. En effet, l'inflation est montée à 7,0% au deuxième trimestre 2022 après 6,4% au premier trimestre 2022. En juillet 2022, le taux d'inflation a atteint 8,1%. L'inflation demeurerait encore à un niveau élevé, mais devrait se détendre à partir du dernier trimestre avec l'arrivée des premières récoltes de la campagne vivrière 2022/2023 qui s'annonce meilleure que la précédente.

C/ Au plan interne

L'année 2023 devrait inscrire le Sénégal dans une nouvelle ère de pays producteur de pétrole et de gaz. Toutefois, l'économie nationale fait face à des défis majeurs liés à la conjoncture internationale défavorable et, au plan interne, à la flambée des prix des produits alimentaires. L'activité économique au titre de l'année 2023 devrait se consolider à la faveur des effets attendus des différentes mesures de soutien à l'économie dans le cadre de la mise en œuvre effective des projets prioritaires structurants inscrits dans le cadre du Plan d'Actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A), notamment, dans les domaines agricole et pharmaceutique.

La mise en œuvre des réformes de troisième génération inscrites dans le Programme de Réformes de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité (PREAC III) ainsi que l'exécution de la seconde phase du compact MCA-Sénégal « Power to compact » seraient également d'un apport considérable dans le cadre de la relance de l'économie. Par ailleurs, l'économie nationale bénéficierait des retombées positives de l'exploitation des hydrocarbures mais aussi des effets de la saison des pluies, qui augure de bonnes productions et d'une campagne agricole prometteuse.

Globalement, le taux de croissance du PIB est projeté à 10,1% en 2023 contre une prévision de 4,8% en 2022. Cette croissance serait entièrement tirée par le secondaire (+22,4%) et, dans une moindre mesure, par les secteurs primaire (+4,9%) et tertiaire (+6,7%).

Le projet de loi de finances pour l'année 2023 (PLF 2023) est ainsi élaboré dans un contexte particulier où le Sénégal, à l'instar des autres pays du Nord comme du Sud, doit faire face, simultanément, à pas moins de quatre crises : sanitaire, climatique, économique et énergétique. Ces crises sont autant de défis pour l'Etat, dont le rôle de protection des citoyens est sollicité à un niveau inédit.

Le présent budget matérialise la manière dont l'Etat, à travers la collecte et l'allocation des ressources, s'emploiera à relever ces défis aux fins d'apporter des réponses aux urgences sociales.

II. Les défis à relever :

1. S'habituer à vivre avec les virus, développer des stratégies de résilience :

Le coronavirus Sars-Cov-2, responsable de la pandémie Covid-19 a fait immixtion sur la scène mondiale en début d'année 2020. Au 26 septembre 2022, les experts avaient recensé 609 276 621 cas d'infections et plus de 6 527 300 décès, même si le bilan réel est largement supérieur. Aujourd'hui, sans être totalement vaincue, la maladie demeure plus ou moins sous contrôle dans la majorité des Etats de la planète, à commencer par le Sénégal dont la gestion de la pandémie est présentée comme un modèle du genre.

Mais une réalité inquiétante a fini par s'imposer, sur laquelle les spécialistes sont globalement d'accord : l'humanité devra faire face à d'autres pandémies mondiales dans le futur, à des intervalles de temps de plus en plus rapprochés, conséquence de notre évolution génétique mais aussi de la transformation de notre environnement, de nos habitudes alimentaires et, plus généralement, de nos modes de vie.

L'Etat est obligé d'en tirer toutes les conséquences en renforçant et en adaptant sans cesse le système de santé car, dans le même temps, les citoyens ne se résignent plus à la souffrance et à la mort ; ils exigent d'être bien soignés et de pouvoir vivre en bonne santé le plus longtemps possible.

Au Sénégal, l'Etat n'avait certes pas attendu la Covid-19 pour investir dans la santé, comme en témoignent les nombreux investissements dans le cadre de l'axe II du Plan Sénégal Emergent (« Capital humain, protection sociale et développement durable »), mais la pandémie a révélé l'importance :

- (i) d'allouer davantage de ressources à la recherche sur les maladies infectieuses et virales ;
- (ii) de recruter encore plus de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes ;
- (iii) de relever le niveau du plateau médical ;
- (iv) de construire des établissements de santé de dernière génération ;
- (v) de produire soi-même tous les médicaments essentiels non brevetés.

Le projet de budget 2023 reflète à quel point le Gouvernement a bien pris la mesure de cet enjeu.

2. Résister aux conséquences du changement climatique :

La réalité du changement climatique est passée du rang de sujet de débat scientifique réservé aux experts, à celui de phénomène physique dont les effets se font régulièrement et durement ressentir par la plupart des habitants de la planète.

Des inondations au Pakistan, aux ouragans dans les Caraïbes en passant par les sécheresses et feux de forêts en France, les pluies diluviennes au Sénégal, etc. : presque aucun pays n'est épargné.

Au Sénégal, le changement ou dérèglement climatique fait payer un lourd tribut à nos réseaux d'assainissement débordés, à nos villes dont l'expansion est difficile à maîtriser, tant la démographie va plus vite que les plans d'urbanisme, mais aussi à nos paysans, victimes, parfois, d'une pluviométrie imprévisible.

C'est pourquoi le changement climatique représente un défi budgétaire colossal, lié notamment à la prévention et à la lutte contre les inondations, à la maîtrise de l'eau dans l'agriculture, à l'entretien des infrastructures routières et à l'assainissement de notre cadre de vie.

Tous des enjeux qui transparaissent dans le projet de budget 2023.

3. Le retour de l'inflation :

Pour juguler la crise financière de 2008, un relatif consensus entre les économistes avait favorisé la mise en place par les banques centrales du monde entier de politiques monétaires accommodantes. C'était le temps des taux d'intérêt faibles voire négatifs, de l'argent quasi-gratuit et donc abondant, pour relancer la machine économique.

Puis, est venue la crise de la Covid-19 qui, en plus d'affaiblir les appareils de production et de désarticuler les filières de transport et de distribution, autrement dit de déséquilibrer l'offre face à la demande, a entraîné la mise en place de plans de relance massifs par des Etats (notamment les Etats-Unis d'Amérique et les pays de l'Union européenne) pressés de retrouver le chemin de la croissance.

Le conflit russo-ukrainien a enfin agi comme un évènement aggravant des perturbations des chaînes d'approvisionnement et des tensions inflationnistes, en excluant, de fait, des marchés des matières premières agricoles et énergétiques, deux des plus grands producteurs mondiaux.

Presque partout, les prix des biens de consommation courante mais aussi des équipements et intrants industriels sont montés en flèche, avec notamment des conséquences très sévères sur le pouvoir d'achat des ménages.

Le Sénégal n'échappe hélas pas à ce phénomène mondial, obligeant l'Etat à réagir rapidement et vigoureusement, d'où l'adoption de la loi n°2022-19 du 27 mai 2022 portant loi de finances rectificative (LFR) pour l'année 2022.

A la fin du mois de juillet 2022, l'inflation s'élevait à 11% en glissement annuel, notamment expliquée par la hausse des prix alimentaires de 17,2% en un an. À cause des chocs exogènes, la tension inflationniste devrait perdurer et s'accroître en 2022 atteignant 8,7% selon les prévisions économiques.

Les facteurs à l'origine de l'inflation n'ayant pas disparu, le Gouvernement entend continuer à protéger les Sénégalais contre ses effets les plus néfastes, un choix clairement affiché par le projet de budget 2023.

En effet, le combat contre la vie chère et la restauration du pouvoir d'achat des ménages doit être engagé.

4. Les tensions sur le marché du pétrole :

Au début du mois de septembre 2021, le baril de pétrole *brent* coûtait 74,5 dollars américains (USD). A la date du 27 septembre 2022, il s'établissait à 86 USD. Encore que cet écart, bien que significatif, ne reflète pas la volatilité des prix du pétrole, puisqu'en mars 2022, le prix du baril avait même atteint les 140 USD.

C'est une situation d'autant plus mauvaise pour notre pays que le dollar américain, principale monnaie pour les transactions internationales, s'est considérablement apprécié depuis le début de l'année, jusqu'à dépasser en valeur l'euro (1 EUR = 0,96 USD au 27 septembre 2022), monnaie à laquelle le franc CFA est arrimé par un système de parité fixe.

Sans qu'on puisse parler de choc pétrolier, entendu comme un déficit soudain de l'offre par rapport à la demande, causé par une pénurie réelle, anticipée ou spéculative, et entraînant un renchérissement brutal du prix du baril, il est devenu évident qu'il va falloir s'habituer à un pétrole cher, ponctué de pics au gré des crises internationales.

Or, un pétrole cher signifie des tarifs d'électricité plus élevés, un carburant plus onéreux, un renchérissement des coûts de transports internationaux, des charges accrues pour la plupart des entreprises (qu'elles seront obligées de répercuter sur les prix de leurs propres produits), une baisse du pouvoir d'achat des ménages, en

résumé : une dégradation de la conjoncture économique et des conditions de vie des ménages, dont certains peuvent être entraînés dans la précarité.

L'Etat du Sénégal a bien pris conscience de cet enjeu et en a tiré les conséquences dans son projet de budget 2023.

III. Les réponses budgétaires :

Pour chacun des défis exposés ci-dessus, le Gouvernement s'évertue à trouver des solutions sur mesure. Mais bien évidemment, en matière budgétaire, une mesure ou une politique n'a de sens que si elle est financée.

III.1. Le financement des solutions :

Le financement découle de trois sources : les recettes fiscales, les recettes non fiscales et l'emprunt.

A/ La fiscalité :

Les recettes fiscales sont projetées à 3 486,7 milliards de FCFA dans le projet de loi de finances de l'année 2023, contre 3 052,1 milliards FCFA dans la loi de finances rectificative (LFR) de 2022, soit une hausse de 434,6 milliards FCFA en valeur absolue et 14,2% en valeur relative.

Ces bonnes perspectives sont expliquées par l'accélération de la mise en œuvre de la Stratégie des Recettes à Moyen Terme (SRMT), qui fédère et coordonne l'action des services de l'Etat pour une mobilisation efficiente des ressources publiques.

Ainsi, la mise en œuvre des chantiers de réforme des administrations fiscale et douanière, notamment par l'atteinte de la maturité digitale à partir de 2023, sera poursuivie.

La solution SENFINANCES, en cours de développement, permettra notamment :

- ✓ de généraliser l'utilisation de l'identifiant unique à partir du numéro d'identification national afin de permettre un suivi personnalisé du contribuable grâce à la mise en place d'un portail unifié et intégré, hautement disponible et sécurisé, pour la télédéclaration, le télépaiement et la demande en ligne pour tous les prélèvements obligatoires ;
- ✓ d'intégrer un outil managérial de suivi des délais de traitement des demandes et des initiatives en matière de contrôle ;

- ✓ d'interconnecter les administrations fiscale, douanière, du Trésor et du Budget par un système adossé au portail unifié et intégré permettant le recueil, le traitement et l'exploitation des données relatives aux transactions, aux fins de contrôle pour mieux lutter contre la fraude et l'expansion de l'informel.

Parallèlement, l'administration fiscale mettra en œuvre les actions suivantes :

- ✓ définition et opérationnalisation d'une politique globale de renseignement ;
- ✓ signature et/ou opérationnalisation de conventions et protocoles avec les partenaires tels que les institutions sociales et de retraite, les banques, les compagnies d'assurances, etc. ;
- ✓ mise en place de l'application de suivi du contrôle fiscal "SISCOFI" ;
- ✓ automatisation du contrôle sur pièces et renforcement du contrôle sur place;
- ✓ création d'une cellule de surveillance du commerce électronique ;
- ✓ renforcement des capacités de contrôle des entreprises des secteurs complexes et stratégiques ;
- ✓ renforcement de la conformité fiscale.

De même des efforts substantiels seront fournis pour une rationalisation des dépenses fiscales, à travers une réduction graduelle des exonérations les plus régressives, tout en veillant à éliminer l'impact de cette élimination sur les couches les plus vulnérables de la population.

L'administration des Douanes entend, pour sa part, poursuivre, à travers le Programme de Modernisation de l'administration des Douanes (PROMAD) :

- ✓ la mise en œuvre plus efficiente de la gouvernance de la valeur en douane,
- ✓ un maillage plus prononcé du territoire facilité par l'usage de moyens technologiques anti-fraude de dernière génération ;
- ✓ la digitalisation de ses procédures par GAINDE qui se veut plus robuste, plus agile et plus réactive aux attentes des usagers et de l'Etat en termes de facilitation et de collecte plus optimale des recettes.

De bonnes performances ont été enregistrées en 2022 en matière de mobilisation des recettes. L'année 2023 devrait s'inscrire dans les mêmes tendances avec une consolidation des bons résultats des régies en matière de recouvrement.

Enfin, il est important de souligner que 2023 sera la première année de collecte de ressources fiscales directement issues de l'exploitation des ressources d'hydrocarbures appartenant au Sénégal. A ce titre, 19,8 milliards de FCFA sont attendus au niveau des recettes fiscales et qui seront destinés au budget général.

B/ Les autres recettes :

Les recettes non fiscales vont connaître une baisse de 26,2 milliards de FCFA en 2023, comparativement à la LFR 2022 du fait de la non reconduction d'une recette exceptionnelle (vente de terrains CDC). Elles vont passer de 180 à 153,8 milliards FCFA avec notamment la collecte d'un montant de 14 milliards FCFA de recettes non fiscales tirées de l'exploitation des ressources d'hydrocarbures au budget général.

Les tirages sur dons en capital vont augmenter de 12,3 milliards de FCFA, passant de 220 à 232,3 milliards FCFA tandis que les dons budgétaires seront relativement stables, avec une légère progression de 0,7 milliard FCFA (46 à 46,7 milliards FCFA).

Globalement, le budget 2023 enregistre des recettes fiscales et non fiscales provenant de l'exploitation des hydrocarbures d'un montant de 51,6 milliards FCFA répartis, conformément à la loi portant sur les hydrocarbures, dont 33,7 milliards FCFA pour le budget général et 17,9 milliards FCFA pour les comptes spéciaux du trésor suivants :

- Fonds intergénérationnel : 5,2 milliards FCFA ;
- Fonds de stabilisation : 12,7 milliards FCFA.

C/ L'emprunt :

A l'instar des autres Etats, le Sénégal a recours à l'endettement pour contribuer au financement de son développement ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie de sa population.

Les intérêts de la dette vont passer de 350 milliards FCFA dans la LFR 2022 à 424,32 milliards de FCFA dans le PLF 2023, soit une hausse de 74,3 milliards FCFA en valeur absolue et 21,24 % en valeur relative.

C'est un poste budgétaire important mais c'est aussi l'expression d'un choix de politique économique. Le Sénégal continue de bénéficier de la confiance de la communauté financière internationale et présente un profil de risque modéré grâce à une gestion prudente de son endettement, ses performances économiques avec des taux de croissance appréciables, la bonne tenue de ses finances publiques et la qualité de ses politiques publiques qui le placent sur la voie de l'émergence.

Le profil de risque modéré est illustré par la trajectoire du ratio de l'endettement depuis plus d'une décennie. Il faut préciser aussi que notre pays s'endette moins que par le passé et les chiffres le prouvent :

- ❖ fin 1999 : l'encours de la dette s'élevait à 2416,3 milliards de FCFA, équivalant à 76,3% du PIB ;
- ❖ fin 2006 : l'encours était tombé à 20,4% du PIB, suite aux allègements et annulations de dettes dont avait bénéficié notre pays dans le cadre des initiatives PPTTE (Pays pauvres très endettés) et IADM (Initiative d'allègement

de la dette multilatérale). Au total, ce sont plus de 1112,8 milliards FCFA de dettes qui avaient été annulés ;

- ❖ à partir de 2007, l'encours de la dette repart à nouveau à la hausse, pour s'établir à 39,9% du PIB en fin 2011, soit plus de quinze points de hausse en cinq ans.

La hausse annuelle de l'encours a été de 21,8% en moyenne, durant cette période 2007-2011, alors qu'elle est de 14,1% sur la décennie 2012-2022.

In fine, la stratégie d'endettement est beaucoup plus modérée, beaucoup plus prudente, que par le passé.

Notre pays poursuivra une politique prudente d'endettement privilégiant le recours accentué à des emprunts concessionnels, les emprunts non concessionnels n'étant retenus que pour les investissements à niveau de rendement très élevé. L'amélioration significative des recettes résultant de la mise œuvre de la SRMT devra permettre de limiter, à terme, le recours à l'endettement.

D) L'optimisation de la dépense publique

Parallèlement aux trois sources de financement énoncées plus haut, l'Etat poursuit sa politique d'optimisation de la dépense publique à travers la réduction de son train de vie et la rationalisation de son mode de gestion dont le corollaire est une réduction du besoin de financement de son fonctionnement.

En effet, des économies substantielles ont été réalisées sur certains postes de dépenses budgétivores telles que les dépenses de téléphone, des logements conventionnés ou véhicules de fonction et vont se poursuivre en 2023, participant ainsi consécutivement à la restauration des marges de manœuvre budgétaires de l'Etat.

En outre, l'Etat mettra en œuvre des stratégies de gestion des risques budgétaires, avec des mesures de mitigation adaptées, afin de rendre les finances publiques moins vulnérables aux chocs.

III.2. Le contenu des solutions :

A/ Soutenir le pouvoir d'achat des ménages :

Au Sénégal, face aux tensions inflationnistes, le Gouvernement a fait le choix d'agir, en même temps, sur des mesures permettant la maîtrise des prix, voire leur baisse et sur l'amélioration des revenus, afin de préserver au mieux le pouvoir d'achat des citoyens.

C'est ainsi qu'en 2022, les subventions directes au secteur de l'énergie (électricité, gaz butane et carburant, particulièrement le gasoil, le carburant le plus utilisé par les consommateurs les plus modestes) ont coûté au budget de l'Etat 300 milliards de FCFA (à fin septembre), à travers notamment :

- les compensations tarifaires au profit de la SENELEC et des concessionnaires d'électrification rurale, dans le cadre de l'harmonisation tarifaire, pour éviter l'application de tarifs trop élevés quoiqu'économiquement justifiés;
- le remboursement des pertes commerciales dues au blocage des prix à la pompe au profit des producteurs pétroliers ;
- la prise en charge du différentiel de transport (pour que le carburant, toutes catégories confondues, soit vendu au même prix sur l'ensemble du territoire national).

En 2022 toujours, le soutien aux produits de grande consommation des ménages aura coûté un montant global de 157 milliards de FCFA. Les principaux produits concernés par ce soutien direct aux ménages sont le blé, l'huile, le sucre, le riz et le maïs.

Le renchérissement des coûts de l'énergie résultant des tensions sur les marchés nationaux et l'appréciation du dollar amènent l'Etat à poursuivre une politique de soutien au prix pour préserver le pouvoir d'achat des ménages.

A cet effet, un montant de 450 milliards FCFA est prévu pour 2023 dont 350 milliards FCFA pour le secteur de l'énergie. Toutefois, des mesures sont prévues à travers une feuille de route en vue d'une maîtrise des subventions pour éviter des dérapages susceptibles de porter atteinte aux équilibres budgétaires.

Concernant les denrées alimentaires, la bataille contre la vie chère et pour le bien-être des populations sera gagnée à travers, notamment :

- le renforcement des mesures de soutien à la filière rizicole par l'octroi d'une subvention de 32 FCFA par kilogramme dont 30 FCFA au profit des producteurs et 2 FCFA au profit des transformateurs ;
- la consolidation des bases pour notre souveraineté alimentaire, en tirant le meilleur parti du potentiel de ressources du pays, pour rehausser significativement la production de céréales, par l'accompagnement de l'Etat mais également par une plus forte implication du secteur privé pour soutenir le développement de toutes les filières de productions agropastorales, des cultures à haute valeur ajoutée, notamment les productions horticoles ainsi que l'implantation d'unités de conservation et de transformation ;

- une meilleure valorisation de nos produits et une promotion du « consommer local » ;
- le renforcement des moyens de surveillance des marchés (moyens logistiques et humains, approvisionnement du marché...) ;
- la réorganisation et l'assainissement des circuits de distribution et le suivi du respect des règles liées à la concurrence ;
- la simplification des procédures d'importation, le décongestionnement du Port de Dakar et la maîtrise des droits et frais de passage portuaires qui ont un impact aggravant sur les prix intérieurs.

Quant au second levier, l'augmentation des revenus des consommateurs, l'Etat a agi de deux manières :

- 1- en remettant directement de l'argent aux ménages les plus pauvres (« *cash transfert* ») : 43,4 milliards de FCFA distribués en 2022 à 543 000 familles vulnérables répertoriées ;
- 2- en augmentant les salaires des agents de l'Administration, les seuls sur lesquels la puissance publique a un moyen d'action direct. Dans une démocratie comme la nôtre, ce n'est pas l'Etat qui fixe les salaires dans le secteur privé. Son rôle est de faire respecter le salaire minimum interprofessionnel garanti, ainsi que de créer un environnement favorable qui puisse inciter les entreprises à payer des salaires plus élevés.

Dans la continuité de sa politique de soutien aux ménages les plus vulnérables, l'Etat poursuivra les mesures de soutien direct à travers, entre autres, les bourses de sécurité familiale, la couverture maladie universelle, l'appui aux filets sociaux, pour préserver ces segments de la société de la précarité, au nom du principe d'équité, de solidarité et de cohésion sociale.

Concernant le second point, il convient de noter que dans le projet de loi de finances 2023, les dépenses de personnel augmentent de 236 milliards de FCFA (22,76% de hausse), puisqu'elles s'établissent à 1 273 milliards FCFA, contre 1 037 milliards FCFA dans la LFR de 2022.

L'Etat a fait le choix de revaloriser significativement la rémunération de l'ensemble de ses agents, en 2022, pour un coût global de 120 milliards de FCFA.

Cette mesure a deux fondements :

1. la justice sociale : la dernière hausse généralisée des salaires dans la Fonction publique remonte à 2012, à travers une baisse de la fiscalité, qui a eu un impact de 44 milliards de FCFA sur le budget.

Depuis lors il y'a eu des hausses ciblées qui n'ont concerné que des segments limités d'agents.

Mais il se trouve que sur la période allant de décembre 2006 à juin 2022, les prix à la consommation ont augmenté de 33,2%, avec une hausse plus marquée des : (i) produits alimentaires (+ 61,2%), (ii) services de transport (+28,4%), (iii) services de logement (+11,6%). Par exemple, les prix de certains produits très prisés ont augmenté de manière substantielle : (i) riz brisé non parfumé : 225 à 339 FCFA le kilogramme, (ii) huile végétale : 744 à 1638 FCFA le litre ; (iii) bonbonne de gaz de 6 kilogrammes : 2000 à 2892 FCFA ; (iv) gasoil à la pompe : 554 à 655 FCFA le litre.

Autrement dit, pendant que les salaires de l'écrasante majorité des agents de l'Administration sénégalaise stagnaient, les prix évoluaient assez rapidement, entraînant une érosion de leur pouvoir d'achat et une dégradation de leur niveau de vie. C'était donc le devoir de l'Etat de procéder à un rattrapage salarial conséquent, et non pas une hausse symbolique, afin de permettre à ses agents de pouvoir faire face à la vie chère.

2. l'efficacité économique : les augmentations de salaires décidées en 2022 sont tout sauf de l'assistanat social ; elles découlent d'une logique économique de soutenir la consommation des ménages, élément déterminant dans la croissance économique.

Augmenter la croissance signifie garnir les carnets de commandes des entreprises, lesquelles auront besoin de recruter pour satisfaire la demande (impact positif sur l'emploi).

Les revenus des entreprises augmentant, le rendement de la fiscalité va être plus élevé puisque les impôts les plus rentables sont calculés soit sur le chiffre d'affaires (taxe sur la valeur ajoutée), soit sur le bénéfice (impôt sur les sociétés).

Il faut ainsi comprendre dans cette option de l'Etat d'opérer une revalorisation du salaire de ses agents une volonté de faire fonctionner ce cercle vertueux, cette subtile alchimie dans laquelle chaque agent, alors qu'il croit ne poursuivre que son propre intérêt, contribue en réalité à l'atteinte d'un optimum qui a pour nom : intérêt général.

D'un autre côté les subventions, directes ou indirectes, constituent également un levier économique important, qui, s'il est utilisé de manière judicieuse, peut produire, à terme, des retombées plus importantes que leur coût budgétaire immédiat, en plus d'être un mécanisme de redistribution susceptible de renforcer l'équité et, la paix sociale procurée; les exemples récents dans d'autres pays ont suffisamment démontré

que lorsque la population atteint un certain niveau de souffrance, la crise socio-politique qui peut en découler coûte toujours infiniment plus chère que les transferts budgétaires qui auraient permis de l'éviter.

Lutter contre la vie chère, c'est aussi :

- poursuivre les programmes dédiés à l'insertion professionnelle, à la promotion de l'auto emploi des femmes et des jeunes, à la politique d'équité sociale et territoriale, notamment avec la poursuite du programme Xëyu Ndaw ñi qui est dans sa troisième année de mise en œuvre et doté d'une enveloppe de 150 milliards FCFA, du programme pour l'Emploi, la Transformation économique et la Relance (ETER), du Programme de développement de la Microfinance islamique au Sénégal (PROMISE) et de la Délégation à l'Entrepreneuriat rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ), entre autres ;
- promouvoir les secteurs à fort potentiel d'innovation comme le numérique, l'artisanat, les secteurs des services (transports, hôtellerie, communication), qui recèlent un important gisement de création d'emplois, mais aussi des mécanismes d'accompagnement mieux adaptés ;
- intensifier les capacités de production et de transformation dans le secteur de l'agriculture (agriculture, pêche, élevage, foresterie).

Au plan communautaire, le **levier monétaire** a été également mis à profit, en réponse à la tendance généralisée de hausse des prix au sein de l'UEMOA. En effet, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest a pris comme mesure correctrice de court terme, de relever de 25 points de base ses taux directeurs à compter du 16 septembre 2022. Ainsi, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête des ressources aux banques passe de 2,25% à 2,50%. Cette mesure contribuera à ramener progressivement le taux d'inflation au niveau de la zone dans l'intervalle cible de la Banque centrale (1% à 3%).

B/ Améliorer l'efficacité des services publics :

L'Administration publique reste le bras séculier et le cadre opératoire des actions et politiques de l'Etat. Pour offrir le meilleur service aux usagers, elle a besoin d'être renforcé dans ses moyens son organisation.

A cet effet, dans le projet de loi de finances pour l'année 2023, les dépenses d'acquisition des biens et services et transferts courants vont augmenter de 267 milliards de FCFA, soit une hausse de 18,9% par rapport à la LFR de 2022.

Il s'agit là du budget de fonctionnement de l'Etat et de ses démembrements (le secteur parapublic mais aussi et dans une certaine mesure, les collectivités territoriales à

travers leurs fonds de dotation). Que ce budget augmente est une chose tout à fait normale puisque :

- 1- les administrations publiques sont des consommateurs comme les autres ; eux aussi subissent l'inflation et paient cher les biens et services qu'ils achètent ;
- 2- les démembrements de l'Etat, possédant une personnalité juridique propre, sont des employeurs comme les autres, qui doivent eux aussi verser des salaires plus élevés à leurs employés, pour leur permettre de faire face à la vie chère.

Mais au-delà de cela, il y'a un autre enjeu derrière cette hausse : la crise de la Covid-19 a montré que les pays qui ont le mieux résisté sont ceux qui possédaient les services publics les plus robustes.

L'Etat doit s'appuyer sur une administration performante et moderne, une administration de développement. Mettre les agents publics dans de bonnes conditions de travail, entretenir correctement les infrastructures et équipements pour la réalisation desquels la collectivité nationale a consenti un effort financier important, tout en donnant du travail aux entreprises privées à travers la commande publique, est une forte exigence pour permettre la délivrance de services adéquats et est le gage d'un fonctionnement régalien de l'Etat. En effet, la modernisation doit contribuer à réformer l'administration pour instituer un mode de gouvernance plus ouvert, favoriser une totale interconnexion entre les différentes sphères de la gestion publique et s'adapter en permanence aux mutations des préférences des populations.

C/ Mieux cibler les investissements :

Dans le projet de loi de finances pour l'année 2023, les dépenses d'investissement vont baisser de 165,6 milliards de FCFA par rapport à la LFR 2022, passant de 1 753,8 à 1 588,2 milliards FCFA.

Une telle baisse peut surprendre, tant au cours de la décennie écoulée, le Gouvernement avait porté l'investissement public à des niveaux historiques. C'est cette volonté marquée vers plus d'investissement qui a permis au Sénégal, de disposer de 2012 à maintenant :

- 2526 kilomètres de routes, soit le double de ce qui avait été réalisé entre 2000 et 2011 ;
- 189 kilomètres d'autoroute, quand notre pays n'en comptait que 32 en fin 2011 ;

- 6673 kilomètres de pistes rurales pour désenclaver les territoires de l'intérieur, soit 667 nouveaux kilomètres par an, soit 1,6 fois la moyenne annuelle de la période antérieure ;
- 5301 sur 20977 villages et hameaux électrifiés, soit en moyenne 530 nouveaux villages et hameaux par an, là où sur la période antérieure (2000-2011), seuls 84 nouveaux villages accédaient à l'électricité chaque année ;
- un taux d'électrification de 80,5% au niveau national, 96% en milieu urbain et 58,2% en milieu rural (ce taux était de 58% en 2012, dont 88% et 27% en milieu urbain et rural respectivement) ;
- des aménagements hydro-agricoles et un renforcement de la productivité qui ont permis des productions record : 81% de couverture de nos besoins en céréales en 2021 contre 43% en 2011, hausse des productions d'arachide (+218%), de lait (+43%), de viande (+69%), de l'horticulture (+132%) et de l'aquaculture (+270%) ;
- 35 897 salles de classe, 64 daaras modernes, 5 instituts supérieurs d'enseignement professionnel (ISEP) et 14 espaces numériques ouverts (ENO) ;
- 9 nouveaux hôpitaux, 18 centres de santé, 300 postes de santé et 21 centres de dialyse ;
- la gratuité des soins pour 2,5 millions d'enfants de moins de 5 ans ;
- des bourses de sécurité familiale (investissement dans le capital humain) pour 316 941 familles vulnérables ;
- le Train Express Régional Dakar-Diamniadio, qui a fait le bonheur de 10 millions de passagers en moins de neuf mois d'exploitation ;
- le nouvel aéroport international de Saint-Louis inauguré le 14 juillet 2022 ;
- les stades de Basket-ball (Dakar Arena) et de Football (stade du Sénégal Président Abdoulaye Wade).

Ce sont là quelques exemples qui démontrent que ces dix dernières années, l'Etat a énormément investi. Il est donc logique que l'investissement public, moteur de l'économie nationale, commence à passer le relais à l'investissement privé, d'autant plus que le Gouvernement a consacré de nombreux efforts visant à améliorer l'environnement des affaires, dont le plus récent est la refonte totale du cadre normatif des partenariats public-privé (loi n°2021-01 du 22 février 2021 et son décret d'application n°2021-1443 du 27 octobre 2021).

Puisque les dépenses d'investissement baissent en volume, il était donc important d'améliorer le ciblage, c'est-à-dire d'opérer une sélection rigoureuse des investissements. Quitte à faire moins, autant faire mieux.

Sur ce plan, les options du Gouvernement en faveur de l'amélioration du bien-être des Sénégalais sont restées intactes. Quelques exemples tirés du PLF 2023, partie « investissement », suffisent pour s'en rendre compte :

- le projet d'électrification rurale 2000 villages ;
- le Programme de modernisation des villes (PROMOVILLES) ;
- le programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) ;
- le programme d'Urgence pour la Modernisation des Axes frontaliers (PUMA) ;
- le programme national de Bourses de Sécurité familiale ;
- les projets de désenclavement des terroirs ;
- les projets d'infrastructures sanitaires dont l'hôpital de Niveau 3 à Tivaouane et le Centre Hospitalier Universitaire de Saint Louis ;
- le programme de Renforcement du Système de Santé ;
- le projet de Construction d'une Unité de Vaccin Contre la Covid / Madiba ;
- les projets de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires et universitaires ;
- les projets dédiés à l'amélioration du cadre de vie, à l'approvisionnement en eau potable des populations et à la lutte contre les inondations ;
- le Fonds national pour l'entrepreneuriat rapide et les différents fonds dédiés au financement des activités génératrices de revenus des femmes et des jeunes ;
- le développement de l'Entretien routier ;
- le projet Pilote du Bus Rapid Transit (BRT) ;
- le programme de modernisation des infrastructures judiciaires ;
- le projet de construction de la Desserte ferroviaire Dakar-AIBD ;
- les actions en matière de protection et de sécurisation des personnes et des biens.

Au titre de l'amélioration du bien-être social, il faut également souligner toutes les politiques en matière de protection sociale (couverture maladie universelle) et de gratuité des soins.

III.2. Les chiffres clés du budget 2023 :

Le projet de loi de finances (PLF) 2023 est bâti sur une projection de croissance à deux chiffres, soit 10,1%, contre un taux de 4,8% estimé pour l'année 2022. A moyen terme, la croissance devrait être fortement stimulée par le début de la production d'hydrocarbures et ses externalités à travers les projets Grande Tortue Ahmeyin (GTA) et Sangomar. En effet, la production d'hydrocarbures contribuerait à une relance du secteur secondaire avec une prévision de + 22,4%, principalement tirée par les performances du sous-secteur des extractives (+158,7%). De même, les secteurs tertiaire et primaire seraient consolidés pour sortir des taux de croissance respectifs de + 6,9% et 4,9%.

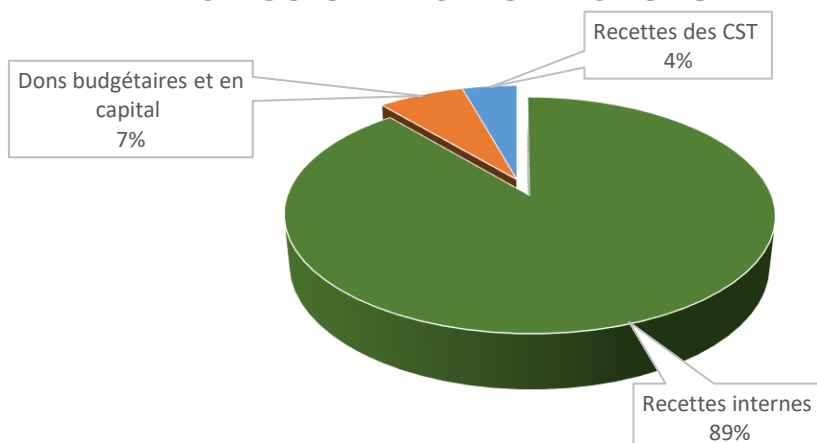
En dépit d'un environnement international difficile et ses répercussions sur l'économie nationale, le Gouvernement du Sénégal se fixe comme objectif de ramener le déficit budgétaire à la cible de la norme communautaire définie dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. Cet objectif pourra être atteint à travers une batterie de mesures de réformes ciblées, notamment, la mise en œuvre de la SRMT pour une plus forte mobilisation des ressources intérieures et une gestion rigoureuse et efficiente des finances publiques.

Pour ce qui est des recettes, leur montant total s'établit à 4 096,4 milliards de FCFA, contre 3 647,8 milliards FCFA pour l'année 2022, soit une augmentation de 448,6 milliards FCFA (+12,3%). Il se répartit comme suit :

- recettes internes : 3 640,5 milliards de FCFA ;
- dons budgétaires et en capital : 279 milliards de FCFA ;
- recettes des comptes spéciaux du Trésor : 176,9 milliards de FCFA.

Enfin, tenant compte d'un environnement international fortement perturbé et sujet, ces dernières années et de manière régulière, à des chocs, qui sont de nature à mettre en péril les équilibres macroéconomiques et les finances publiques, avec un fort impact social, l'Etat entend, dans le cadre du budget, renforcer les réserves de précaution et de gestion, pour se donner les moyens d'ajustements nécessaires en cas de survenance d'une crise, s'alignant ainsi sur les bonnes pratiques en matière de gestion budgétaire.

STRUCTURE DES RECETTES BUDGÉTAIRES

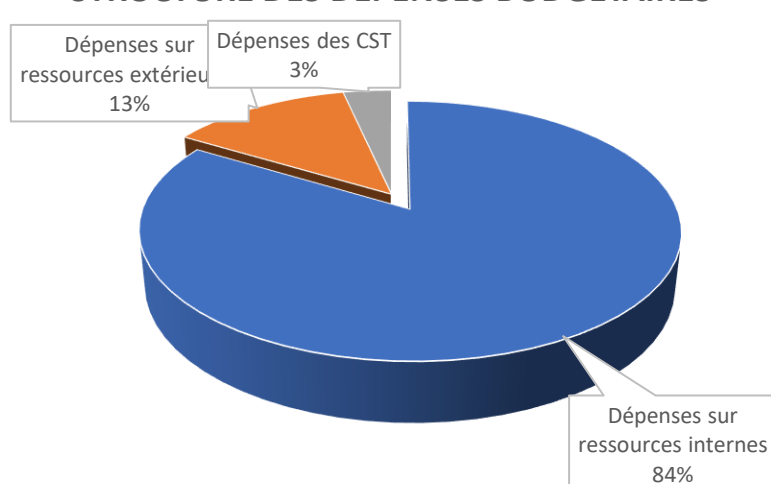


Le montant total des dépenses s'établit à 5 141,9 milliards de FCFA, contre 4 702,9 milliards pour l'année 2022, soit une augmentation de 439 milliards de FCFA (+9,3%).

Il se répartit comme suit :

- dépenses sur ressources internes : 4 297,1 milliards de FCFA ;
- dépenses sur ressources extérieures : 667,9 milliards de FCFA ;
- dépenses des comptes spéciaux du Trésor : 176,9 milliards de FCFA.

STRUCTURE DES DEPENSES BUDGETAIRES



Il ressort des chiffres ci-dessus un solde budgétaire global négatif de 1 045,5 milliards de FCFA, représentant un déficit de 5,5% du PIB projeté pour 2023.

La répartition en grandes catégories de recettes et de dépenses du tableau d'équilibre se présente comme suit :

	LFR 1 2022	LFI 2023	ECART LFI 2023/LFR 1 2022	
I. RECETTES				
1. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	3 052,1	3 486,7	434,6	14,2%
<i>dont Recettes fiscales exploitation pétrole/BG</i>		19,8	19,8	
Recettes non fiscales et autres	180,0	153,8	-26,2	-14,6%
<i>dont Recettes non fiscales exploitation pétrole/BG</i>		14,0	14,0	
Total recettes internes	3 232,1	3 640,5	408,4	12,6%
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	220,0	232,3	12,3	5,6%
<i>Dons budgétaires</i>	46,0	46,7	0,7	1,5%
Total recettes externes	266,0	279,0	13,0	4,9%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 498,1	3 919,5	421,4	12,0%
2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	127,5	154,4	26,9	21,1%
<i>dont Fonds intergénérationnel</i>		5,2	5,2	
<i>dont Fonds de stabilisation</i>		12,7	12,7	
<i>dont Fonds national de Retraite</i>	125,3	134,3	9,0	7,2%
Compte de commerce	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-00	0,0%
RECETTES CST	149,7	176,9	27,2	18,2%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 647,8	4 096,4	448,6	12,3%
II. DEPENSES				
1. BUDGET GENERAL				
Intérêts de la dette	350,0	424,3	74,3	21,2%
Dépenses de personnel	1 037,0	1 273,0	236,0	22,8%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 412,4	1 679,4	267,0	18,9%
Total dépenses courantes	2 799,4	3 376,7	577,3	20,6%
Dépenses capital sur ress. internes	1 018,8	920,3	-98,5	-9,7%
<i>Dont dépenses afférentes sur recettes d'hydrocarbures</i>		33,7	33,7	
Investissements sur ressources externes	735,0	667,9	-67,1	-9,1%
<i>Prêts projets</i>	515,0	435,6	-79,4	-15,4%
<i>Dons en capital</i>	220,0	232,3	12,3	5,6%
Total dépenses d'investissement	1 753,8	1 588,2	-165,6	-9,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 553,2	4 965,0	411,8	9,0%
2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	127,5	154,4	26,9	21,1%
<i>dont Fonds intergénérationnel</i>		5,2	5,2	
<i>dont Fonds stabilisation</i>		12,7	12,7	
<i>dont Fonds national de Retraite</i>	125,3	134,3	9,0	
Compte de commerce	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-00	0,0%
DEPENSES CST	149,7	176,9	27,2	18,2%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	4 702,9	5 141,9	439,0	9,3%
Solde budgétaire global	-1 055,1	-1 045,5		
Déficit % PIB	-6,2%	-5,50%		
PIB NOMINAL	16 922,4	19 008,7		

Telle est l'économie du présent projet de loi de finances pour l'année 2023.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

La présentation de la loi de finances pour l'année 2023 obéit aux règles fixées aux articles 43 et suivants de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances (LOLF). Elle comprend le texte de loi proprement dit et les annexes qui l'accompagnent et en font partie intégrante. Le texte de loi est présenté en deux parties : les données de l'équilibre et la répartition des crédits.

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

Au regard des dispositions de l'article 44 de la loi organique précitée, cette première partie de la loi de finances a pour objet de prévoir et d'autoriser les ressources de l'Etat ainsi que celles affectées aux collectivités territoriales et aux établissements publics, de fixer les plafonds des charges de l'Etat, d'arrêter l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte et d'approuver le tableau de financement.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources et les charges de l'Etat sont constituées des recettes et des dépenses budgétaires ainsi que des ressources et des charges de trésorerie.

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER : Prévision et autorisation des recettes du budget général

Exposé des motifs

Cet article prévoit et autorise les recettes du budget général évaluées sur la base, d'une part, des projections faites lors des campagnes des budgets économiques et d'autre part, des projections révisées du programme économique et financier du mois de septembre 2022.

Elles sont arrêtées à 3 919 471 000 000 de FCFA pour l'année 2023. Elles excluent les emprunts qui sont considérés comme ressources de trésorerie, au sens de l'article 8 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général de 2023 sont composées des recettes internes pour un montant de 3 640 481 000 000 de FCFA, des recettes externes d'un montant de 278 990 000 000 FCFA (dons budgétaires pour un montant de 46 690 000 000 de FCFA et des tirages sur dons en capital pour un montant de 232 300 000 000 FCFA). Le détail des recettes du budget général est donné en annexe I de la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2023, à la somme de 3 640 481 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2023, à 278 990 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2023 à 3 919 471 000 000 de FCFA ».

ARTICLE 2 : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 27 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, les ressources de trésorerie sont évaluées et autorisées chaque année par une loi de finances.

Les ressources de trésorerie, à moyen et à long termes pour l'année 2023 sont estimées à un montant de 2 345 083 000 000 de FCFA. Elles sont composées :

- des emprunts projets pour un montant de 435 600 000 000 de FCFA ;
- des emprunts programmes évalués à 158 000 000 000 de FCFA ;
- et d'autres emprunts pour un montant de 1 751 483 000 000 de FCFA.

Texte de l'article

« I- Pour l'année 2023, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 2 345 083 000 000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 2 345 083 000 000 de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention. »

ARTICLE 3 : Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics

Exposé des motifs

Les impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics ne sont pas inclus dans les recettes du budget général. Toutefois, l'autorisation de leur perception est demandée annuellement au Parlement à travers la loi de finances de l'année.

Texte de l'article :

« La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2023, conformément aux lois et règlements en vigueur. »

ARTICLE 4 : Prévision et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Exposé des motifs :

Cet article évalue le montant des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor, conformément aux dispositions des articles 36 à 42 de la loi organique précitée.

Pour l'année 2023, le présent projet de loi prévoit la dotation des deux comptes d'affectations spéciales ouverts à travers les dispositions de l'article 26 de la loi n°2022-19 du 27 mai 2022 portant loi de finances rectificative pour l'année 2022. Il s'agit du « Fonds de stabilisation » et du « Fonds intergénérationnel ». Le fonctionnement de ces deux comptes est précisé par la loi n°2022-09 du 19 avril 2022 relative à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures.

En outre, il est prévu l'ouverture et la dotation de deux comptes de commerce au profit des forces de sécurité et de l'administration pénitentiaire.

En effet, dans le cadre de la politique d'optimisation des ressources, l'Etat a mis en place pour les Forces de défense et de sécurité un système de services rendus (rétribués) c'est-à-dire qu'en dehors des missions strictement professionnelles, elles peuvent effectuer certains services n'entrant pas expressément dans leurs attributions, pour le compte d'organismes ou de personnes privées, moyennant rémunération.

Le décret 2008-756 du 15 juillet 2008 réglementant la rémunération des services rendus par les Forces de Sécurité et fixant les règles d'utilisation des recettes, offre une niche additionnelle de ressources financières à l'Institution Policière.

De même, dans le cadre de la réinsertion des détenus, l'administration pénitentiaire a mis en place des unités marchandes (boulangeries, usine de fabrication de détergents). L'exploitation de ces unités marchandes occasionnent des ressources destinées à l'amélioration des conditions de vie carcérale au soutien à la réinsertion

sociale des détenus. Jusqu'à aujourd'hui, ces recettes ne sont pas retracées dans les comptes publics de l'Etat.

C'est dans cette perspective que la présente loi de finances prévoit l'ouverture des comptes « Compte de commerce de la Police » et « Compte de commerce de l'administration pénitentiaire » conformément aux dispositions de l'article 39 de la loi organique n°2020-07 précitée.

Texte de l'article :

« I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2023, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances.

II- Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2023 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 176 930 000 000 de FCFA.

Par catégorie de compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- *Compte d'affectation spéciale à 154 390 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de commerce à 490 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de prêts à 20 750 000 000 de FCFA ;*
- *Compte d'avances à 800 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de garanties et d'avaux à 500 000 000 de FCFA ».*

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 : Les dépenses du budget général

Exposé des motifs

Le plafond des autorisations d'engagement et des crédits de paiements du budget général sont respectivement fixés, dans la loi de finances pour l'année 2023, à 7 070 814 706 030 de FCFA et 4 964 954 000 000 de FCFA.

Pour les dépenses de personnel, elles sont assorties, par ministère, de plafonds d'autorisation d'emplois rémunérés par l'Etat.

Texte de l'article :

« I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 4 964 954 000 000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- Intérêts et commissions : 424 325 000 000 de FCFA
- Dépenses de personnel : 1 273 000 000 000 de FCFA
- Biens et services et transferts courants : 1 679 416 000 000 de FCFA
- Investissement exécutés par l'Etat : 871 365 449 905 de FCFA
- Transferts en capital : 716 847 550 095 de FCFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2023, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7 070 814 706 030 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2023, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d'autorisations d'emplois rémunérés par l'Etat d'un montant de 1 273 000 000 000 de FCFA ».

B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 : Dépenses des comptes d'affectation spéciale

Exposé des motifs

Cet article évalue pour l'année 2023, les charges des comptes d'affectation spéciale à un montant de 154 390 000 000 FCFA. Il autorise le paiement de traitement ou d'indemnités à des agents de l'Etat ou d'autres organismes publics par imputation directe aux comptes d'affectation spéciale ci-après :

- la Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries Annexes ;
- les Frais de Contrôle des Sociétés à Participation Publique.

Texte de l'article :

« I – Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d'affectation spéciale pour la loi de finances pour l'année 2023, s'élèvent à 154 390 000 000 de FCFA, répartis ainsi qu'il suit :

- Fonds national de Retraite : 134 340 000 000 de FCFA
- Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA

- *Caisse d'Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1 500 000 000 de FCFA ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA ;*
- *Fonds intergénérationnel : 5 155 000 000 de FCFA ;*
- *Fonds de stabilisation : 12 695 000 000 de FCFA.*

II – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d'affectation spéciale suivants :

- *Caisse d'encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

ARTICLE 7 : Autorisation de report

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 37 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances, le solde de chaque compte spécial du Trésor soit reporté de droit sur l'exercice suivant sauf dispositions contraires prévues par une loi de finances.

Texte de l'article :

« Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l'exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d'affectation spéciale dénommé Fonds national de retraite (FNR) ».

b) COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 8 : dépenses des comptes de commerce

Exposé des motifs

Cet article arrête le montant des charges des comptes de commerce et fixe le découvert, qui a un caractère limitatif, conformément aux dispositions de l'article 39 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Il s'agit des comptes ci-après :

- *Opérations à caractère industriel et commercial des armées : 150 000 000 FCFA ;*
- *Compte de Commerce Administration pénitentiaire : 200 000 000 FCFA ;*
- *Compte de Commerce Police : 140 000 000 de FCFA.*

En application des dispositions de l'article 39 de la loi organique précitée, il est interdit, d'exécuter dans le cadre des comptes de commerce, des opérations

d'investissement financier, de prêts ou d'avances, ainsi que des opérations d'emprunts.

Texte de l'article :

« I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l'année 2023, s'élèvent à 490 000 000 de FCFA. »

II- Il est prévu, pour chaque compte de commerce, un découvert fixé à 10% des crédits ouverts. »

c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES

ARTICLE 9 : Dépenses des comptes de Prêts et d'avances

Exposé des motifs

Le présent article prévoit le montant des prêts et avances que le Ministre chargé des Finances est autorisé à consentir au courant de l'année 2023, conformément aux dispositions des articles 40 et 41 de la loi organique n°2020-07 du 26 février 2020 relative aux lois de finances. Elles concernent les prêts accordés à des organismes publics ou à des particuliers et les avances accordées aux collectivités territoriales.

Texte de l'article :

« I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2023, sont évalués à 21 550 000 000 de FCFA.

II. les plafonds des comptes de prêts et d'avances sont ainsi répartis :

- *Prêts aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA ;*
- *Prêts à divers particuliers : 19 950 000 000 de FCFA ;*
- *Avances aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA. »*

d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS

ARTICLE 10 : Crédits ouverts pour les garanties et avals

Exposé des motifs :

Les comptes de garanties et d'avals retracent les engagements de l'Etat résultant des garanties financières accordées par lui à une personne physique ou morale, notamment dans le cadre des contrats de partenariats publics-privés.

La variation nette de l'encours des garanties et avals qui peuvent être accordés par l'Etat sur les comptes de garanties et d'avals est plafonnée annuellement par la loi de finances.

Les crédits d'un montant de 500 000 000 de FCFA inscrits dans la présente loi permettent de couvrir, éventuellement, les défauts de remboursement ou appels en garantie qui interviendraient au cours de la gestion à venir.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2023, s'élèvent à 500 000 000 FCFA ».

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2023. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2023 est plafonnée à 500 000 000 FCFA ».

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 : Evaluation des charges de trésorerie

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 28 de la LOLF, les charges de trésorerie sont évaluées chaque année par une loi de finances. Pour l'année 2023, elles sont évaluées à un montant de 2 345 083 000 000 FCFA et concernent principalement l'amortissement de la dette pour un montant de 1 269 600 000 000 de FCFA et le financement du déficit pour un montant 1 045 483 000 000 de FCFA.

Texte de l'article

« Pour l'année 2023, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 2 345 083 000 000 de FCFA ».

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier

Exposé des motifs

Le présent article arrête les données générales de l'équilibre budgétaire et financier présentées dans un tableau d'équilibre. Il arrête le déficit budgétaire et autorise également le Ministre chargé des Finances à émettre des emprunts et à recevoir des dons afin d'assurer le besoin de financement de l'Etat.

Texte de l'article

« I - Pour l'année 2023, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après » :

	LFR 1 2022	LFI 2023	ECART LFI 2023/LFR 1 2022	
I. RECETTES				
1. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	3 052,1	3 486,7	434,6	14,2%
<i>dont Recettes fiscales exploitation pétrole/BG</i>		19,8	19,8	
Recettes non fiscales et autres	180,0	153,8	-26,2	-14,6%
<i>dont Recettes non fiscales exploitation pétrole/BG</i>		14,0	14,0	
Total recettes internes	3 232,1	3 640,5	408,4	12,6%
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	220,0	232,3	12,3	5,6%
<i>Dons budgétaires</i>	46,0	46,7	0,7	1,5%
Total recettes externes	266,0	279,0	13,0	4,9%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 498,1	3 919,5	421,4	12,0%
2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	127,5	154,4	26,9	21,1%
<i>dont Fonds intergénérationnel</i>		5,2	5,2	
<i>dont Fonds de stabilisation</i>		12,7	12,7	
<i>dont Fonds national de Retraite</i>	125,3	134,3	9,0	7,2%
Compte de commerce	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-00	0,0%
RECETTES CST	149,7	176,9	27,2	18,2%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 647,8	4 096,4	448,6	12,3%
II. DEPENSES				
1. BUDGET GENERAL				
Intérêts de la dette	350,0	424,3	74,3	21,2%
Dépenses de personnel	1 037,0	1 273,0	236,0	22,8%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 412,4	1 679,4	267,0	18,9%
Total dépenses courantes	2 799,4	3 376,7	577,3	20,6%
Dépenses capital sur ress. internes	1 018,8	920,3	-98,5	-9,7%
<i>Dont dépenses afférentes sur recettes d'hydrocarbures</i>		33,7	33,7	
Investissements sur ressources externes	735,0	667,9	-67,1	-9,1%
<i>Prêts projets</i>	515,0	435,6	-79,4	-15,4%
<i>Dons en capital</i>	220,0	232,3	12,3	5,6%
Total dépenses d'investissement	1 753,8	1 588,2	-165,6	-9,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 553,2	4 965,0	411,8	9,0%
2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	127,5	154,4	26,9	21,1%
<i>dont Fonds intergénérationnel</i>		5,2	5,2	
<i>dont Fonds stabilisation</i>		12,7	12,7	
<i>dont Fonds national de Retraite</i>	125,3	134,3	9,0	
Compte de commerce	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-00	0,0%
DEPENSES CST	149,7	176,9	27,2	18,2%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	4 702,9	5 141,9	439,0	9,3%
Solde budgétaire global	-1 055,1	-1 045,5		
Déficit % PIB	-6,2%	-5,50%		
PIB NOMINAL	16 922,4	19 008,7		

II- Pour l'année 2023, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2 624 073 000 000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention ».

ARTICLE 13 : Approbation du tableau de financement

Exposé des motifs

Le présent article a pour objet d'approuver le tableau de financement qui récapitule, pour l'année 2023, les prévisions de ressources et de charges de trésorerie telles que définies par les articles 27 et 28 de la LOLF.

Texte de l'article :

« Pour l'année 2023, le tableau de financement récapitulant les ressources et les charges de trésorerie à 2 345 083 000 000 FCFA est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFR 1 2022	LFI 2023	ECART LFR 2022/LFI 2023	
<i>Amortissement de la dette</i>	853,8	1 269,6	415,8	48,7%
<i>Financement déficit</i>	1 055,1	1 045,5	- 9,6	-0,9%
<i>Autres opérations de financement</i>	25,0		- 25,0	-100,0%
<i>Déficit OPEX</i>	30,0	30,0	-	0,0%
Total remboursement	1 963,9	2 345,1	381,2	19,4%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	515,0	435,6	- 79,4	-15,4%
<i>Surfinancement prévisionnel à reporter</i>	120,7000		- 120,7	-100,0%
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>	50,0		- 50,0	-100,0%
<i>Emprunts programmes</i>	361,0	158,0	- 203,0	-56,2%
<i>Autres emprunts</i>	967,2	1 751,5	784,3	81,1%
Total tirages	1 963,9	2 345,1	381,2	19,4%

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

Conformément à l'article 44 de la LOLF, cette seconde partie de la loi de finances fixe, pour le budget général et les comptes spéciaux du Trésor, le plafond des crédits de paiement et des autorisations d'engagement ouverts au titre des dotations et programmes et énonce les dispositions diverses.

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

En application des dispositions de l'article 12 de la loi organique précitée, la loi de finances pour l'année 2023 répartit les crédits budgétaires en programmes entre les ministères et Institutions constitutionnelles. Les crédits non répartis en programmes sont répartis en dotations conformément à l'article 14 de ladite loi.

Font l'objet de dotations les crédits destinés aux Institutions constitutionnelles, les crédits globaux, les charges financières de la dette ainsi que les crédits destinés à couvrir les défauts de remboursement ou appels en garantie intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'avals et de garanties.

A – CREDITS DES PROGRAMMES

A. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour l'année 2023, au titre des programmes du budget général s'élèvent respectivement à 5 901 299 747 993 de FCFA et 3 795 439 041 963 de FCFA.

La répartition par section et par programme des autorisations d'engagement et des crédits de paiement est donnée en annexe III de la présente loi de finances.

Texte de l'article :

« Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l'année 2023, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5 901 299 747 993 de FCFA et 3 795 439 041 963 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses ».

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 15 : Ouverture des autorisations d'engagement et des crédits de paiement

Exposé des motifs

Les comptes spéciaux du Trésor sont considérés comme des programmes budgétaires au sens de l'article 36 de la loi organique précitée.

Les crédits de paiement des programmes des CST sont évalués à un montant de 176 930 000 000 FCFA ainsi réparti :

- Comptes d'affectation spéciale : 154, 39 milliards de FCFA ;
 - o Fonds national de retraite : 134, 34 milliards FCFA ;
 - o Caisse d'encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1,5 milliard de FCFA ;
 - o Fonds de Lutte contre les incendies : 200 millions de FCFA ;
 - o Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique : 500 millions de FCFA ;
 - o Fonds intergénérationnel : 5, 155 milliards de FCFA ;
 - o Fonds de stabilisation : 12, 695 milliards de FCFA.
- Comptes de commerce : 490 millions de FCFA ;
 - o Opérations à caractère industriel et commercial des armées : 150 millions FCFA ;
 - o Compte de Commerce Administration pénitentiaire : 200 millions FCFA ;
 - o Compte de Commerce Police : 140 millions de FCFA.
- Comptes de prêts : 20,75 milliards de FCFA ;
- Comptes d'avance : 800 millions de FCFA ;
- Comptes de garanties et d'avaux : 500 millions de FCFA.

Texte de l'article :

« Pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d'engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, sont fixés pour chacun à 176 930 000 000 de FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 : Dotations des institutions constitutionnelles

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article 12, alinéa 3, il est ouvert pour l'année 2023, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les Institutions pour des montants égaux de 153 083 383 261 de FCFA, selon la répartition par dotation de l'annexe III.

Texte de l'article :

« Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des dotations des institutions constitutionnelles sont fixés à 153 083 383 261 de FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses. »

ARTICLE 17 : Dotation des charges communes

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de loi organique, il est ouvert pour l'année 2023, des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour les charges communes pour 592 106 574 776 de FCFA.

Texte de l'article :

« Le plafond des autorisations d'engagement ouvertes pour la loi de finances pour l'année 2023 au titre des charges communes est fixé à la somme de 592 106 574 776 de FCFA ».

« Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 592 106 574 776 de FCFA conformément à l'annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses ».

A. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 18 : charges financières de la dette publique

Exposé des motifs

En application des dispositions de l'article 14 de la LOLF, font l'objet de dotation, les crédits ouverts au profit des charges financières de la dette publique.

Texte de l'article :

« Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 424 325 000 000 de FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III ».

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLES 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 modifiant certaines dispositions du Code général des Impôts

Exposé des motifs

La politique fiscale, du Gouvernement qui constitue un important volet de sa politique économique et sociale, a été engagée ces dernières années à travers des réformes qui ont eu pour objectif principal de mettre en place un système permettant une mobilisation plus accrue des recettes fiscales en vue d'améliorer progressivement le taux de pression fiscale tout en veillant à une répartition plus équilibrée de la charge de l'impôt.

Dans cette perspective, il a été envisagé de rationaliser progressivement les exonérations pour assurer une meilleure justice fiscale et une plus grande performance du système fiscal. C'est ainsi que l'exonération en matière d'Impôt sur le revenu des intérêts des sommes inscrites sur les livrets d'épargne des personnes physiques servis par une banque, un système financier décentralisé, un établissement financier ou une caisse d'épargne situés au Sénégal est revue pour être désormais subordonnée à un seuil au-delà duquel les rémunérations sont taxées.

C'est également le cas de l'exonération de la TVA sur les locations de chambres et autres commodités hôtelières pratiquées dans les établissements privés de santé qui est supprimée en raison de la non répercussion de cette mesure aux usagers par lesdits établissements.

Dans le même ordre d'idées, les tarifs de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances qui avaient fortement baissé à la suite de la réforme fiscale de 2012 ont été revus à la hausse tout en étant alignés à ceux observés dans la sous-région.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des moyens d'investigation de l'Administration fiscale, il est envisagé d'instaurer, à la faveur des nouveaux articles 642 ter et 650 bis, un quitus fiscal désormais indispensable aux redevables de la taxe spécifique sur les produits pétroliers pour obtenir à leur profit le déstockage de produits pétroliers effectivement imposables à ladite taxe. La mise en place de ce mécanisme est dictée par le souci d'assurer un meilleur contrôle sur le versement effectif des montants de taxe sur les produits pétroliers préalablement collectés par les redevables concernés.

Dans le même sillage, il y a lieu de constater que l'ampleur des transactions économiques transfrontières met actuellement en jeu d'importants flux financiers qui requiert un dispositif particulier de taxation permettant d'assurer une meilleure préservation des ressources fiscales de l'Etat.

C'est ainsi qu'il est prévu de revoir le dispositif de façon à assurer, grâce à l'insertion d'un article 355 bis, l'imposition à la TVA des biens et prestations de services immatérielles réalisées au profit d'un particulier non assujetti établi au Sénégal à partir

de l'étranger et ce, au moyen d'un réseau informatique et/ou électronique. L'insertion dans le code d'une telle disposition permet de garantir un traitement fiscal uniforme pour toutes les activités relevant de la TVA quel que soit le procédé d'intervention du vendeur ou du prestataire tout en assurant dans le même temps une égalité de charge fiscale entre les différents bénéficiaires, entreprises comme ménages.

Dans le même esprit, il a également été institué une retenue à la source libératoire pour appréhender les revenus réalisés par les entreprises étrangères n'ayant pas leur domicile fiscal au Sénégal mais qui cèdent notamment à l'étranger, à partir de nos zones portuaires, des hydrocarbures dont elles disposent dans des bacs édifiés au Sénégal soumis au régime douanier de la consignation.

Ce mode de taxation, en plus de préserver la compétitivité de nos ports par rapport à ceux de la sous-région permet d'appréhender des activités dont la nature se prête facilement à l'évasion fiscale.

Par ailleurs, le souci d'assurer une meilleure rationalisation et simplification des règles d'assiette nécessite la prise en considération de situations particulières pouvant impacter sur le calcul des cotisations fiscales dues certains contribuables.

Aussi, est-il prévu, grâce à l'ajout d'un point 10 à l'article 9 du CGI, la déductibilité à l'impôt sur les sociétés, sous certaines conditions, des pertes constatées par les établissements de crédit sur leurs créances jugées douteuses ou litigieuses. Une telle posture permet, par ailleurs, de conformer la législation fiscale à la réglementation bancaire communautaire.

Enfin, l'article 538-I du CGI a été revu pour prévenir le contentieux portant sur les cas de radiation simultanée ou successive portant sur un ou plusieurs titres fonciers qui ont été omis lors de la réforme fiscale de 2012.

Texte de l'article 19. - Il est ajouté au point 1 de l'article 361 du code susvisé un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Article 361.-

1)

Sont toutefois exclues de ces prestations d'hospitalisation, les locations de chambres et autres commodités hôtelières pratiquées dans les établissements privés. »

Texte de l'article 20.- Il est ajouté, à l'article 462 du code susvisé, un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Article 462.-

Pour les cessions de titres miniers et de titres miniers d'hydrocarbures, les droits sont dus par l'entreprise détentrice desdits titres. »

Texte de l'article 21.- Il est ajouté à l'article 517 du code susvisé un quatrième alinéa ainsi rédigé :

« Article 517.-

Sur décision de l'Administration, le paiement sur état ou au moyen d'empreintes imprimées à l'aide de machines spéciales peut constituer le seul mode de paiement autorisé au sein de services ou entités recevant du public. »

Texte de l'article 22.- Il est ajouté à l'article 9 du code susvisé un point 10 ainsi rédigé :

« Article 9.-

10. a) Les pertes se rapportant aux créances accordées par les établissements de crédit dans le respect des règles prudentielles de leur profession, classées douteuses ou litigieuses, conformément aux dispositions du Plan comptable bancaire révisé (PCB-R) et non recouvrées au terme du cinquième exercice comptable à compter de leur transfert en créances douteuses ou litigieuses.

Ne sont également pas admises en déduction, les créances pour lesquelles aucune action de recouvrement n'a été menée ainsi que celles pour lesquelles des actions de recouvrement bien qu'ayant été menées ont été abandonnées sans échec constaté par un officier ministériel, soit parce qu'il est survenu un accord de règlement, même partiel, entre le créancier et son débiteur, soit pour toute autre raison résultant de la volonté de l'établissement de crédit de mettre un terme aux poursuites.

b) Pour l'application du point 1 du présent article, les établissements de crédit doivent assurer le suivi des créances de manière à préserver les droits de contrôle et à l'information de l'administration fiscale.

A cet effet, ils doivent notamment joindre à leur déclaration d'impôt sur les sociétés, un état détaillé, des pertes sur créances, indiquant l'identité du débiteur, la date d'octroi du prêt ou du crédit, le montant initial, le montant restant à recouvrer, le montant passé en perte, la nature et la valeur des garanties, la date du transfert de la créance et l'étape de la procédure de recouvrement. Le non-respect de cette obligation entraîne la perte du droit à déduction.

c) Toutefois, les créances sur l'Etat, les organismes publics et celles accordées aux parties liées au sens de la réglementation bancaire ne sont pas admises en déduction. »

Texte de l'article 23. – Il est ajouté à l'article 223 du code susvisé un point 9 ainsi rédigé :

9- Au plus tard le 30 avril pour les réintégrations relatives aux dépenses et charges dont la déduction pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés est interdite conformément aux dispositions de l'article 85-12 du présent code. »

Texte de l'article 24. – Il est ajouté à l'article 363 du code susvisé un point 4 ainsi rédigé :

« Article 363.-

4. Pour les opérations prévues à l'article 355 bis, la TVA est déclarée, en ligne à travers le portail de l'administration fiscale, au plus tard le 15 des mois de janvier, avril, juillet et octobre. »

Texte de l'article 25.- Il est ajouté à l'article 374 du Code susvisé un point 4 ainsi rédigé :

« Article 374.-

4. Les redevables peuvent aussi déduire en totalité ou en partie, selon les cas, la taxe sur la valeur ajoutée supportée déductible, figurant correctement sur une facture rectificative que leurs fournisseurs peuvent leur délivrer à la suite d'une constatation d'erreur ou de redressement.

Ces factures doivent porter mention correcte de la taxe rectifiée, avec indication, le cas échéant, de la taxe initialement facturée ou des références du titre exécutoire.»

Texte de l'article 26.- Il est ajouté à l'article 393 du code susvisé un point 4 rédigé comme suit :

« Article 393. –

4. Les assujettis peuvent souscrire leurs demandes de restitution de crédit de TVA par voie électronique selon des modalités fixées par décision du Directeur général des Impôts et des Domaines. »

Texte de l'article 27.- Il est ajouté à l'article 613 du code susvisé, un point 25 ainsi rédigé :

« Article 613.-

25. manquements à l'obligation prévue par les dispositions de l'article 642 bis. »

Texte de l'article 28. - Il est ajouté à l'article 692. I du Code susvisé, un point 7 ainsi rédigé:

« Article 692. I.-

7. les justificatifs de l'exonération. »

Texte de l'article 29.- Il est créé après l'article 212 du code susvisé et, avant le Chapitre 5 intitulé « Dispositions communes à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu », une Section 6 intitulée « **Retenue à la source sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Sénégal par les personnes non domiciliées** ».

Texte de l'article 30.- Il est créé après la Section 6 intitulée « Retenue à la source sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Sénégal par les personnes non domiciliées », l'article 212 bis ainsi rédigé :

« *Article 212 bis.* –

Une retenue à la source égale à 0,5 francs par kilogramme vendu est due par les entreprises n'ayant pas leur domicile fiscal au Sénégal mais qui cèdent directement aux importateurs agréés locaux ou étrangers, les hydrocarbures dont elles disposent dans des bacs édifiés au Sénégal.

La retenue est opérée par les dépositaires des stocks d'hydrocarbures et reversée au Bureau de recouvrement compétent au plus tard le 15 du mois suivant celui du prélèvement.

Les dispositions relatives à la retenue sur les traitements et salaires, notamment celles prévues par les articles 188 à 190 sont applicables à la retenue visée au présent article.

Le montant de la retenue à la source supportée par les entreprises non domiciliées est libératoire de l'impôt sur les bénéfices dû au Sénégal au titre de leurs opérations de cession d'hydrocarbures effectuées dans les conditions visées au premier paragraphe du présent article.

Texte de l'article 31.- Il est créé après l'article 355 du code susvisé un article 355 bis ainsi rédigé :

« *Article 355 bis.* -

- 1) Lorsqu'en application des dispositions de l'article 357 du présent code, le lieu d'imposition d'une prestation de service numérique réalisée par une personne physique ou morale étrangère est situé au Sénégal, la TVA est collectée et reversée, pour le compte du fournisseur, par l'intermédiaire qui a permis de réaliser la transaction.
- 2) Les fournisseurs établis à l'étranger disposant de leur propre technologie et réalisant les prestations visées à l'alinéa ci-dessus, sont également soumis à l'obligation de collecter et de reverser la TVA afférente à ces opérations.

- 3) La TVA s'applique sur le prix des prestations numériques et, le cas échéant, sur les commissions perçues par les intermédiaires.
- 4) On entend par prestations de service numériques, les fournitures de biens ou services immatériels réalisées de manière automatisée sur un réseau informatique et/ou électronique.
- 5) Sont considérés comme intermédiaires, les acteurs des ventes en ligne notamment, les plateformes numériques, les marchés ou places de marchés en ligne qui mettent en relation des fournisseurs et leurs clients pour leur permettre de conclure des transactions grâce à l'utilisation de technologies de l'information ».
- 6) Les dispositions du présent article ne s'appliquent que lorsque le client est un particulier non assujéti à la TVA au Sénégal.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté du ministre en charge des Finances. »

Texte de l'article 32. - Il est créé après l'article 642 bis du code susvisé un article 642 ter ainsi rédigé :

« *Article 642 ter.* - **Présentation de l'attestation de paiement de la taxe spécifique sur les produits pétroliers**

Les entreprises qui ont pour activité le stockage des produits pétroliers, sont tenues, avant le prélèvement desdits produits et quelle que soit la quantité, de réclamer à l'acquéreur ou à l'importateur l'attestation de paiement prévu à l'article 650 bis.

L'attestation est conservée et présentée, dans les délais de prescription, sur demande de l'administration fiscale en cas de contrôle.

Les obligations ci-dessus ne s'appliquent que lorsque le produit est effectivement soumis à la taxe spécifique sur les produits pétroliers. »

Texte de l'article 33.- Il est créé après l'article 650 du code susvisé un article 650 bis ainsi rédigé :

« *Article 650 bis.* -

Il est délivré, en même temps que les quittances et reçus de paiement, à tout contribuable qui souscrit régulièrement à ses obligations déclaratives et de paiement de la taxe spécifique sur les produits pétroliers, une attestation mensuelle de paiement.

L'attestation est aussi délivrée au contribuable qui suite aux régularisations de l'administration respecte son moratoire et s'acquitte de ses obligations mensuelles de déclaration et de paiement.

L'attestation est valable jusqu'au 15 du mois suivant celui de l'échéance des opérations déclarées ou régularisées, au titre du mois précédent. »

Texte de l'article 34.- Il est créé après l'article 670 du code susvisé un article 670 bis ainsi rédigé :

« *Article 670 bis.* -

Les manquements à l'obligation prévue par les dispositions de l'article 642 ter donnent lieu à l'application d'une amende de 500 francs par hectolitre prélevé quel que soit le produit. »

Texte de l'article 35.- Il est inséré après l'article 691 et avant le « TITRE V » du Livre IV du Code susvisé, un « CHAPITRE III » intitulé « AUTRES SANCTIONS ».

Texte de l'article 36.- Il est créé après le « CHAPITRE III » du TITRE IV du Livre IV du Code susvisé, intitulé « AUTRES SANCTIONS », un article 691 bis ainsi rédigé :

« *Article 691 bis.* -

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le présent code, le non-respect, par des fournisseurs étrangers, des obligations prévues à l'article 355 bis et au point 4 de l'article 363, donne lieu à la suspension de l'accès de leurs plateformes numériques, marchés ou places de marchés en ligne servant à réaliser des transactions sur le territoire sénégalais. »

Texte de l'article 37.- Les dispositions de l'alinéa 2 du point 6 de l'article 31 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 31.6.* -

A défaut, l'impôt est dû solidairement par l'entreprise émettrice des droits sociaux ou par celle détentrice des titres miniers ou des titres miniers d'hydrocarbures, établie au Sénégal. »

Texte de l'article 38.- Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 65 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 65.* -

A l'exception des immeubles constitués en waqf et gérés par l'organisme chargé de la gestion et de la supervision du Waqf, cette exonération ne peut être accordée lorsque le propriétaire n'occupe pas personnellement le logement mais le met gratuitement à la disposition d'un tiers sans y être tenu par une obligation légale. »

Texte de l'article 39. - Les dispositions du point 3 de l'article 105 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 105.-

3) les intérêts des sommes inscrites dans la limite des montants fixés par arrêté du Ministre chargé des finances, sur les livrets d'épargne des personnes physiques, à condition qu'ils soient servis par une banque, un système financier décentralisé, un établissement financier ou une caisse d'épargne situés au Sénégal. »

Texte de l'article 40. - Les dispositions de l'article 538-I du code susvisé sont modifiées comme suit :

« Article 538.-

I. L'inscription simultanée ou successive sur plusieurs titres fonciers dépendant de la même conservation foncière ou la radiation simultanée ou successive sur un ou plusieurs titres fonciers dépendant de la même conservation foncière, lorsqu'elle a lieu en vertu d'un même acte ne donne lieu à la perception que d'un seul droit proportionnel liquidé sur la somme à inscrire ou sur le montant de l'inscription radiée.

Dans le même cas, si l'inscription ou la radiation porte sur plusieurs titres fonciers dépendant de conservations foncières différentes, les droits proportionnels sont perçus en totalité sur la somme à inscrire ou sur le montant de l'inscription radiée, à la conservation où la formalité est requise en premier lieu ; il n'est perçu dans les autres conservations, que les droits fixes, à condition que la quittance constatant le paiement de la totalité des droits proportionnels soit présentée ; à défaut, les droits proportionnels perçus une nouvelle fois ne sont pas restituables. »

Texte de l'article 41. - Les dispositions de l'article 542 du code susvisé sont modifiées comme *suit* :

« Article 542.- Tarif

Le tarif de la taxe spéciale est fixé à :

- 1° 6% pour les assurances contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale ou aérienne ;
- 2° 8% pour les assurances multirisques habitation et les assurances incendies des bâtiments à usage d'habitation ;
- 3° 5% pour les assurances de groupe, y compris les contrats de rente différée de moins de trois ans sous réserve des exonérations prévues à l'article 540 ;
- 4° 7% pour les contrats de rente viagère, y compris les contrats de rente différée de moins de trois ans sous réserve des exonérations prévues à l'article 540 ;
- 5° 0,25% pour les assurances de crédits à l'exportation ;
- 6° 14% pour toutes autres assurances. »

ARTICLES 42, 43, 44, 45, 46 et 47 : Prélèvement sur les Compagnies d'Assurance (PCA)

Exposé des motifs

La loi n°2018-24 du 06 juillet 2018, portant loi de finances rectificative pour l'année 2018 a institué un prélèvement fiscal sur les compagnies d'assurance (PCA).

Ainsi, l'article 45 de ladite loi, définit le champ d'application qui couvre les sociétés et compagnies d'assurances agréées au Sénégal et l'article 46 de la même loi fixe le taux du prélèvement à 1%.

Cependant, après quelques années de mise en œuvre de ces dispositions, il a été constaté que les mêmes primes sont doublement imposées d'abord au niveau des compagnies d'assurance directes ensuite au niveau des compagnies de réassurance. Cela a eu notamment pour effet d'affecter la compétitivité de l'unique société de réassurance implantée au Sénégal dont le marché est exclusivement tourné vers l'extérieur.

Par ailleurs, en raison des contraintes liées au faible niveau de la marge de solvabilité fixé par la CIMA pour les sociétés d'assurance-vie, le montant du prélèvement de 1% apparaît excessif pour ces sociétés avec comme conséquence un effet négatif sur leur développement.

C'est pourquoi pour une meilleure application du PCA, il est proposé d'une part, d'exclure les compagnies de réassurance du champ d'application du prélèvement et, d'autre part, la réduction de son taux à 0,5% pour les primes d'assurance vie.

Les dispositions des articles 44,45, 46, 47, 48 et 49 de la loi n°2018-24 du 06 juillet 2018 portant loi de finances rectificative pour l'année 2018 sont abrogées et remplacées par celles qui suivent :

Texte de l'article 42.- *Il est institué au profit du budget de l'État une taxe dénommée « Prélèvement sur les Compagnies d'Assurances » (PCA).*

Texte de l'article 43. - *Sont passibles de la taxe, les sociétés ou compagnies d'assurances agréées au Sénégal à l'exclusion des sociétés ou compagnies de réassurance.*

Texte de l'article 44. - *Le taux de la taxe est fixé à 1% du chiffre d'affaires hors taxes des sociétés ou compagnies d'assurances. Toutefois, pour les primes d'assurance vie, le taux est ramené à 0,5%.*

Texte de l'article 45 - *Le paiement de la taxe se fait sous forme de versements à effectuer dans les quinze premiers jours suivant la fin de chaque trimestre de l'année*

civile, sur le montant trimestriel du chiffre d'affaires hors taxes des sociétés ou compagnies d'assurances assujetties.

Texte de l'article 46. - *Le recouvrement, le contrôle et le contentieux du PCA sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée.*

Texte de l'article 47. *Sont abrogées les dispositions des articles 44,45, 46, 47, 48 et 49 de la loi n°2018-24 du 06 juillet 2018 portant loi de finances rectificative pour l'année 2018.*

PROJET DE LOI

PREMIERE PARTIE : DONNEES GENERALES DU BUDGET DE L'ETAT

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DE L'ETAT

A – Dispositions relatives aux ressources

ARTICLE PREMIER : Prévision et autorisation des recettes du budget général

I – Les recettes internes du budget général sont prévues dans la loi de finances pour l'année 2023, à la somme de 3 640 481 000 000 de FCFA conformément à l'annexe I de la présente loi.

II – Les dons budgétaires et en capital sur recettes externes du budget général sont prévus dans la loi de finances pour l'année 2023, à 278 990 000 000 de FCFA.

III – Les recettes totales du budget général sont ainsi prévues, pour l'année 2023 à 3 919 471 000 000 de FCFA.

ARTICLE 2 : Prévision et autorisation des ressources de trésorerie de l'Etat

I- Pour l'année 2023, les ressources de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à 2 345 083 000 000 FCFA. Les autorisations d'intervenir sur les marchés sont arrêtées à 2 345 083 000 000 de FCFA.

II- Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 3 : Autorisation de perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics

La perception des impôts et taxes affectés aux collectivités territoriales et aux établissements publics continue d'être effectuée pendant l'année 2023, conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Prévission et autorisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

I- La perception des recettes affectées aux comptes spéciaux du Trésor continue d'être effectuée pendant l'année 2023, conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances.

II- Conformément au développement donné en annexe I bis, les prévisions de recettes de la loi de finances pour l'année 2023 pour l'ensemble des Comptes Spéciaux du Trésor s'élèvent à 176 930 000 000 de FCFA.

Par catégorie de compte spécial du Trésor, les recettes sont évaluées comme suit :

- *Compte d'affectation spéciale à 154 390 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de commerce à 490 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de prêts à 20 750 000 000 de FCFA ;*
- *Compte d'avances à 800 000 000 de FCFA ;*
- *Compte de garanties et d'aval à 500 000 000 de FCFA.*

B – Dispositions relatives aux charges

B.1 BUDGET GENERAL

ARTICLE 5 : Les dépenses du budget général

I- Les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des dépenses du budget général, sont fixés à 4 964 954 000 000 de FCFA conformément à l'annexe II et selon la répartition par catégorie suivante :

- | | |
|--|---------------------------|
| - Intérêts et commissions : | 424 325 000 000 de FCFA |
| - Dépenses de personnel : | 1 273 000 000 000 de FCFA |
| - Biens et services et transferts courants : | 1 679 416 000 000 de FCFA |
| - Investissement exécutés par l'Etat : | 871 365 449 905 de FCFA |
| - Transferts en capital : | 716 847 550 095 de FCFA |

II – Il est ouvert pour la loi de finances de l'année 2023, au titre des dépenses du budget général, des autorisations d'engagements d'un montant de 7 070 814 706 030 de FCFA.

Ces autorisations d'engagements (AE) sont reprises conformément à l'annexe II, jointe à la présente loi.

III– Il est ouvert pour la loi de finances de l’année 2023, au titre des dépenses de personnel, des plafonds d’autorisations d’emplois rémunérés par l’Etat d’un montant de 1 273 000 000 000 de FCFA.

B.2 Plafond des comptes spéciaux du Trésor

a) COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE

ARTICLE 6 : Dépenses des comptes d’affectation spéciale

I – Les autorisations d’engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes d’affectation spéciale pour la loi de finances pour l’année 2023, s’élèvent à 154 390 000 000 de FCFA, répartis ainsi qu’il suit :

- *Fonds national de Retraite : 134 340 000 000 de FCFA*
- *Fonds de lutte contre les incendies : 200 000 000 de FCFA*
- *Caisse d’Encouragement à la Pêche et aux Industries annexes : 1 500 000 000 de FCFA ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique : 500 000 000 de FCFA ;*
- *Fonds intergénérationnel : 5 155 000 000 de FCFA ;*
- *Fonds de stabilisation :12 695 000 000 de FCFA.*

II – Est autorisé le paiement direct des indemnités et traitements dus au personnel qui concourt à la réalisation des objectifs des comptes d’affectation spéciale suivants :

- *Caisse d’encouragement à la pêche et aux industries annexes ;*
- *Frais de contrôle des sociétés à participation publique.*

ARTICLE 7 : Autorisation de report

Le solde de chaque compte spécial du Trésor est reporté de droit sur l’exercice suivant sauf le solde débiteur du compte d’affectation spéciale dénommé Fonds national de retraite (FNR).

b) COMPTES DE COMMERCE

ARTICLE 8 : dépenses des comptes de commerce

I- Les autorisations d’engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de commerce, pour la loi de finances pour l’année 2023, s’élèvent à 490 000 000 de FCFA.

II- Il est prévu, pour chaque compte de commerce, un découvert fixé à 10% des crédits ouverts.

c) COMPTES DE PRETS ET D'AVANCES

ARTICLE 9 : Dépenses des comptes de Prêts et d'avances

I- Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement des comptes de prêts et d'avances, dans la présente loi de finances pour l'année 2023, sont évalués à 21 550 000 000 de FCFA.

II. les plafonds des comptes de prêts et d'avances sont ainsi répartis :

- *Prêts aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA ;*
- *Prêts à divers particuliers : 19 950 000 000 de FCFA ;*
- *Avances aux collectivités territoriales : 800 000 000 de FCFA.*

d) COMPTES DE GARANTIES ET D'AVALS

ARTICLE 10 : Crédits ouverts pour les garanties et avals

Les autorisations d'engagement et les crédits de paiement applicables aux comptes de garanties et d'avals, pour la loi de finances 2023, s'élèvent à 500 000 000 FCFA ».

Il est autorisé l'octroi de garanties et d'avals, au titre de l'année 2023. La variation nette de l'encours des garanties et avals, pour l'année 2023 est plafonnée à 500 000 000 FCFA.

B.3 LES CHARGES DE TRESORERIE

ARTICLE 11 : Evaluation des charges de trésorerie

Pour l'année 2023, les charges de trésorerie du budget de l'Etat sont évaluées à un montant de 2 345 083 000 000 de FCFA.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 12 : Equilibre budgétaire et financier

I - Pour l'année 2023, les prévisions de ressources et les plafonds des charges de l'Etat, évalués dans les précédents articles de la présente loi et le déficit qui en résulte, sont fixés aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

	LFR 1 2022	LFI 2023	ECART LFI 2023/LFR 1 2022	
I. RECETTES				
1. BUDGET GENERAL				
Recettes fiscales	3 052,1	3 486,7	434,6	14,2%
<i>dont Recettes fiscales exploitation pétrole/BG</i>		19,8	19,8	
Recettes non fiscales et autres	180,0	153,8	-26,2	-14,6%
<i>dont Recettes non fiscales exploitation pétrole/BG</i>		14,0	14,0	
Total recettes internes	3 232,1	3 640,5	408,4	12,6%
<i>Tirages sur Dons en capital (projet)</i>	220,0	232,3	12,3	5,6%
<i>Dons budgétaires</i>	46,0	46,7	0,7	1,5%
Total recettes externes	266,0	279,0	13,0	4,9%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 498,1	3 919,5	421,4	12,0%
2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	127,5	154,4	26,9	21,1%
<i>dont Fonds intergénérationnel</i>		5,2	5,2	
<i>dont Fonds de stabilisation</i>		12,7	12,7	
<i>dont Fonds national de Retraite</i>	125,3	134,3	9,0	7,2%
Compte de commerce	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-00	0,0%
RECETTES CST	149,7	176,9	27,2	18,2%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES	3 647,8	4 096,4	448,6	12,3%
II. DEPENSES				
1. BUDGET GENERAL				
Intérêts de la dette	350,0	424,3	74,3	21,2%
Dépenses de personnel	1 037,0	1 273,0	236,0	22,8%
Acquisitions de biens et services et transferts courants	1 412,4	1 679,4	267,0	18,9%
Total dépenses courantes	2 799,4	3 376,7	577,3	20,6%
Dépenses capital sur ress. internes	1 018,8	920,3	-98,5	-9,7%
<i>Dont dépenses afférentes sur recettes d'hydrocarbures</i>		33,7	33,7	
Investissements sur ressources externes	735,0	667,9	-67,1	-9,1%
<i>Prêts projets</i>	515,0	435,6	-79,4	-15,4%
<i>Dons en capital</i>	220,0	232,3	12,3	5,6%
Total dépenses d'investissement	1 753,8	1 588,2	-165,6	-9,4%
DEPENSES BUDGET GENERAL	4 553,2	4 965,0	411,8	9,0%
2. COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
Comptes d'affectation spéciale	127,5	154,4	26,9	21,1%
<i>dont Fonds intergénérationnel</i>		5,2	5,2	
<i>dont Fonds stabilisation</i>		12,7	12,7	
<i>dont Fonds national de Retraite</i>	125,3	134,3	9,0	
Compte de commerce	0,2	0,5	0,3	226,7%
Compte de prêts	20,8	20,8	-00	0,0%
Compte d'avances	0,8	0,8	-00	0,0%
Compte de garanties et aval	0,5	0,5	-00	0,0%
DEPENSES CST	149,7	176,9	27,2	18,2%
TOTAL DEPENSES LOI DE FINANCES	4 702,9	5 141,9	439,0	9,3%
Solde budgétaire global	-1 055,1	-1 045,5		
Déficit % PIB	-6,2%	-5,50%		
PIB NOMINAL	16 922,4	19 008,7		

II- Pour l'année 2023, le Ministre chargé des Finances est autorisé à contracter des emprunts, à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal et à lever des ressources de trésorerie pour un montant total de 2 624 073 000 000 de FCFA. Ces opérations de trésorerie pourront être contractées soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.

ARTICLE 13 : Approbation du tableau de financement

Pour l'année 2023, le tableau de financement récapitulant les ressources et les charges de trésorerie à 2 345 083 000 000 FCFA est approuvé conformément aux lois et règlements en vigueur notamment aux dispositions de la présente loi de finances. »

FINANCEMENT				
Besoin de financement				
	LFR 1 2022	LFI 2023	ECART LFR 2022/LFI 2023	
<i>Amortissement de la dette</i>	853,8	1 269,6	415,8	48,7%
<i>Financement déficit</i>	1 055,1	1 045,5	- 9,6	-0,9%
<i>Autres opérations de financement</i>	25,0		- 25,0	-100,0%
<i>Déficit OPEX</i>	30,0	30,0	-	0,0%
Total remboursement	1 963,9	2 345,1	381,2	19,4%
Couverture du besoin de financement				
<i>Emprunts projets</i>	515,0	435,6	- 79,4	-15,4%
<i>Surfinancement prévisionnel à reporter</i>	120,7000		- 120,7	-100,0%
<i>dont Allocation de Droits de Tirages spéciaux (DTS)</i>	50,0		- 50,0	-100,0%
<i>Emprunts programmes</i>	361,0	158,0	- 203,0	-56,2%
<i>Autres emprunts</i>	967,2	1 751,5	784,3	81,1%
Total tirages	1 963,9	2 345,1	381,2	19,4%

DEUXIEME PARTIE : REPARTITION DES CREDITS BUDGETAIRES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CREDITS DES PROGRAMMES ET DOTATIONS

A – CREDITS DES PROGRAMMES

B. 1 Programmes du Budget général

ARTICLE 14 : Ouverture des autorisations d’engagement et des crédits de paiement

Les autorisations d’engagement et les crédits de paiement ouverts pour la loi de finances pour l’année 2023, au titre des programmes du budget général, sont fixés respectivement à 5 901 299 747 993 de FCFA et 3 795 439 041 963 de FCFA conformément à l’annexe III et selon la répartition par ministère et par catégorie de dépenses.

A.2 Programmes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 15 : Ouverture des autorisations d’engagement et des crédits de paiement

Pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, le montant des autorisations d’engagement et celui des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l’année 2023, sont fixés pour chacun à 176 930 000 000 de FCFA. La répartition par programme et par catégorie de dépense est donnée en annexe II et III.

B – CREDITS DES DOTATIONS DU BUDGET GENERAL

ARTICLE 16 : Dotations des institutions constitutionnelles

Les crédits ouverts par la loi de finances pour l’année 2023, au titre des dotations des institutions constitutionnelles sont fixés à 153 083 383 261 de FCFA en autorisations d’engagement et en crédits de paiement conformément à l’annexe III et selon la répartition par institutions et par catégories de dépenses.

ARTICLE 17 : Dotation des charges communes

Le plafond des autorisations d’engagement ouvertes pour la loi de finances pour l’année 2023 au titre des charges communes est fixé à la somme de 592 106 574 776 de FCFA.

Le plafond des crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l’année 2023, au titre des charges communes, est fixé à la somme de 592 106 574 776 de FCFA conformément à l’annexe III et selon la répartition par catégories de dépenses.

A. 3 – Dotation dette publique

ARTICLE 18 : Charges financières de la dette publique

Les crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2023, au titre des charges financières de la dette publique, s'élèvent à 424 325 000 000 de FCFA en autorisations d'engagement et en crédits de paiement conformément à l'annexe III.

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLES 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 et 41 modifiant certaines dispositions du Code général des Impôts

ARTICLE 19. - Il est ajouté au point 1 de l'article 361 du code susvisé un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Article 361.-

1)

Sont toutefois exclues de ces prestations d'hospitalisation, les locations de chambres et autres commodités hôtelières pratiquées dans les établissements privés. »

ARTICLE 20.- Il est ajouté, à l'article 462 du code susvisé, un troisième alinéa ainsi rédigé :

« Article 462.-

Pour les cessions de titres miniers et de titres miniers d'hydrocarbures, les droits sont dus par l'entreprise détentrice desdits titres. »

ARTICLE 21.- Il est ajouté à l'article 517 du code susvisé un quatrième alinéa ainsi rédigé :

« Article 517.-

Sur décision de l'Administration, le paiement sur état ou au moyen d'empreintes imprimées à l'aide de machines spéciales peut constituer le seul mode de paiement autorisé au sein de services ou entités recevant du public. »

ARTICLE 22.- Il est ajouté à l'article 9 du code susvisé un point 10 ainsi rédigé :

« Article 9.-

10. a) Les pertes se rapportant aux créances accordées par les établissements de crédit dans le respect des règles prudentielles de leur profession, classées douteuses ou litigieuses, conformément aux dispositions du Plan comptable bancaire révisé (PCB-R) et non recouvrées au terme du cinquième exercice comptable à compter de leur transfert en créances douteuses ou litigieuses.

Ne sont également pas admises en déduction, les créances pour lesquelles aucune action de recouvrement n'a été menée ainsi que celles pour lesquelles des actions de

recouvrement bien qu'ayant été menées ont été abandonnées sans échec constaté par un officier ministériel, soit parce qu'il est survenu un accord de règlement, même partiel, entre le créancier et son débiteur, soit pour toute autre raison résultant de la volonté de l'établissement de crédit de mettre un terme aux poursuites.

b) Pour l'application du point 1 du présent article, les établissements de crédit doivent assurer le suivi des créances de manière à préserver les droits de contrôle et à l'information de l'administration fiscale.

A cet effet, ils doivent notamment joindre à leur déclaration d'impôt sur les sociétés, un état détaillé, des pertes sur créances, indiquant l'identité du débiteur, la date d'octroi du prêt ou du crédit, le montant initial, le montant restant à recouvrer, le montant passé en perte, la nature et la valeur des garanties, la date du transfert de la créance et l'étape de la procédure de recouvrement. Le non-respect de cette obligation entraîne la perte du droit à déduction.

c) Toutefois, les créances sur l'Etat, les organismes publics et celles accordées aux parties liées au sens de la réglementation bancaire ne sont pas admises en déduction. »

ARTICLE 23. – Il est ajouté à l'article 223 du code susvisé un point 9 ainsi rédigé :

9- Au plus tard le 30 avril pour les réintégrations relatives aux dépenses et charges dont la déduction pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés est interdite conformément aux dispositions de l'article 85-12 du présent code. »

ARTICLE 24. – Il est ajouté à l'article 363 du code susvisé un point 4 ainsi rédigé :

« Article 363.-

4. Pour les opérations prévues à l'article 355 bis, la TVA est déclarée, en ligne à travers le portail de l'administration fiscale, au plus tard le 15 des mois de janvier, avril, juillet et octobre. »

ARTICLE 25.- Il est ajouté à l'article 374 du Code susvisé un point 4 ainsi rédigé :

« Article 374.-

4. Les redevables peuvent aussi déduire en totalité ou en partie, selon les cas, la taxe sur la valeur ajoutée supportée déductible, figurant correctement sur une facture rectificative que leurs fournisseurs peuvent leur délivrer à la suite d'une constatation d'erreur ou de redressement.

Ces factures doivent porter mention correcte de la taxe rectifiée, avec indication, le cas échéant, de la taxe initialement facturée ou des références du titre exécutoire.»

ARTICLE 26.- Il est ajouté à l'article 393 du code susvisé un point 4 rédigé comme suit :

« *Article 393. –*

4. Les assujettis peuvent souscrire leurs demandes de restitution de crédit de TVA par voie électronique selon des modalités fixées par décision du Directeur général des Impôts et des Domaines. »

ARTICLE 27.- Il est ajouté à l'article 613 du code susvisé, un point 25 ainsi rédigé :

« *Article 613.-*

25. manquements à l'obligation prévue par les dispositions de l'article 642 bis. »

ARTICLE 28. - Il est ajouté à l'article 692. I du Code susvisé, un point 7 ainsi rédigé:

« *Article 692. I.-*

7. les justificatifs de l'exonération. »

ARTICLE 29.- Il est créé après l'article 212 du code susvisé et, avant le Chapitre 5 intitulé « Dispositions communes à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu », une Section 6 intitulée « **Retenue à la source sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Sénégal par les personnes non domiciliées**».

ARTICLE 30.- Il est créé après la Section 6 intitulée « Retenue à la source sur les ventes d'hydrocarbures réalisées au Sénégal par les personnes non domiciliées », l'article 212 bis ainsi rédigé :

« *Article 212 bis. –*

Une retenue à la source égale à 0,5 francs par kilogramme vendu est due par les entreprises n'ayant pas leur domicile fiscal au Sénégal mais qui cèdent directement aux importateurs agréés locaux ou étrangers, les hydrocarbures dont elles disposent dans des bacs édifiés au Sénégal.

La retenue est opérée par les dépositaires des stocks d'hydrocarbures et reversée au Bureau de recouvrement compétent au plus tard le 15 du mois suivant celui du prélèvement.

Les dispositions relatives à la retenue sur les traitements et salaires, notamment celles prévues par les articles 188 à 190 sont applicables à la retenue visée au présent article.

Le montant de la retenue à la source supportée par les entreprises non domiciliées est libératoire de l'impôt sur les bénéfices dû au Sénégal au titre de leurs opérations de cession d'hydrocarbures effectuées dans les conditions visées au premier paragraphe du présent article.

ARTICLE 31.- Il est créé après l'article 355 du code susvisé un article 355 bis ainsi rédigé :

« *Article 355 bis.* -

- 7) Lorsqu'en application des dispositions de l'article 357 du présent code, le lieu d'imposition d'une prestation de service numérique réalisée par une personne physique ou morale étrangère est situé au Sénégal, la TVA est collectée et reversée, pour le compte du fournisseur, par l'intermédiaire qui a permis de réaliser la transaction.
- 8) Les fournisseurs établis à l'étranger disposant de leur propre technologie et réalisant les prestations visées à l'alinéa ci-dessus, sont également soumis à l'obligation de collecter et de reverser la TVA afférente à ces opérations.
- 9) La TVA s'applique sur le prix des prestations numériques et, le cas échéant, sur les commissions perçues par les intermédiaires.
- 10) On entend par prestations de service numériques, les fournitures de biens ou services immatériels réalisées de manière automatisée sur un réseau informatique et/ou électronique.
- 11) Sont considérés comme intermédiaires, les acteurs des ventes en ligne notamment, les plateformes numériques, les marchés ou places de marchés en ligne qui mettent en relation des fournisseurs et leurs clients pour leur permettre de conclure des transactions grâce à l'utilisation de technologies de l'information ».
- 12) Les dispositions du présent article ne s'appliquent que lorsque le client est un particulier non assujéti à la TVA au Sénégal.

Les modalités d'application du présent article sont précisées par arrêté du ministre en charge des Finances. »

ARTICLE 32. - Il est créé après l'article 642 bis du code susvisé un article 642 ter ainsi rédigé :

« *Article 642 ter.* - **Présentation de l'attestation de paiement de la taxe spécifique sur les produits pétroliers**

Les entreprises qui ont pour activité le stockage des produits pétroliers, sont tenues, avant le prélèvement desdits produits et quelle que soit la quantité, de réclamer à l'acquéreur ou à l'importateur l'attestation de paiement prévu à l'article 650 bis.

L'attestation est conservée et présentée, dans les délais de prescription, sur demande de l'administration fiscale en cas de contrôle.

Les obligations ci-dessus ne s'appliquent que lorsque le produit est effectivement soumis à la taxe spécifique sur les produits pétroliers. »

ARTICLE 33.- Il est créé après l'article 650 du code susvisé un article 650 bis ainsi rédigé :

« *Article 650 bis.* -

Il est délivré, en même temps que les quittances et reçus de paiement, à tout contribuable qui souscrit régulièrement à ses obligations déclaratives et de paiement de la taxe spécifique sur les produits pétroliers, une attestation mensuelle de paiement.

L'attestation est aussi délivrée au contribuable qui suite aux régularisations de l'administration respecte son moratoire et s'acquitte de ses obligations mensuelles de déclaration et de paiement.

L'attestation est valable jusqu'au 15 du mois suivant celui de l'échéance des opérations déclarées ou régularisées, au titre du mois précédent. »

ARTICLE 34.- Il est créé après l'article 670 du code susvisé un article 670 bis ainsi rédigé :

« *Article 670 bis.* -

Les manquements à l'obligation prévue par les dispositions de l'article 642 ter donnent lieu à l'application d'une amende de 500 francs par hectolitre prélevé quel que soit le produit. »

ARTICLE 35.- Il est inséré après l'article 691 et avant le « TITRE V » du Livre IV du Code susvisé, un « CHAPITRE III » intitulé « AUTRES SANCTIONS ».

ARTICLE 36.- Il est créé après le « CHAPITRE III » du TITRE IV du Livre IV du Code susvisé, intitulé « AUTRES SANCTIONS », un article 691 bis ainsi rédigé :

« *Article 691 bis.* -

Sans préjudice des autres sanctions prévues par le présent code, le non-respect, par des fournisseurs étrangers, des obligations prévues à l'article 355 bis et au point 4 de l'article 363, donne lieu à la suspension de l'accès de leurs plateformes numériques, marchés ou places de marchés en ligne servant à réaliser des transactions sur le territoire sénégalais. »

ARTICLE 37.- Les dispositions de l'alinéa 2 du point 6 de l'article 31 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 31.6.* -

A défaut, l'impôt est dû solidairement par l'entreprise émettrice des droits sociaux ou par celle détentrice des titres miniers ou des titres miniers d'hydrocarbures, établie au Sénégal. »

ARTICLE 38.- Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article 65 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 65.-*

A l'exception des immeubles constitués en waqf et gérés par l'organisme chargé de la gestion et de la supervision du Waqf, cette exonération ne peut être accordée lorsque le propriétaire n'occupe pas personnellement le logement mais le met gratuitement à la disposition d'un tiers sans y être tenu par une obligation légale. »

ARTICLE 39. - Les dispositions du point 3 de l'article 105 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 105.-*

3) les intérêts des sommes inscrites dans la limite des montants fixés par arrêté du Ministre chargé des finances, sur les livrets d'épargne des personnes physiques, à condition qu'ils soient servis par une banque, un système financier décentralisé, un établissement financier ou une caisse d'épargne situés au Sénégal. »

ARTICLE 40. - Les dispositions de l'article 538-I du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 538.-*

I. L'inscription simultanée ou successive sur plusieurs titres fonciers dépendant de la même conservation foncière ou la radiation simultanée ou successive sur un ou plusieurs titres fonciers dépendant de la même conservation foncière, lorsqu'elle a lieu en vertu d'un même acte ne donne lieu à la perception que d'un seul droit proportionnel liquidé sur la somme à inscrire ou sur le montant de l'inscription radiée. Dans le même cas, si l'inscription ou la radiation porte sur plusieurs titres fonciers dépendant de conservations foncières différentes, les droits proportionnels sont perçus en totalité sur la somme à inscrire ou sur le montant de l'inscription radiée, à la conservation où la formalité est requise en premier lieu ; il n'est perçu dans les autres conservations, que les droits fixes, à condition que la quittance constatant le paiement de la totalité des droits proportionnels soit présentée ; à défaut, les droits proportionnels perçus une nouvelle fois ne sont pas restituables. »

ARTICLE 41. - Les dispositions de l'article 542 du code susvisé sont modifiées comme suit :

« *Article 542.- Tarif*

Le tarif de la taxe spéciale est fixé à :

- 1° 6% pour les assurances contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale ou aérienne ;
- 2° 8% pour les assurances multirisques habitation et les assurances incendies des bâtiments à usage d'habitation ;
- 3° 5% pour les assurances de groupe, y compris les contrats de rente différée de moins de trois ans sous réserve des exonérations prévues à l'article 540 ;
- 4° 7% pour les contrats de rente viagère, y compris les contrats de rente différée de moins de trois ans sous réserve des exonérations prévues à l'article 540 ;
- 5° 0,25% pour les assurances de crédits à l'exportation ;
- 6° 14% pour toutes autres assurances. »

ARTICLES 42, 43, 44, 45, 46 et 47 : Prélèvement sur les Compagnies d'Assurance (PCA)

ARTICLE 42.- *Il est institué au profit du budget de l'État une taxe dénommée « Prélèvement sur les Compagnies d'Assurances » (PCA).*

ARTICLE 43. - *Sont passibles de la taxe, les sociétés ou compagnies d'assurances agréées au Sénégal à l'exclusion des sociétés ou compagnies de réassurance.*

ARTICLE 44. - *Le taux de la taxe est fixé à 1% du chiffre d'affaires hors taxes des sociétés ou compagnies d'assurances. Toutefois, pour les primes d'assurance vie, le taux est ramené à 0,5%.*

ARTICLE 45 - *Le paiement de la taxe se fait sous forme de versements à effectuer dans les quinze premiers jours suivant la fin de chaque trimestre de l'année civile, sur le montant trimestriel du chiffre d'affaires hors taxes des sociétés ou compagnies d'assurances assujetties.*

ARTICLE 46. - *Le recouvrement, le contrôle et le contentieux du PCA sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée.*

ARTICLE 47. *Sont abrogées les dispositions des articles 44,45, 46, 47, 48 et 49 de la loi n°2018-24 du 06 juillet 2018 portant loi de finances rectificative pour l'année 2018.*

ANNEXES

ANNEXE I : TABLEAU DES RECETTES DU BUDGET GENERAL ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR ARTICLE, PARAGRAPHE

Nature de recettes	LFR 1 2022	LFI 2023	Delta (2023/2022)	%
R_711 - Impôts sur revenus, bénéfiques et gains en capital	295,51	381,19	85,68	29,00%
R_712 - Impôts sur salaires versés et autres rémunérations	571,34	648,36	77,02	13,48%
R_713 - Impôts sur le patrimoine	42,00	0,00	-42,00	-100,00%
R_714 - Autres impôts directs	0,00		0,00	0,00%
TOTAL IMPOTS DIRECTS (711+712+713+714)	908,85	1 029,55	120,70	13,28%
R_715 - Impôts et taxes intérieurs sur biens et services	1 521,23	1 720,56	199,33	13,10%
R_716 - Droits d'enregistrement et taxes assimilées	100,65	146,91	46,26	45,96%
R_717 - Droits et taxes à l'importation	428,71	505,55	76,84	17,92%
R_719 - Autres recettes fiscales	92,66	83,23	-9,43	-10,18%
R_ Contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)	0,00	0,93	0,93	0,00%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS (715+716+717+718+719)	2 143,25	2 457,18	313,93	14,65%
RECETTES FISCALES (IMPOTS DIRECTS + IMPOTS INDIRECTS (R_71))	3 052,10	3 486,73	434,63	14,24%
R_721 - Revenus de l'entreprise et du domaine	108,00	86,34	-21,66	-20,05%
R_729 - Autres recettes non fiscales	8,00	1,00	-7,00	-87,50%
RECETTES NON FISCALES (R_72)	116,0	87,3	-28,7	-24,70%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES (71+72)	3 168,10	3 574,07	405,97	12,81%
DONS ET LEGS (74)	266,00	0,00	-266,00	-100,00%
R_773 - Dividendes	48,0	49,4	1,4	3,00%
R_775 - Commissions à caractères financiers	16,0	13,8	-2,2	-13,99%
R_779 - Autres produits financiers	0,0	3,2	3,2	0,00%
PRODUITS FINANCIERS (77)	64,00	66,40	2,40	3,75%
R_742_ Dons projets	220,00	232,30	12,30	5,59%
R_741_ Dons Programmes et legs	46,00	46,69	0,69	1,50%
RESSOURCES EXTERIEURES (74)	266,00	278,99	12,99	4,88%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL (71+72+74+77)	3 498,10	3 919,47	421,37	12,05%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	149,72	176,93	27,22	18,18%
TOTAL RECETTES LOI DE FINANCES (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	3 647,82	4 096,40	448,58	12,30%

ANNEXE I BIS : TABLEAU DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	RECETTES
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	
Fonds National de retraite	134 340 000 000
Fonds de Lutte contre les incendies	200 000 000
Caisse d'encouragement à la Pêche et Industries Annexes	1 500 000 000
Frais de contrôle des Sociétés à participation Publique	500 000 000
Fonds intergénérationnel	5 155 000 000
Fonds de stabilisation	12 695 000 000
s/total	154 390 000 000
COMPTES DE COMMERCE	
Opérations à caractère industriel et Commercial des armées	150 000 000
Compte de commerce de la Police	140 000 000
Compte de commerce de l'administration pénitentiaire	200 000 000
s/total	490 000 000
COMPTES DE PRETS	
Prêts aux Collectivités territoriales	800 000 000
Prêts à divers particuliers	19 950 000 000
s/total	20 750 000 000
COMPTES D'AVANCES	
Avance à 1 an aux collectivités territoriales	800 000 000
s/total	800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS	
Garanties et avals	500 000 000
s/total	500 000 000
RECAPITULATION GENERALE	
COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE	154 390 000 000
COMPTES DE COMMERCE	490 000 000
COMPTES DE PRETS	20 750 000 000
COMPTES D'AVANCES	800 000 000
COMPTES DE GARANTIES ET AVALS	500 000 000
TOTAL	176 930 000 000

ANNEXE II: TABLEAU RECAPITULATIF GLOBAL EN AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSES

République du Sénégal		Projet de Loi de Finances Initiale 2023									
Un Peuple-Un But-Une Foi		TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE									
Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Budget général	Ressources internes	FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES)									
		Dépenses ordinaires	1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	74 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2
			2 Dépenses de personnel	952 000 000 000	952 000 000 000	1 273 000 000 000	1 273 000 000 000	321 000 000 000	33,7	321 000 000 000	33,7
			3 Acquisition de biens et services	359 647 641 916	359 647 641 916	395 763 000 000	395 763 000 000	36 115 358 084	10,0	36 115 358 084	10,0
			4 Transferts courants	811 061 241 259	811 061 241 259	1 283 653 000 000	1 283 653 000 000	472 591 758 741	58,3	472 591 758 741	58,3
			TOTAL	2 472 708 883 175	2 472 708 883 175	3 376 741 000 000	3 376 741 000 000	904 032 116 825	36,6	904 032 116 825	36,6
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	580 846 579 034	251 331 666 500	374 580 540 684	258 950 949 905	-206 266 038 350	-35,5	7 619 283 405	3,0
			6 Transferts en capital	710 633 609 614	690 959 450 325	987 470 294 017	661 362 050 095	276 836 684 403	39,0	-29 597 400 230	-4,3
			TOTAL	1 291 480 188 648	942 291 116 825	1 362 050 834 701	920 313 000 000	70 570 646 053	5,5	-21 978 116 825	-2,3
		TOTAL FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES)		3 764 189 071 823	3 415 000 000 000	4 738 791 834 701	4 297 054 000 000	974 602 762 878	25,9	882 054 000 000	25,8
	Total Ressources internes		3 764 189 071 823	3 415 000 000 000	4 738 791 834 701	4 297 054 000 000	974 602 762 878	25,9	882 054 000 000	25,8	
	Ressources extérieures	DON OU SUBVENTION									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	591 626 545 970	249 484 697 650	264 719 590 621	232 300 000 000	-326 906 955 349	-55,3	-17 184 697 650	-6,9
			6 Transferts en capital	515 302 350	515 302 350	0	0	-515 302 350	-100	-515 302 350	-100
			TOTAL	592 141 848 320	250 000 000 000	264 719 590 621	232 300 000 000	-327 422 257 699	-55,3	-17 700 000 000	-7,1
		TOTAL DON OU SUBVENTION		592 141 848 320	250 000 000 000	264 719 590 621	232 300 000 000	-327 422 257 699	-55,3	-17 700 000 000	-7,1
		PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)									
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	2 187 642 319 760	544 549 404 938	1 988 965 268 560	380 114 500 000	-198 677 051 200	-9,1	-164 434 904 938	-30,2
			6 Transferts en capital	35 450 595 062	35 450 595 062	78 338 012 148	55 485 500 000	42 887 417 086	121,0	20 034 904 938	56,5
			TOTAL	2 223 092 914 822	580 000 000 000	2 067 303 280 708	435 600 000 000	-155 789 634 114	-7,0	-144 400 000 000	-24,9
		TOTAL PRET EXTERIEUR (EMPRUNT)		2 223 092 914 822	580 000 000 000	2 067 303 280 708	435 600 000 000	-155 789 634 114	-7,0	-144 400 000 000	-24,9
	Total Ressources extérieures		2 815 234 763 142	830 000 000 000	2 332 022 871 329	667 900 000 000	-483 211 891 813	-17,2	-162 100 000 000	-19,5	
	Total Budget Budget général		6 579 423 834 965	4 245 000 000 000	7 070 814 706 030	4 964 954 000 000	491 390 871 065	7,5	719 954 000 000	17,0	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR CATEGORIES DE DEPENSE

Budget	Source de financement	Catégorie de dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
Comptes Spéciaux du Trésor	Ressources internes	FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES)									
		Dépenses ordinaires	2 Dépenses de personnel	617 800 000	617 800 000	647 800 000	647 800 000	30 000 000	4,9	30 000 000	4,9
			3 Acquisition de biens et services	847 700 000	847 700 000	1 125 200 000	1 125 200 000	277 500 000	32,7	277 500 000	32,7
			4 Transferts courants	125 705 000 000	125 705 000 000	147 425 000 000	147 425 000 000	21 720 000 000	17,3	21 720 000 000	17,3
			TOTAL	127 170 500 000	127 170 500 000	149 198 000 000	149 198 000 000	22 027 500 000	17,3	22 027 500 000	17,3
		Dépenses en capital	5 Investissements exécutés par l'Etat	22 544 500 000	22 544 500 000	27 732 000 000	27 732 000 000	5 187 500 000	23,0	5 187 500 000	23,0
			TOTAL	22 544 500 000	22 544 500 000	27 732 000 000	27 732 000 000	5 187 500 000	23,0	5 187 500 000	23,0
		TOTAL FONDS PROPRES (HORS HYDROCARBURES)		149 715 000 000	149 715 000 000	176 930 000 000	176 930 000 000	27 215 000 000	18,2	27 215 000 000	18,2
		Total Ressources internes		149 715 000 000	149 715 000 000	176 930 000 000	176 930 000 000	27 215 000 000	18,2	27 215 000 000	18,2
		Total Budget Comptes Spéciaux du Trésor		149 715 000 000	149 715 000 000	176 930 000 000	176 930 000 000	27 215 000 000	18,2	27 215 000 000	18,2
TOTAL GENERAL		6 729 138 834 965	4 394 715 000 000	7 247 744 706 030	5 141 884 000 000	518 605 871 065	7,7	747 169 000 000	17,0		

ANNEXE III : TABLEAU RECAPITULATIF DES DOTATIONS ET PROGRAMMES DU BUDGET GENERAL

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
10 Dette Publique	0001 Dette Publique (Intérêts et commissions)	1 Charges financières de la dette	350 000 000 000	350 000 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	74 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2
		Total Prog. 0001	350 000 000 000	350 000 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	74 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2
	Total Section 10		350 000 000 000	350 000 000 000	424 325 000 000	424 325 000 000	74 325 000 000	21,2	74 325 000 000	21,2
21 Présidence de la République	0002 Présidence de la République	2 Dépenses de personnel	11 561 025 249	11 561 025 249	12 354 292 000	12 354 292 000	793 266 751	6,9	793 266 751	6,9
		3 Acquisition de biens et services	7 380 025 944	7 380 025 944	8 759 515 944	8 759 515 944	1 379 490 000	18,7	1 379 490 000	18,7
		4 Transferts courants	36 974 414 567	36 974 414 567	37 726 780 317	37 726 780 317	752 365 750	2,0	752 365 750	2,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 581 166 714	614 077 501	614 077 501	614 077 501	-967 089 213	-61,2	0	0
		6 Transferts en capital	15 202 006 287	15 202 006 287	11 727 643 646	11 727 643 646	-3 474 362 641	-22,9	-3 474 362 641	-22,9
		Total Prog. 0002	72 698 638 761	72 698 638 761	71 182 309 408	71 182 309 408	-1 516 329 353	-2,1	-549 240 140	-0,8
	3001 Frais de contrôle des entreprises publiques	2 Dépenses de personnel	102 800 000	102 800 000	102 800 000	102 800 000	0	0	0	0
		3 Acquisition de biens et services	374 200 000	374 200 000	374 200 000	374 200 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	23 000 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3001	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0
Total Section 21		73 198 638 761	72 231 549 548	71 682 309 408	71 682 309 408	-1 516 329 353	-2,1	-549 240 140	-0,8	
22 Assemblée Nationale	0003 Assemblée Nationale	4 Transferts courants	17 215 015 137	17 215 015 137	19 158 015 137	19 158 015 137	1 943 000 000	11,3	1 943 000 000	11,3
		6 Transferts en capital	0	0	1 600 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	0	1 600 000 000	0
	Total Prog. 0003	17 215 015 137	17 215 015 137	20 758 015 137	20 758 015 137	3 543 000 000	20,6	3 543 000 000	20,6	
Total Section 22		17 215 015 137	17 215 015 137	20 758 015 137	20 758 015 137	3 543 000 000	20,6	3 543 000 000	20,6	
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0005 Conseil Economique, Social et Environnemental	4 Transferts courants	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0
		Total Prog. 0005	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0
Total Section 24		7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	
25 Conseil Constitutionnel	0006 Conseil Constitutionnel	2 Dépenses de personnel	633 583 600	633 583 600	544 028 000	544 028 000	-89 555 600	-14,1	-89 555 600	-14,1
		4 Transferts courants	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 0006	1 233 583 600	1 233 583 600	1 144 028 000	1 144 028 000	-89 555 600	-7,3	-89 555 600	-7,3	

Le Système Support du Budget Programme (SYSBUDGEP) - SENEGAL



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
25 Conseil Constitutionnel	Total Section 25		1 233 583 600	1 233 583 600	1 144 028 000	1 144 028 000	-89 555 600	-7,3	-89 555 600	-7,3
27 Cour Suprême	0007 Cour Suprême	2 Dépenses de personnel	1 052 252 000	1 052 252 000	1 415 088 622	1 415 088 622	362 836 622	34,5	362 836 622	34,5
		4 Transferts courants	1 400 000 000	1 400 000 000	1 900 000 000	1 900 000 000	500 000 000	35,7	500 000 000	35,7
		Total Prog. 0007	2 452 252 000	2 452 252 000	3 315 088 622	3 315 088 622	862 836 622	35,2	862 836 622	35,2
	Total Section 27		2 452 252 000	2 452 252 000	3 315 088 622	3 315 088 622	862 836 622	35,2	862 836 622	35,2
28 Cour des Comptes	0008 Cour des Comptes	2 Dépenses de personnel	2 421 057 000	2 421 057 000	2 631 755 084	2 631 755 084	210 698 084	8,7	210 698 084	8,7
		4 Transferts courants	5 148 453 695	5 148 453 695	6 968 453 695	6 968 453 695	1 820 000 000	35,4	1 820 000 000	35,4
		6 Transferts en capital	1 025 555 441	1 025 555 441	930 772 796	930 772 796	-94 782 645	-9,2	-94 782 645	-9,2
	Total Prog. 0008	8 595 066 136	8 595 066 136	10 530 981 575	10 530 981 575	1 935 915 439	22,5	1 935 915 439	22,5	
Total Section 28		8 595 066 136	8 595 066 136	10 530 981 575	10 530 981 575	1 935 915 439	22,5	1 935 915 439	22,5	
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0013 Conseil des Collectivités Territoriales	4 Transferts courants	6 300 000 000	6 300 000 000	7 560 000 000	7 560 000 000	1 260 000 000	20	1 260 000 000	20
		6 Transferts en capital	2 250 000 000	2 250 000 000	1 600 000 000	1 600 000 000	-650 000 000	-28,9	-650 000 000	-28,9
		Total Prog. 0013	8 550 000 000	8 550 000 000	9 160 000 000	9 160 000 000	610 000 000	7,1	610 000 000	7,1
Total Section 29		8 550 000 000	8 550 000 000	9 160 000 000	9 160 000 000	610 000 000	7,1	610 000 000	7,1	
30 Primature	0009 Primature	2 Dépenses de personnel	3 887 956 000	3 887 956 000	3 416 590 000	3 416 590 000	-471 366 000	-12,1	-471 366 000	-12,1
		3 Acquisition de biens et services	4 171 138 296	4 171 138 296	4 171 138 296	4 171 138 296	0	0	0	0
		4 Transferts courants	6 862 924 496	6 862 924 496	7 587 924 496	7 587 924 496	725 000 000	10,6	725 000 000	10,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 665 251 224	5 665 251 224	5 003 671 077	5 003 671 077	-661 580 147	-11,7	-661 580 147	-11,7
		6 Transferts en capital	6 442 526 567	6 442 526 567	9 272 596 366	9 272 596 366	2 830 069 799	43,9	2 830 069 799	43,9
		Total Prog. 0009	27 029 796 583	27 029 796 583	29 451 920 235	29 451 920 235	2 422 123 652	9,0	2 422 123 652	9,0
	Total Section 30		27 029 796 583	27 029 796 583	29 451 920 235	29 451 920 235	2 422 123 652	9,0	2 422 123 652	9,0



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		AE	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	1001 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 079 139 180	1 079 139 180	1 136 830 928	1 136 830 928	57 691 748	5,3	57 691 748	5,3
		3 Acquisition de biens et services	10 871 099 078	10 871 099 078	11 271 099 078	11 271 099 078	400 000 000	3,7	400 000 000	3,7
		4 Transferts courants	1 273 814 000	1 273 814 000	1 273 814 000	1 273 814 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	143 441 925	143 441 925	0	0	-143 441 925	-100	-143 441 925	-100
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	1 720 000 000	1 720 000 000	1 420 000 000	473,3	1 420 000 000	473,3
		Total Prog. 1001	13 667 494 183	13 667 494 183	15 401 744 006	15 401 744 006	1 734 249 823	12,7	1 734 249 823	12,7
	2001 Coopération bilatérale et multilatérale	2 Dépenses de personnel	23 931 232 761	23 931 232 761	24 906 725 217	24 906 725 217	975 492 456	4,1	975 492 456	4,1
		3 Acquisition de biens et services	22 524 873 937	22 524 873 937	24 048 873 937	24 048 873 937	1 524 000 000	6,8	1 524 000 000	6,8
		4 Transferts courants	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	2 476 549 950	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 119 233 352	2 119 233 352	2 519 233 352	2 519 233 352	400 000 000	18,9	400 000 000	18,9
		6 Transferts en capital	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2001	51 651 890 000	51 651 890 000	54 551 382 456	54 551 382 456	2 899 492 456	5,6	2 899 492 456	5,6
	2002 Promotion de la Diplomatie économique	2 Dépenses de personnel	100 566 000	100 566 000	25 889 000	25 889 000	-74 677 000	-74,3	-74 677 000	-74,3
		3 Acquisition de biens et services	62 346 142	62 346 142	62 346 142	62 346 142	0	0	0	0
		Total Prog. 2002	162 912 142	162 912 142	88 235 142	88 235 142	-74 677 000	-45,8	-74 677 000	-45,8
	2003 Gestion des Affaires consulaires et promotion des SE	2 Dépenses de personnel	230 484 000	230 484 000	204 395 000	204 395 000	-26 089 000	-11,3	-26 089 000	-11,3
		3 Acquisition de biens et services	170 933 792	170 933 792	170 933 792	170 933 792	0	0	0	0
		4 Transferts courants	745 565 800	745 565 800	750 000 000	750 000 000	4 434 200	0,6	4 434 200	0,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	140 000 000	140 000 000	240 000 000	240 000 000	100 000 000	71,4	100 000 000	71,4
6 Transferts en capital		950 000 000	950 000 000	950 000 000	950 000 000	0	0	0	0	
Total Prog. 2003		2 236 983 592	2 236 983 592	2 315 328 792	2 315 328 792	78 345 200	3,5	78 345 200	3,5	
Total Section 31		67 719 279 917	67 719 279 917	72 356 690 396	72 356 690 396	4 637 410 479	6,8	4 637 410 479	6,8	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
32 Ministère des Forces Armées	1002 Pilotage coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	2 290 910 948	2 290 910 948	5 043 635 000	5 043 635 000	2 752 724 052	120,2	2 752 724 052	120,2
		3 Acquisition de biens et services	3 093 488 677	3 093 488 677	3 493 488 677	3 493 488 677	400 000 000	12,9	400 000 000	12,9
		4 Transferts courants	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	3 500 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 300 000 000	1 300 000 000	1 200 000 000	1 200 000 000	-100 000 000	-7,7	-100 000 000	-7,7
		6 Transferts en capital	10 084 000 000	10 084 000 000	7 939 000 000	7 939 000 000	-2 145 000 000	-21,3	-2 145 000 000	-21,3
		Total Prog. 1002	20 268 399 625	20 268 399 625	21 176 123 677	21 176 123 677	907 724 052	4,5	907 724 052	4,5
	2005 Défense du territoire national	2 Dépenses de personnel	76 299 618 115	76 299 618 115	98 533 638 560	98 533 638 560	22 234 020 445	29,1	22 234 020 445	29,1
		3 Acquisition de biens et services	35 479 344 985	35 479 344 985	36 404 094 985	36 404 094 985	924 750 000	2,6	924 750 000	2,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	54 539 148 425	44 486 311 514	73 677 676 512	17 107 222 594	19 138 528 087	35,1	-27 379 088 920	-61,5
		6 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	5 500 000 000	5 500 000 000	-4 500 000 000	-45	-4 500 000 000	-45
		Total Prog. 2005	176 318 111 525	176 318 111 525	214 115 410 057	157 544 956 139	37 797 298 532	21,4	-8 720 318 475	-4,9
	2008 Sécurité publique et maintien de l'ordre	2 Dépenses de personnel	47 265 268 572	47 265 268 572	65 069 874 288	65 069 874 288	17 804 605 716	37,7	17 804 605 716	37,7
		3 Acquisition de biens et services	17 800 422 288	17 800 422 288	16 633 214 639	16 633 214 639	-1 167 207 649	-6,6	-1 167 207 649	-6,6
		4 Transferts courants	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	11 614 975 000	6 114 975 000	4 863 180 102	4 863 180 102	-6 751 794 898	-58,1	-1 251 794 898	-20,5
		6 Transferts en capital	4 648 621 000	4 648 621 000	191 309 237 678	6 848 621 000	186 660 616 678	4015,4	2 200 000 000	47,3
		Total Prog. 2008	81 389 286 860	81 389 286 860	277 935 506 707	93 474 890 029	196 546 219 847	241,5	17 585 603 169	21,6
	3002 Opérations à caractère industriel et commerciale	3 Acquisition de biens et services	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3002	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0
	Total Section 32		278 125 798 010	262 572 961 099	513 377 040 441	272 345 969 845	235 251 242 431	84,6	9 773 008 746	3,7
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 040 627 296	1 040 627 296	1 221 341 000	1 221 341 000	180 713 704	17,4	180 713 704	17,4
		3 Acquisition de biens et services	1 564 843 809	1 564 843 809	2 114 843 809	2 114 843 809	550 000 000	35,1	550 000 000	35,1



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		AE		CP	
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		VAL ABS	%	VAL ABS	%
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	1003 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	3 244 400 000	2 067 502 447	2 067 502 447	2 067 502 447	-1 176 897 553	-36,3	0	0
		Total Prog. 1003	5 849 871 105	5 849 871 105	5 403 687 256	5 403 687 256	-446 183 849	-7,6	730 713 704	12,5
	2009 Sécurité publique	2 Dépenses de personnel	40 131 715 392	40 131 715 392	69 645 397 007	69 645 397 007	29 513 681 615	73,5	29 513 681 615	73,5
		3 Acquisition de biens et services	7 562 662 688	7 562 662 688	8 935 301 688	8 935 301 688	1 372 639 000	18,2	1 372 639 000	18,2
		4 Transferts courants	15 551 806 500	15 551 806 500	15 799 419 060	15 799 419 060	247 612 560	1,6	247 612 560	1,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 574 341 655	3 574 341 655	41 091 424 265	5 952 454 598	37 517 082 610	1049,6	2 378 112 943	66,5
		6 Transferts en capital	8 350 000 000	8 350 000 000	3 350 000 000	3 350 000 000	-5 000 000 000	-59,9	-5 000 000 000	-59,9
		Total Prog. 2009	75 170 526 235	75 170 526 235	138 821 542 020	103 682 572 353	63 651 015 785	84,7	28 512 046 118	37,9
	2010 Sécurité civile	2 Dépenses de personnel	21 830 254 708	21 830 254 708	30 818 304 000	30 818 304 000	8 988 049 292	41,2	8 988 049 292	41,2
		3 Acquisition de biens et services	3 518 174 414	3 518 174 414	3 518 174 414	3 518 174 414	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	1 820 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 761 000 000	1 761 000 000	97 699 039 666	5 600 000 000	95 938 039 666	5447,9	3 839 000 000	218,0
		6 Transferts en capital	0	0	3 759 506 000	974 000 000	3 759 506 000	0	974 000 000	0
		Total Prog. 2010	28 929 429 122	28 929 429 122	137 615 024 080	42 730 478 414	108 685 594 958	375,7	13 801 049 292	47,7
	2011 Administration territoriale	2 Dépenses de personnel	5 575 246 856	5 575 246 856	5 972 915 000	5 972 915 000	397 668 144	7,1	397 668 144	7,1
		3 Acquisition de biens et services	2 534 087 407	2 534 087 407	2 466 054 847	2 466 054 847	-68 032 560	-2,7	-68 032 560	-2,7
		4 Transferts courants	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	9 058 200 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	12 268 952 300	518 952 300	300 000 000	300 000 000	-11 968 952 300	-97,6	-218 952 300	-42,2
		Total Prog. 2011	29 436 486 563	29 436 486 563	17 797 169 847	17 797 169 847	-11 639 316 716	-39,5	110 683 284	0,4
	2012 Gouvernance électorale	2 Dépenses de personnel	169 927 000	169 927 000	201 097 000	201 097 000	31 170 000	18,3	31 170 000	18,3
		3 Acquisition de biens et services	9 197 332 000	9 197 332 000	3 899 525 456	3 899 525 456	-5 297 806 544	-57,6	-5 297 806 544	-57,6



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
33 Ministère de l'Intérieur	2012 Gouvernance électorale	4 Transferts courants	3 394 000 000	3 394 000 000	2 294 000 000	2 294 000 000	-1 100 000 000	-32,4	-1 100 000 000	-32,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	80 322 000	80 322 000	657 957 000	80 322 000	577 635 000	719,1	0	0
		6 Transferts en capital	10 000 000 000	10 000 000 000	3 817 700 000	3 817 700 000	-6 182 300 000	-61,8	-6 182 300 000	-61,8
		Total Prog. 2012	22 841 581 000	22 841 581 000	10 870 279 456	10 292 644 456	-11 971 301 544	-52,4	-12 548 936 544	-54,9
	3003 Fonds de lutte contre les incendies	3 Acquisition de biens et services	126 000 000	126 000 000	126 000 000	126 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	74 000 000	74 000 000	74 000 000	74 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 3003	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	0	0	0
	3010 Compte de Commerce Police	3 Acquisition de biens et services	0	0	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	15 000 000	15 000 000	15 000 000	0	15 000 000	0
		Total Prog. 3010	0	0	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0	140 000 000	0
Total Section 33		162 427 894 025	149 500 996 472	310 847 702 659	180 246 552 326	148 419 808 634	91,4	30 745 555 854	20,6	
34 Ministère de la Justice	1004 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 477 084 316	1 477 084 316	1 314 501 716	1 314 501 716	-162 582 600	-11,0	-162 582 600	-11,0
		3 Acquisition de biens et services	934 377 592	934 377 592	1 134 377 592	1 134 377 592	200 000 000	21,4	200 000 000	21,4
		4 Transferts courants	3 767 000 000	3 767 000 000	8 970 000 000	8 970 000 000	5 203 000 000	138,1	5 203 000 000	138,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 120 613 677	1 120 613 677	171 082 477	171 082 477	-949 531 200	-84,7	-949 531 200	-84,7
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000	25 200 000 000	25 200 000 000	200 000 000	0,8	200 000 000	0,8
		Total Prog. 1004	32 299 075 585	32 299 075 585	36 789 961 785	36 789 961 785	4 490 886 200	13,9	4 490 886 200	13,9
	2014 Justice judiciaire	2 Dépenses de personnel	12 822 376 640	12 822 376 640	12 673 201 000	12 673 201 000	-149 175 640	-1,2	-149 175 640	-1,2
		3 Acquisition de biens et services	2 290 251 901	2 290 251 901	2 333 852 051	2 333 852 051	43 600 150	1,9	43 600 150	1,9
		4 Transferts courants	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	1 060 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	58 999 816	58 999 816	558 999 816	558 999 816	500 000 000	847,5	500 000 000	847,5
Total Prog. 2014		16 231 628 357	16 231 628 357	16 626 052 867	16 626 052 867	394 424 510	2,4	394 424 510	2,4	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
						AE		CP			
						VAL ABS	%	VAL ABS	%		
34 Ministère de la Justice	2015 Education surveillée et Protection judiciaire de l'Enfant	2 Dépenses de personnel	1 317 991 900	1 317 991 900	1 414 980 000	1 414 980 000	96 988 100	7,4	96 988 100	7,4	
		3 Acquisition de biens et services	1 454 738 134	1 454 738 134	1 562 793 548	1 562 793 548	108 055 414	7,4	108 055 414	7,4	
		Total Prog. 2015	2 772 730 034	2 772 730 034	2 977 773 548	2 977 773 548	205 043 514	7,4	205 043 514	7,4	
	2016 Administration pénitentiaire	2 Dépenses de personnel	8 880 701 820	8 880 701 820	8 550 846 600	8 550 846 600	-329 855 220	-3,7	-329 855 220	-3,7	
		3 Acquisition de biens et services	5 630 695 995	5 630 695 995	5 630 695 995	5 630 695 995	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 300 000 000	4 300 000 000	8 000 000 000	4 200 000 000	3 700 000 000	86,0	-100 000 000	-2,3	
		Total Prog. 2016	19 311 397 815	19 311 397 815	22 681 542 595	18 881 542 595	3 370 144 780	17,5	-429 855 220	-2,2	
	2100 Bonne gouvernance et Droits humains	2 Dépenses de personnel	216 979 000	216 979 000	221 429 000	221 429 000	4 450 000	2,1	4 450 000	2,1	
		3 Acquisition de biens et services	665 913 407	665 913 407	665 913 407	665 913 407	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	155 000 000	155 000 000	230 000 000	230 000 000	75 000 000	48,4	75 000 000	48,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	186 825 531	186 825 531	186 825 531	186 825 531	0	0	0	0	
		Total Prog. 2100	1 224 717 938	1 224 717 938	1 304 167 938	1 304 167 938	79 450 000	6,5	79 450 000	6,5	
	3011 Compte de Commerce Administration pénitentiaire	3 Acquisition de biens et services	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	
		Total Prog. 3011	0	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	0	200 000 000	0	
Total Section 34			71 839 549 729	71 839 549 729	80 579 498 733	76 779 498 733	8 739 949 004	12,2	4 939 949 004	6,9	
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	1005 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	616 509 500	616 509 500	864 330 476	864 330 476	247 820 976	40,2	247 820 976	40,2	
		3 Acquisition de biens et services	584 596 183	584 596 183	485 253 375	485 253 375	-99 342 808	-17,0	-99 342 808	-17,0	
		4 Transferts courants	0	0	400 000 000	400 000 000	400 000 000	0	400 000 000	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	2 779 732 012	500 000 000	2 279 732 012	455,9	0	0	
		Total Prog. 1005	1 701 105 683	1 701 105 683	4 529 315 863	2 249 583 851	2 828 210 180	166,3	548 478 168	32,2	
	2017 Fonction publique	2 Dépenses de personnel	858 942 000	858 942 000	858 151 000	858 151 000	-791 000	-0,1	-791 000	-0,1	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		Catégories de dépense			
			Budget		Source de financement		1-2-3-4-5-6			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		ECART			
						AE		CP		
						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	2107 Protection sociale des travailleurs	Total Prog. 2107	404 214 312	404 214 312	496 061 492	496 061 492	91 847 180	22,7	91 847 180	22,7
	Total Section 37		5 681 044 314	5 681 044 314	5 838 979 034	5 838 979 034	157 934 720	2,8	157 934 720	2,8
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	1008 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	271 404 000	271 404 000	518 422 684	518 422 684	247 018 684	91,0	247 018 684	91,0
		3 Acquisition de biens et services	136 480 162	136 480 162	336 480 162	336 480 162	200 000 000	146,5	200 000 000	146,5
		4 Transferts courants	401 454 261	401 454 261	655 000 000	655 000 000	253 545 739	63,2	253 545 739	63,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	242 000 000	242 000 000	718 000 000	718 000 000	476 000 000	196,7	476 000 000	196,7
		Total Prog. 1008	1 051 338 423	1 051 338 423	2 227 902 846	2 227 902 846	1 176 564 423	111,9	1 176 564 423	111,9
	2023 Pêche et Aquaculture	2 Dépenses de personnel	902 295 000	902 295 000	932 026 000	932 026 000	29 731 000	3,3	29 731 000	3,3
		3 Acquisition de biens et services	455 284 887	455 284 887	459 684 887	459 684 887	4 400 000	1	4 400 000	1
		4 Transferts courants	2 134 745 416	2 134 745 416	2 094 512 000	2 094 512 000	-40 233 416	-1,9	-40 233 416	-1,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	20 213 394 551	9 736 210 687	28 150 000 000	3 650 000 000	7 936 605 449	39,3	-6 086 210 687	-62,5
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2023	25 705 719 854	25 705 719 854	33 636 222 887	9 136 222 887	7 930 503 033	30,9	-6 092 313 103	-23,7
	2024 Economie Maritime	2 Dépenses de personnel	23 163 000	23 163 000	31 177 000	31 177 000	8 014 000	34,6	8 014 000	34,6
		3 Acquisition de biens et services	50 754 226	50 754 226	50 754 226	50 754 226	0	0	0	0
		4 Transferts courants	8 227 939 300	8 227 939 300	7 777 939 300	7 777 939 300	-450 000 000	-5,5	-450 000 000	-5,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	84 824 500 000	17 006 086 550	500 000 000	500 000 000	-84 324 500 000	-99,4	-16 506 086 550	-97,1
		6 Transferts en capital	450 000 000	450 000 000	250 000 000	250 000 000	-200 000 000	-44,4	-200 000 000	-44,4
		Total Prog. 2024	93 576 356 526	93 576 356 526	8 609 870 526	8 609 870 526	-84 966 486 000	-90,8	-17 148 072 550	-18,3
3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	2 Dépenses de personnel	515 000 000	515 000 000	545 000 000	545 000 000	30 000 000	5,8	30 000 000	5,8	
	3 Acquisition de biens et services	197 500 000	197 500 000	150 000 000	150 000 000	-47 500 000	-24,1	-47 500 000	-24,1	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	3004 Encouragement à la Pêche et à ses industries annexes(CEPIA)	4 Transferts courants	390 000 000	390 000 000	390 000 000	390 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	397 500 000	397 500 000	415 000 000	415 000 000	17 500 000	4,4	17 500 000	4,4
		Total Prog. 3004	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
	Total Section 40		121 833 414 803	43 537 817 489	45 973 996 259	21 473 996 259	-75 859 418 544	-62,3	-22 063 821 230	-50,7
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	1009 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	427 791 892	427 791 892	520 923 584	520 923 584	93 131 692	21,8	93 131 692	21,8
		3 Acquisition de biens et services	794 826 306	794 826 306	687 826 306	687 826 306	-107 000 000	-13,5	-107 000 000	-13,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	512 862 148	512 862 148	513 000 000	513 000 000	137 852	0	137 852	0
		Total Prog. 1009	1 735 480 346	1 735 480 346	1 721 749 890	1 721 749 890	-13 730 456	-0,8	-13 730 456	-0,8
	2027 Développement, Gestion et Entretien des Infrastructures Routières	2 Dépenses de personnel	123 904 000	123 904 000	114 415 000	114 415 000	-9 489 000	-7,7	-9 489 000	-7,7
		3 Acquisition de biens et services	114 772 736	114 772 736	114 772 736	114 772 736	0	0	0	0
		4 Transferts courants	190 000 000	190 000 000	190 000 000	190 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	713 777 756 181	117 707 187 138	324 963 897 454	87 011 505 906	-388 813 858 727	-54,5	-30 695 681 232	-26,1
		6 Transferts en capital	76 347 507 566	76 347 507 566	94 388 975 110	94 388 975 110	18 041 467 544	23,6	18 041 467 544	23,6
		Total Prog. 2027	790 553 940 483	790 553 940 483	419 772 060 300	181 819 668 752	-370 781 880 183	-46,9	-12 663 702 688	-1,6
	2028 Développement, Gestion et Entretien du Réseau ferroviaire	3 Acquisition de biens et services	14 971 490	14 971 490	14 971 490	14 971 490	0	0	0	0
		4 Transferts courants	5 800 000 000	5 800 000 000	23 800 000 000	23 800 000 000	18 000 000 000	310,3	18 000 000 000	310,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 221 835 323	15 221 835 323	253 350 000 000	20 350 000 000	238 128 164 677	1564,4	5 128 164 677	33,7
		6 Transferts en capital	30 600 000 000	28 600 000 000	18 250 000 000	18 250 000 000	-12 350 000 000	-40,4	-10 350 000 000	-36,2
		Total Prog. 2028	51 636 806 813	51 636 806 813	295 414 971 490	62 414 971 490	243 778 164 677	472,1	12 778 164 677	24,7
	2029 Développement et modernisation des services de transport	2 Dépenses de personnel	206 764 000	206 764 000	227 477 000	227 477 000	20 713 000	10,0	20 713 000	10,0
3 Acquisition de biens et services		141 004 263	141 004 263	141 004 263	141 004 263	0	0	0	0	
4 Transferts courants		6 800 000 000	6 800 000 000	12 300 000 000	12 300 000 000	5 500 000 000	80,9	5 500 000 000	80,9	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		AE		CP	
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		VAL ABS	%	VAL ABS	%
			AE	CP	AE	CP				
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	2029 Développement et modernisation des services de transport	5 Investissements exécutés par l'Etat	53 048 240 947	53 048 240 947	194 001 250 960	17 605 452 835	140 953 010 013	265,7	-35 442 788 112	-66,8
		6 Transferts en capital	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2029	61 696 009 210	61 696 009 210	208 169 732 223	31 773 934 098	146 473 723 013	237,4	-29 922 075 112	-48,5
	Total Section 41			905 622 236 852	307 551 667 809	925 078 513 903	277 730 324 230	19 456 277 051	2,1	-29 821 343 579
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	1010 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	448 879 000	448 879 000	1 027 924 516	1 027 924 516	579 045 516	129,0	579 045 516	129,0
		3 Acquisition de biens et services	539 281 439	539 281 439	764 496 439	764 496 439	225 215 000	41,8	225 215 000	41,8
		4 Transferts courants	1 250 000 000	1 250 000 000	3 100 000 000	3 100 000 000	1 850 000 000	148	1 850 000 000	148
		5 Investissements exécutés par l'Etat	355 000 000	355 000 000	355 000 000	355 000 000	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	2 200 000 000	2 200 000 000	0	0	-2 200 000 000	-100	-2 200 000 000	-100
		Total Prog. 1010	4 793 160 439	4 793 160 439	5 247 420 956	5 247 420 956	454 260 516	9,5	454 260 516	9,5
		2030 Sécurisation de la base product et dével des infrast rural	2 Dépenses de personnel	57 606 000	57 606 000	85 629 000	85 629 000	28 023 000	48,6	28 023 000
	3 Acquisition de biens et services		40 848 455	40 848 455	40 848 455	40 848 455	0	0	0	0
	4 Transferts courants		8 579 000 000	8 579 000 000	8 235 038 148	8 235 038 148	-343 961 852	-4,0	-343 961 852	-4,0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		237 869 797 539	44 740 176 840	68 140 340 218	33 936 500 568	-169 729 457 321	-71,4	-10 803 676 272	-24,1
	6 Transferts en capital		1 000 000 000	1 000 000 000	1 800 000 000	1 800 000 000	800 000 000	80	800 000 000	80
	Total Prog. 2030		247 547 251 994	247 547 251 994	78 301 855 821	44 098 016 171	-169 245 396 173	-68,4	-10 319 615 124	-4,2
	2031 Augmentation de la product et valorisa des pdts agricoles	2 Dépenses de personnel	1 289 886 000	1 289 886 000	1 624 612 000	1 624 612 000	334 726 000	26,0	334 726 000	26,0
3 Acquisition de biens et services		683 463 093	683 463 093	683 463 093	683 463 093	0	0	0	0	
4 Transferts courants		10 303 000 000	10 303 000 000	30 103 000 000	30 103 000 000	19 800 000 000	192,2	19 800 000 000	192,2	
5 Investissements exécutés par l'Etat		121 400 133 936	42 170 895 564	61 764 773 574	38 043 223 574	-59 635 360 362	-49,1	-4 127 671 990	-9,8	
6 Transferts en capital		60 856 262 148	60 856 262 148	81 812 512 148	58 960 000 000	20 956 250 000	34,4	-1 896 262 148	-3,1	
Total Prog. 2031		194 532 745 177	194 532 745 177	175 988 360 816	129 414 298 667	-18 544 384 362	-9,5	14 110 791 862	7,3	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	2033 Accompagnement à la production: Fin, Rech, Form et App-cons	2 Dépenses de personnel	260 346 000	260 346 000	365 162 000	365 162 000	104 816 000	40,3	104 816 000	40,3
		3 Acquisition de biens et services	136 092 787	136 092 787	181 092 787	181 092 787	45 000 000	33,1	45 000 000	33,1
		4 Transferts courants	8 224 643 200	8 224 643 200	8 324 643 200	8 324 643 200	100 000 000	1,2	100 000 000	1,2
		Total Prog. 2033	8 621 081 987	8 621 081 987	8 870 897 987	8 870 897 987	249 816 000	2,9	249 816 000	2,9
	Total Section 42	455 494 239 597	183 135 380 526	268 408 535 578	187 630 633 780	-187 085 704 019	-41,1	4 495 253 254	2,5	
43 Ministère des Finances et du Budget	1011 Pilotage, gestion et coordination du MFB	2 Dépenses de personnel	3 566 930 187	3 566 930 187	3 990 397 976	3 990 397 976	423 467 789	11,9	423 467 789	11,9
		3 Acquisition de biens et services	3 860 017 576	3 860 017 576	3 429 267 659	3 429 267 659	-430 749 917	-11,2	-430 749 917	-11,2
		4 Transferts courants	3 857 857 265	3 857 857 265	4 157 857 265	4 157 857 265	300 000 000	7,8	300 000 000	7,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 779 066 540	2 279 066 540	1 438 893 713	1 438 893 713	-1 340 172 827	-48,2	-840 172 827	-36,9
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	6 500 000 000	6 500 000 000	3 500 000 000	116,7	3 500 000 000	116,7
		Total Prog. 1011	17 063 871 568	17 063 871 568	19 516 416 613	19 516 416 613	2 452 545 045	14,4	2 952 545 045	17,3
	2032 Gestion ressources douanières et protection de l'économie	2 Dépenses de personnel	9 879 539 380	9 879 539 380	13 356 225 600	13 356 225 600	3 476 686 220	35,2	3 476 686 220	35,2
		3 Acquisition de biens et services	2 159 870 984	2 159 870 984	2 059 870 984	2 059 870 984	-100 000 000	-4,6	-100 000 000	-4,6
		4 Transferts courants	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	5 040 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	35 104 052 743	7 700 000 000	1 350 000 000	1 350 000 000	-33 754 052 743	-96,2	-6 350 000 000	-82,5
		6 Transferts en capital	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	25 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2032	77 183 463 107	77 183 463 107	46 806 096 584	46 806 096 584	-30 377 366 523	-39,4	-2 973 313 780	-3,9
	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	2 Dépenses de personnel	2 615 905 000	2 615 905 000	3 149 346 520	3 149 346 520	533 441 520	20,4	533 441 520	20,4
3 Acquisition de biens et services		3 929 578 779	3 929 578 779	3 733 014 721	3 733 014 721	-196 564 058	-5,0	-196 564 058	-5,0	
4 Transferts courants		8 542 400 000	8 542 400 000	23 820 722 000	23 820 722 000	15 278 322 000	178,9	15 278 322 000	178,9	
5 Investissements exécutés par l'Etat		2 533 118 090	2 533 118 090	2 685 121 153	2 685 121 153	152 003 063	6,0	152 003 063	6,0	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
43 Ministère des Finances et du Budget	2035 Elaboration des lois de finance et suivi de l'exécution	6 Transferts en capital	29 629 044 853	29 629 044 853	38 129 044 853	38 129 044 853	8 500 000 000	28,7	8 500 000 000	28,7
		Total Prog. 2035	47 250 046 722	47 250 046 722	71 517 249 247	71 517 249 247	24 267 202 525	51,4	24 267 202 525	51,4
	2036 Gestion compt. et financ Etat et autres organismes publics	2 Dépenses de personnel	4 720 476 180	4 720 476 180	5 260 979 000	5 260 979 000	540 502 820	11,5	540 502 820	11,5
		3 Acquisition de biens et services	1 681 462 373	1 681 462 373	1 774 605 759	1 774 605 759	93 143 386	5,5	93 143 386	5,5
		4 Transferts courants	30 000 000	30 000 000	37 000 000	37 000 000	7 000 000	23,3	7 000 000	23,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	7 308 717 793	4 022 905 931	5 047 905 931	4 297 905 931	-2 260 811 862	-30,9	275 000 000	6,8
		Total Prog. 2036	13 740 656 346	13 740 656 346	12 120 490 690	11 370 490 690	-1 620 165 656	-11,8	915 646 206	6,7
		2037 Gestion de la fiscalité intérieure et du foncier	2 Dépenses de personnel	6 344 537 334	6 344 537 334	7 348 198 975	7 348 198 975	1 003 661 641	15,8	1 003 661 641
	3 Acquisition de biens et services		1 656 581 897	1 656 581 897	1 887 378 502	1 887 378 502	230 796 605	13,9	230 796 605	13,9
	4 Transferts courants		51 770 000	51 770 000	51 770 000	51 770 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		14 675 156 012	9 675 156 012	28 849 958 971	12 950 442 721	14 174 802 959	96,6	3 275 286 709	33,9
	6 Transferts en capital		5 794 241 470	3 070 000 000	4 322 000 000	4 322 000 000	-1 472 241 470	-25,4	1 252 000 000	40,8
	Total Prog. 2037		28 522 286 713	28 522 286 713	42 459 306 448	26 559 790 198	13 937 019 735	48,9	5 761 744 958	20,2
	2038 Gestion du secteur financier	2 Dépenses de personnel	320 338 000	320 338 000	366 446 000	366 446 000	46 108 000	14,4	46 108 000	14,4
		3 Acquisition de biens et services	602 895 480	602 895 480	602 895 480	602 895 480	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	1 383 119 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	444 898 840	154 618 455	354 618 455	354 618 455	-90 280 385	-20,3	200 000 000	129,4
		6 Transferts en capital	300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2038	3 051 251 320	3 051 251 320	3 007 078 935	3 007 078 935	-44 172 385	-1,4	246 108 000	8,1
	3005 Gestion du Fonds national de retraite (FNR)	4 Transferts courants	125 315 000 000	125 315 000 000	134 340 000 000	134 340 000 000	9 025 000 000	7,2	9 025 000 000	7,2
		Total Prog. 3005	125 315 000 000	125 315 000 000	134 340 000 000	134 340 000 000	9 025 000 000	7,2	9 025 000 000	7,2



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits Inscrits		AE		CP		
AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%				
43 Ministère des Finances et du Budget	3006 Gestion des Prêts et Avances	5 Investissements exécutés par l'Etat	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 3006	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	21 550 000 000	0	0	0	0	
	3007 Gestion des Garanties et avais	5 Investissements exécutés par l'Etat	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 3007	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	0	0	0	0	
	3008 Fonds intergénérationnel	5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	5 155 000 000	5 155 000 000	5 155 000 000	0	5 155 000 000	0	
		Total Prog. 3008	0	0	5 155 000 000	5 155 000 000	5 155 000 000	0	5 155 000 000	0	
	3009 Fonds stabilisation	4 Transferts courants	0	0	12 695 000 000	12 695 000 000	12 695 000 000	0	12 695 000 000	0	
		Total Prog. 3009	0	0	12 695 000 000	12 695 000 000	12 695 000 000	0	12 695 000 000	0	
	Total Section 43			334 176 575 776	294 972 189 316	369 666 638 517	353 017 122 267	35 490 062 741	10,6	58 044 932 951	19,7
	44 Ministère du Pétrole et des Energies	1012 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	372 226 000	372 226 000	451 451 756	451 451 756	79 225 756	21,3	79 225 756	21,3
3 Acquisition de biens et services			370 180 854	370 180 854	520 180 854	520 180 854	150 000 000	40,5	150 000 000	40,5	
4 Transferts courants			350 000 000	350 000 000	450 000 000	450 000 000	100 000 000	28,6	100 000 000	28,6	
Total Prog. 1012			1 092 406 854	1 092 406 854	1 421 632 610	1 421 632 610	329 225 756	30,1	329 225 756	30,1	
2039 Electrification rurale et Energies renouvelables		3 Acquisition de biens et services	20 243 179	20 243 179	20 243 179	20 243 179	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 800 000 000	2 800 000 000	2 950 000 000	2 950 000 000	150 000 000	5,4	150 000 000	5,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	160 591 913 446	46 614 852 979	105 265 051 864	37 865 549 876	-55 326 861 582	-34,5	-8 749 303 103	-18,8	
		6 Transferts en capital	11 440 500 000	11 440 500 000	1 240 500 000	1 240 500 000	-10 200 000 000	-89,2	-10 200 000 000	-89,2	
Total Prog. 2039			174 852 656 625	174 852 656 625	109 475 795 043	42 076 293 055	-65 376 861 582	-37,4	-18 799 303 103	-10,8	
2040 Sécurisation et approvisionnement en hydrocarbures et combustibles		2 Dépenses de personnel	40 047 000	40 047 000	31 787 000	31 787 000	-8 260 000	-20,6	-8 260 000	-20,6	
		3 Acquisition de biens et services	28 734 789	28 734 789	49 734 789	49 734 789	21 000 000	73,1	21 000 000	73,1	
		4 Transferts courants	100 750 681 000	100 750 681 000	150 729 681 000	150 729 681 000	49 979 000 000	49,6	49 979 000 000	49,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 889 911 889	5 889 911 889	772 000 000	772 000 000	-5 117 911 889	-86,9	-5 117 911 889	-86,9	
		Total Prog. 2040	106 709 374 678	106 709 374 678	151 583 202 789	151 583 202 789	44 873 828 111	42,1	44 873 828 111	42,1	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
						AE		CP			
						VAL ABS	%	VAL ABS	%		
44 Ministère du Pétrole et des Energies	2120 Optimisation du système d'offre d'électricité	2 Dépenses de personnel	65 306 000	65 306 000	76 895 000	76 895 000	11 589 000	17,7	11 589 000	17,7	
		3 Acquisition de biens et services	27 209 205	27 209 205	27 209 205	27 209 205	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 050 000 000	1 050 000 000	1 130 000 000	1 130 000 000	80 000 000	7,6	80 000 000	7,6	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	534 086 430 958	62 133 693 448	46 020 759 409	36 620 759 409	-488 065 671 549	-91,4	-25 512 934 039	-41,1	
		6 Transferts en capital	0	0	3 900 000 000	3 900 000 000	3 900 000 000	0	3 900 000 000	0	
		Total Prog. 2120	535 228 946 163	535 228 946 163	51 154 863 614	41 754 863 614	-484 074 082 549	-90,4	-21 521 345 039	-4,0	
Total Section 44			817 883 384 320	231 953 586 343	313 635 494 056	236 835 992 068	-504 247 890 264	-61,7	4 882 405 725	2,1	
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	1013 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	663 196 120	663 196 120	467 423 144	467 423 144	-195 772 976	-29,5	-195 772 976	-29,5	
		3 Acquisition de biens et services	205 601 287	205 601 287	405 601 287	405 601 287	200 000 000	97,3	200 000 000	97,3	
		4 Transferts courants	864 133 170	864 133 170	819 931 500	819 931 500	-44 201 670	-5,1	-44 201 670	-5,1	
		Total Prog. 1013	1 732 930 577	1 732 930 577	1 692 955 931	1 692 955 931	-39 974 646	-2,3	-39 974 646	-2,3	
		2041 Développement du marché intérieur et de la consommation	2 Dépenses de personnel	887 518 940	887 518 940	1 231 641 000	1 231 641 000	344 122 060	38,8	344 122 060	38,8
	3 Acquisition de biens et services		295 012 972	295 012 972	307 048 921	307 048 921	12 035 949	4,1	12 035 949	4,1	
	4 Transferts courants		1 558 600 000	1 558 600 000	101 708 600 000	101 708 600 000	100 150 000 000	6425,6	100 150 000 000	6425,6	
	5 Investissements exécutés par l'Etat		3 863 000 000	3 863 000 000	5 113 000 000	3 113 000 000	1 250 000 000	32,4	-750 000 000	-19,4	
	6 Transferts en capital		2 305 000 000	2 305 000 000	10 305 000 000	1 805 000 000	8 000 000 000	347,1	-500 000 000	-21,7	
	Total Prog. 2041	8 909 131 912	8 909 131 912	118 665 289 921	108 165 289 921	109 756 158 009	1232,0	99 256 158 009	1114,1		
	2042 Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce in	2 Dépenses de personnel	228 939 720	228 939 720	199 744 600	199 744 600	-29 195 120	-12,8	-29 195 120	-12,8	
		3 Acquisition de biens et services	168 301 009	168 301 009	168 301 009	168 301 009	0	0	0	0	
4 Transferts courants		600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0		
5 Investissements exécutés par l'Etat		2 584 794 750	2 584 794 750	2 127 158 480	2 127 158 480	-457 636 270	-17,7	-457 636 270	-17,7		
Total Prog. 2042		3 582 035 479	3 582 035 479	3 095 204 089	3 095 204 089	-486 831 390	-13,6	-486 831 390	-13,6		



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6		AE	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	2043 Promo et développement Entreprenariat privé et des PME/PMI	2 Dépenses de personnel	74 551 080	74 551 080	69 769 000	69 769 000	-4 782 080	-6,4	-4 782 080	-6,4
		3 Acquisition de biens et services	570 343 220	570 343 220	570 343 220	570 343 220	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 535 284 298	1 535 284 298	2 642 134 218	2 642 134 218	1 106 849 920	72,1	1 106 849 920	72,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 500 000 000	1 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	1 000 000 000	66,7	1 000 000 000	66,7
		6 Transferts en capital	3 500 000 000	3 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	-1 000 000 000	-28,6	-1 000 000 000	-28,6
		Total Prog. 2043	7 180 178 598	7 180 178 598	8 282 246 438	8 282 246 438	1 102 067 840	15,3	1 102 067 840	15,3
	2044 Promotion et valorisation des produits locaux	4 Transferts courants	522 194 000	522 194 000	650 000 000	650 000 000	127 806 000	24,5	127 806 000	24,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	600 000 000	600 000 000	350 000 000	350 000 000	-250 000 000	-41,7	-250 000 000	-41,7
		Total Prog. 2044	1 122 194 000	1 122 194 000	1 000 000 000	1 000 000 000	-122 194 000	-10,9	-122 194 000	-10,9
	Total Section 45		22 526 470 566	22 526 470 566	132 735 696 379	122 235 696 379	110 209 225 813	489,2	99 709 225 813	442,6
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	1014 Pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	817 816 320	817 816 320	874 667 228	874 667 228	56 850 908	7,0	56 850 908	7,0
		3 Acquisition de biens et services	1 182 100 125	1 182 100 125	1 274 600 125	1 274 600 125	92 500 000	7,8	92 500 000	7,8
		4 Transferts courants	100 000 000	100 000 000	200 000 000	200 000 000	100 000 000	100	100 000 000	100
		5 Investissements exécutés par l'Etat	988 602 774	988 602 774	1 488 602 774	1 488 602 774	500 000 000	50,6	500 000 000	50,6
		Total Prog. 1014	3 088 519 219	3 088 519 219	3 837 870 127	3 837 870 127	749 350 908	24,3	749 350 908	24,3
		2045 Aménagement et développement urbain	2 Dépenses de personnel	192 968 000	192 968 000	254 819 000	254 819 000	61 851 000	32,1	61 851 000
	3 Acquisition de biens et services		202 911 817	202 911 817	148 960 909	148 960 909	-53 950 908	-26,6	-53 950 908	-26,6
	4 Transferts courants		300 000 000	300 000 000	300 000 000	300 000 000	0	0	0	0
	5 Investissements exécutés par l'Etat		9 679 830 812	4 679 830 812	1 976 680 293	1 976 680 293	-7 703 150 519	-79,6	-2 703 150 519	-57,8
	6 Transferts en capital		12 644 263 418	12 644 263 418	6 422 886 354	6 422 886 354	-6 221 377 064	-49,2	-6 221 377 064	-49,2
Total Prog. 2045		23 019 974 047	23 019 974 047	9 103 346 556	9 103 346 556	-13 916 627 491	-60,5	-8 916 627 491	-38,7	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor										
							AE		CP	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	2046 Logement, construction d'équipement et d'infrastructures pub	2 Dépenses de personnel	177 160 000	177 160 000	211 553 000	211 553 000	34 393 000	19,4	34 393 000	19,4
		3 Acquisition de biens et services	284 000 002	284 000 002	284 000 002	284 000 002	0	0	0	0
		4 Transferts courants	29 433 666 666	29 433 666 666	10 195 680 052	10 195 680 052	-19 237 986 614	-65,4	-19 237 986 614	-65,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 337 389 431	1 337 389 431	926 466 683	926 466 683	-410 922 748	-30,7	-410 922 748	-30,7
		6 Transferts en capital	11 959 860 000	11 959 860 000	2 000 000 000	2 000 000 000	-9 959 860 000	-83,3	-9 959 860 000	-83,3
		Total Prog. 2046	43 192 076 099	43 192 076 099	13 617 699 737	13 617 699 737	-29 574 376 362	-68,5	-29 574 376 362	-68,5
	2047 Cadre de vie	2 Dépenses de personnel	224 795 228	224 795 228	218 684 000	218 684 000	-6 111 228	-2,7	-6 111 228	-2,7
		3 Acquisition de biens et services	2 810 510 244	2 810 510 244	2 779 510 244	2 779 510 244	-31 000 000	-1,1	-31 000 000	-1,1
		4 Transferts courants	30 000 000 000	30 000 000 000	42 000 000 000	42 000 000 000	12 000 000 000	40	12 000 000 000	40
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 706 245 684	9 706 245 684	13 483 233 532	13 483 233 532	3 776 987 848	38,9	3 776 987 848	38,9
		6 Transferts en capital	200 000 000	200 000 000	300 000 000	300 000 000	100 000 000	50	100 000 000	50
		Total Prog. 2047	42 941 551 156	42 941 551 156	58 781 427 776	58 781 427 776	15 839 876 620	36,9	15 839 876 620	36,9
	Total Section 46	112 242 120 521	107 242 120 521	85 340 344 196	85 340 344 196	-26 901 776 325	-24,0	-21 901 776 325	-20,4	
	47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	1015 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	233 574 111	233 574 111	245 617 580	245 617 580	12 043 469	5,2	12 043 469
3 Acquisition de biens et services			405 320 922	405 320 922	505 320 922	505 320 922	100 000 000	24,7	100 000 000	24,7
4 Transferts courants			140 000 000	140 000 000	240 000 000	240 000 000	100 000 000	71,4	100 000 000	71,4
Total Prog. 1015			778 895 033	778 895 033	990 938 502	990 938 502	212 043 469	27,2	212 043 469	27,2
2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise		2 Dépenses de personnel	79 141 000	79 141 000	73 707 000	73 707 000	-5 434 000	-6,9	-5 434 000	-6,9
		3 Acquisition de biens et services	36 343 518	36 343 518	36 343 518	36 343 518	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 838 380 000	2 838 380 000	2 838 380 000	2 838 380 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 799 828 000	5 799 828 000	225 675 736 800	6 088 727 450	219 875 908 800	3791,1	288 899 450	5,0
		Total Prog. 2049	121 011 726 000	121 011 726 000	238 544 424 600	238 544 424 600	214 441 908 800	177,2	288 899 450	2,4



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor				AE		CP	
		Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	2049 compétitivité de l'industrie sénégalaise	3 Transferts en capital	1 970 000 000	1 970 000 000	2 277 000 000	2 277 000 000	307 000 000	15,6	307 000 000	15,6
		Total Prog. 2049	10 723 692 518	10 723 692 518	230 901 167 318	11 314 157 968	220 177 474 800	2053,2	590 465 450	5,5
	Total Section 47	11 502 587 551	11 502 587 551	231 892 105 820	12 305 096 470	220 389 518 269	1916,0	802 508 919	7,0	
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	1016 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	415 164 000	415 164 000	331 239 940	331 239 940	-83 924 060	-20,2	-83 924 060	-20,2
		3 Acquisition de biens et services	266 901 079	266 901 079	416 901 079	416 901 079	150 000 000	56,2	150 000 000	56,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	202 980 900	202 980 900	0	0	-202 980 900	-100	-202 980 900	-100
		Total Prog. 1016	885 045 979	885 045 979	748 141 019	748 141 019	-136 904 960	-15,5	-136 904 960	-15,5
	2050 Développement de l'Offre touristique	2 Dépenses de personnel	164 586 000	164 586 000	219 201 000	219 201 000	54 615 000	33,2	54 615 000	33,2
		3 Acquisition de biens et services	113 740 672	113 740 672	395 540 672	395 540 672	281 800 000	247,8	281 800 000	247,8
		4 Transferts courants	2 509 500 000	2 509 500 000	3 989 500 000	3 989 500 000	1 480 000 000	59,0	1 480 000 000	59,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	41 963 543 279	8 697 438 330	1 052 500 000	1 052 500 000	-40 911 043 279	-97,5	-7 644 938 330	-87,9
		6 Transferts en capital	3 519 000 000	3 519 000 000	2 288 008 436	2 288 008 436	-1 230 991 564	-35,0	-1 230 991 564	-35,0
	Total Prog. 2050	48 270 369 951	48 270 369 951	7 944 750 108	7 944 750 108	-40 325 619 843	-83,5	-7 059 514 894	-14,6	
	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	8 817 000	8 817 000	0	0	-8 817 000	-100	-8 817 000	-100
		3 Acquisition de biens et services	12 807 257	12 807 257	0	0	-12 807 257	-100	-12 807 257	-100
		4 Transferts courants	857 500 000	857 500 000	0	0	-857 500 000	-100	-857 500 000	-100
6 Transferts en capital		0	0	0	0	0	0	0	0	
Total Prog. 2051	879 124 257	879 124 257	0	0	-879 124 257	-100	-879 124 257	-100		
2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	16 289 000	16 289 000	0	0	-16 289 000	-100	-16 289 000	-100	
	3 Acquisition de biens et services	14 796 786	14 796 786	0	0	-14 796 786	-100	-14 796 786	-100	
	4 Transferts courants	3 909 096 156	3 909 096 156	0	0	-3 909 096 156	-100	-3 909 096 156	-100	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	90 844 435 764	13 711 174 500	0	0	-90 844 435 764	-100	-13 711 174 500	-100	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	6 Transferts en capital	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0	-1 000 000 000	-100	-1 000 000 000	-100
		Total Prog. 2052	95 784 617 706	95 784 617 706	0	0	-95 784 617 706	-100	-18 651 356 442	-19,5
	Total Section 49	145 819 157 893	35 419 791 680	8 692 891 127	8 692 891 127	-137 126 266 766	-94,0	-26 726 900 553	-75,5	
50 Ministère de l'Education Nationale	1017 Pilotage ministériel, gestion et coordination admi	2 Dépenses de personnel	97 788 507 900	97 788 507 900	127 265 155 220	127 265 155 220	29 476 647 320	30,1	29 476 647 320	30,1
		3 Acquisition de biens et services	23 858 796 507	23 858 796 507	26 922 587 297	26 922 587 297	3 063 790 790	12,8	3 063 790 790	12,8
		4 Transferts courants	1 007 572 000	1 007 572 000	1 487 929 000	1 487 929 000	480 357 000	47,7	480 357 000	47,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 236 206 513	1 236 206 513	2 736 206 513	2 737 196 513	1 500 000 000	121,3	1 500 990 000	121,4
		Total Prog. 1017	123 891 082 920	123 891 082 920	158 411 878 030	158 412 868 030	34 520 795 110	27,9	34 521 785 110	27,9
		2053 Education préscolaire	2 Dépenses de personnel	11 554 134 000	11 554 134 000	14 572 023 000	14 572 023 000	3 017 889 000	26,1	3 017 889 000
	3 Acquisition de biens et services		176 785 909	176 785 909	176 785 909	176 785 909	0	0	0	0
	4 Transferts courants		139 252 000	139 252 000	139 252 000	139 252 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2053		11 870 171 909	11 870 171 909	14 888 060 909	14 888 060 909	3 017 889 000	25,4	3 017 889 000	25,4
	2054 Enseignement Élémentaire	2 Dépenses de personnel	194 860 405 000	194 860 405 000	251 369 716 180	251 369 716 180	56 509 311 180	29,0	56 509 311 180	29,0
		3 Acquisition de biens et services	40 057 984 866	40 057 984 866	49 376 574 370	49 376 574 370	9 318 589 504	23,3	9 318 589 504	23,3
		4 Transferts courants	15 861 000 000	15 861 000 000	15 861 000 000	15 861 000 000	0	0	0	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	31 113 017 516	19 090 630 959	45 880 998 700	21 380 998 700	14 767 981 184	47,5	2 290 367 741	12,0
		6 Transferts en capital	302 000 000	302 000 000	302 000 000	302 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2054	282 194 407 382	282 194 407 382	362 790 289 250	338 290 289 250	80 595 881 868	28,6	68 118 268 425	24,1
	2055 Enseignement Moyen général	2 Dépenses de personnel	102 230 652 000	102 230 652 000	135 933 977 000	135 933 977 000	33 703 325 000	33,0	33 703 325 000	33,0
		3 Acquisition de biens et services	2 723 997 342	2 723 997 342	3 756 737 342	3 756 737 342	1 032 740 000	37,9	1 032 740 000	37,9
		4 Transferts courants	0	0	15 840 000	15 840 000	15 840 000	0	15 840 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	5 520 848 478	2 556 602 228	5 469 799 481	5 469 799 481	-51 048 997	-0,9	2 913 197 253	113,9



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
50 Ministère de l'Éducation Nationale	2055 Enseignement Moyen général	Total Prog. 2055	110 475 497 820	110 475 497 820	145 176 353 823	145 176 353 823	34 700 856 003	31,4	37 665 102 253	34,1	
	2056 Enseignement secondaire général	2 Dépenses de personnel	87 186 609 000	87 186 609 000	115 663 469 000	115 663 469 000	28 476 860 000	32,7	28 476 860 000	32,7	
		3 Acquisition de biens et services	1 752 701 843	1 752 701 843	1 752 701 843	1 752 701 843	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	596 700 000	596 700 000	596 700 000	596 700 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	15 484 003 030	1 706 000 000	1 706 000 000	1 706 000 000	-13 778 003 030	-89,0	0	0	
		Total Prog. 2056	105 020 013 873	105 020 013 873	119 718 870 843	119 718 870 843	14 698 856 970	14,0	28 476 860 000	27,1	
	2057 Education de base des jeunes et adultes	2 Dépenses de personnel	261 708 000	261 708 000	298 720 000	298 720 000	37 012 000	14,1	37 012 000	14,1	
		3 Acquisition de biens et services	448 201 333	448 201 333	448 201 333	448 201 333	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 050 000 000	1 050 000 000	50 000 000	5	50 000 000	5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	766 086 080	266 086 080	266 086 080	266 086 080	-500 000 000	-65,3	0	0	
		Total Prog. 2057	2 475 995 413	2 475 995 413	2 063 007 413	2 063 007 413	-412 988 000	-16,7	87 012 000	3,5	
	Total Section 50		635 927 169 317	606 662 533 480	803 048 460 268	778 549 450 268	167 121 290 951	26,3	171 886 916 788	28,3	
	52 Ministère des Sports	1018 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	660 107 140	660 107 140	901 723 740	901 723 740	241 616 600	36,6	241 616 600	36,6
			3 Acquisition de biens et services	761 131 628	761 131 628	1 119 331 628	1 119 331 628	358 200 000	47,1	358 200 000	47,1
			4 Transferts courants	330 000 000	330 000 000	330 000 000	330 000 000	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			300 000 000	100 000 000	100 000 000	100 000 000	-200 000 000	-66,7	0	0	
Total Prog. 1018			2 051 238 768	2 051 238 768	2 451 055 368	2 451 055 368	399 816 600	19,5	599 816 600	29,2	
2058 Développement des ressources humaines et de la formation		2 Dépenses de personnel	55 807 480	55 807 480	81 087 000	81 087 000	25 279 520	45,3	25 279 520	45,3	
		3 Acquisition de biens et services	159 379 651	159 379 651	235 379 651	235 379 651	76 000 000	47,7	76 000 000	47,7	
		4 Transferts courants	75 000 000	75 000 000	75 000 000	75 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 440 000 000	590 000 000	590 000 000	590 000 000	-3 850 000 000	-86,7	0	0	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
52 Ministère des Sports	2058 Développement des ressources humaines et de la formation	Total Prog. 2058	4 730 187 131	4 730 187 131	981 466 651	981 466 651	-3 748 720 480	-79,3	101 279 520	2,1
	2059 Développement de la Pratique et des Infrastructures sportive	2 Dépenses de personnel	198 297 440	198 297 440	213 634 000	213 634 000	15 336 560	7,7	15 336 560	7,7
		3 Acquisition de biens et services	6 239 190 883	6 239 190 883	6 021 980 585	6 021 980 585	-217 210 298	-3,5	-217 210 298	-3,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 449 265 455	24 074 334 066	13 764 231 951	13 714 231 951	-16 685 033 504	-54,8	-10 360 102 115	-43,0
		Total Prog. 2059	36 886 753 778	36 886 753 778	19 999 846 536	19 949 846 536	-16 886 907 242	-45,8	-10 561 975 853	-28,6
	Total Section 52	43 668 179 677	33 243 248 288	23 432 368 555	23 382 368 555	-20 235 811 122	-46,3	-9 860 879 733	-29,7	
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	1019 pilotage, coordination et gestion administrative	2 Dépenses de personnel	379 203 000	379 203 000	278 993 260	278 993 260	-100 209 740	-26,4	-100 209 740	-26,4
		3 Acquisition de biens et services	798 787 515	798 787 515	1 235 787 432	1 235 787 432	436 999 917	54,7	436 999 917	54,7
		4 Transferts courants	120 000 000	120 000 000	50 000 000	50 000 000	-70 000 000	-58,3	-70 000 000	-58,3
		Total Prog. 1019	1 297 990 515	1 297 990 515	1 564 780 692	1 564 780 692	266 790 177	20,6	266 790 177	20,6
	2061 Promotion & Valorisation Industries culturelles & créatives	2 Dépenses de personnel	529 139 000	529 139 000	562 106 000	562 106 000	32 967 000	6,2	32 967 000	6,2
		3 Acquisition de biens et services	429 805 307	429 805 307	465 233 307	465 233 307	35 428 000	8,2	35 428 000	8,2
		4 Transferts courants	5 507 352 279	5 507 352 279	5 983 352 279	5 983 352 279	476 000 000	8,6	476 000 000	8,6
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 248 000 000	1 310 000 000	1 310 000 000	1 310 000 000	-2 938 000 000	-69,2	0	0
		6 Transferts en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2061	12 714 296 586	12 714 296 586	10 320 691 586	10 320 691 586	-2 393 605 000	-18,8	544 395 000	4,3
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	3 Acquisition de biens et services	79 542 528	79 542 528	0	0	-79 542 528	-100	-79 542 528	-100
		4 Transferts courants	10 605 000 000	10 605 000 000	0	0	-10 605 000 000	-100	-10 605 000 000	-100
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 000 000 000	2 000 000 000	0	0	-30 000 000 000	-100	-2 000 000 000	-100
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total Prog. 2062	40 684 542 528	40 684 542 528	0	0	-40 684 542 528	-100	-12 684 542 528	-31,2



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	2063 Promotion et valorisation du Patrimoine culturel	2 Dépenses de personnel	123 043 000	123 043 000	122 558 500	122 558 500	-484 500	-0,4	-484 500	-0,4
		3 Acquisition de biens et services	253 929 173	253 929 173	253 929 173	253 929 173	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 303 646 000	1 303 646 000	1 503 646 000	1 503 646 000	200 000 000	15,3	200 000 000	15,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 288 500 000	2 288 500 000	4 409 500 000	4 409 500 000	2 121 000 000	92,7	2 121 000 000	92,7
		6 Transferts en capital	2 966 266 719	1 300 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	-1 566 266 719	-52,8	100 000 000	7,7
		Total Prog. 2063	6 935 384 892	6 935 384 892	7 689 633 673	7 689 633 673	754 248 781	10,9	2 420 515 500	34,9
	Total Section 53	61 632 214 521	29 027 947 802	19 575 105 951	19 575 105 951	-42 057 108 570	-68,2	-9 452 841 851	-32,6	
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	1020 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	11 617 888 553	11 617 888 553	10 357 694 352	10 357 694 352	-1 260 194 201	-10,8	-1 260 194 201	-10,8
		3 Acquisition de biens et services	13 553 215 978	13 553 215 978	14 815 517 500	14 815 517 500	1 262 301 522	9,3	1 262 301 522	9,3
		4 Transferts courants	16 874 299 000	16 874 299 000	14 764 299 000	14 764 299 000	-2 110 000 000	-12,5	-2 110 000 000	-12,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	30 950 990 188	15 782 035 188	5 261 168 169	5 261 168 169	-25 689 822 019	-83,0	-10 520 867 019	-66,7
		6 Transferts en capital	515 302 350	515 302 350	0	0	-515 302 350	-100	-515 302 350	-100
		Total Prog. 1020	73 511 696 069	73 511 696 069	45 198 679 021	45 198 679 021	-28 313 017 048	-38,5	-13 144 062 048	-17,9
	2064 Santé de base	2 Dépenses de personnel	16 850 611 992	16 850 611 992	23 318 235 859	23 318 235 859	6 467 623 867	38,4	6 467 623 867	38,4
		3 Acquisition de biens et services	1 806 552 654	1 806 552 654	3 459 721 132	3 459 721 132	1 653 168 478	91,5	1 653 168 478	91,5
		4 Transferts courants	4 777 000 000	4 777 000 000	9 878 680 000	9 878 680 000	5 101 680 000	106,8	5 101 680 000	106,8
		5 Investissements exécutés par l'Etat	95 952 199 123	93 402 199 123	77 459 451 905	77 459 451 905	-18 492 747 218	-19,3	-15 942 747 218	-17,1
		6 Transferts en capital	5 999 502 662	1 115 851 562	1 115 851 562	1 115 851 562	-4 883 651 100	-81,4	0	0
	Total Prog. 2064	125 385 866 431	125 385 866 431	115 231 940 458	115 231 940 458	-10 153 925 973	-8,1	-2 720 274 873	-2,2	
	2066 Santé de référence	2 Dépenses de personnel	19 049 179 540	19 049 179 540	23 304 831 934	23 304 831 934	4 255 652 394	22,3	4 255 652 394	22,3
3 Acquisition de biens et services		236 582 421	236 582 421	438 432 421	438 432 421	201 850 000	85,3	201 850 000	85,3	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense		1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
						VAL ABS	%	VAL ABS	%		
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2066 Santé de référence	4 Transferts courants	18 889 715 000	18 889 715 000	27 898 035 000	27 898 035 000	9 008 320 000	47,7	9 008 320 000	47,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	26 120 000 000	14 658 719 383	53 086 205 097	23 086 205 097	26 966 205 097	103,2	8 427 485 714	57,5	
		6 Transferts en capital	3 706 498 955	3 656 498 955	3 856 498 955	3 856 498 955	150 000 000	4,0	200 000 000	5,5	
		Total Prog. 2066	68 001 975 916	68 001 975 916	108 584 003 407	78 584 003 407	40 582 027 491	59,7	22 093 308 108	32,5	
	2067 Protection sociale	2 Dépenses de personnel	1 354 247 732	1 354 247 732	1 580 185 085	1 580 185 085	225 937 353	16,7	225 937 353	16,7	
		3 Acquisition de biens et services	728 236 404	728 236 404	751 039 204	751 039 204	22 802 800	3,1	22 802 800	3,1	
		4 Transferts courants	567 347 671	567 347 671	567 347 671	567 347 671	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	341 234 271	341 234 271	341 234 271	341 234 271	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	220 000 000	220 000 000	220 000 000	220 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2067	3 211 066 078	3 211 066 078	3 459 806 231	3 459 806 231	248 740 153	7,7	248 740 153	7,7	
	Total Section 54			270 110 604 494	235 996 717 777	272 474 429 117	242 474 429 117	2 363 824 623	0,9	6 477 711 340	2,7
	55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	1021 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	906 159 000	906 159 000	1 230 461 304	1 230 461 304	324 302 304	35,8	324 302 304	35,8
			3 Acquisition de biens et services	1 411 044 742	1 411 044 742	1 562 504 292	1 562 504 292	151 459 550	10,7	151 459 550	10,7
			4 Transferts courants	480 000 000	480 000 000	480 000 000	480 000 000	0	0	0	0
5 Investissements exécutés par l'Etat			90 650 000	90 650 000	90 650 000	90 650 000	0	0	0	0	
Total Prog. 1021			2 887 853 742	2 887 853 742	3 363 615 596	3 363 615 596	475 761 854	16,5	475 761 854	16,5	
2068 Education à la citoyenneté et promotion du volontariat		2 Dépenses de personnel	128 527 000	128 527 000	122 742 000	122 742 000	-5 785 000	-4,5	-5 785 000	-4,5	
		3 Acquisition de biens et services	30 657 398	30 657 398	30 657 398	30 657 398	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	3 503 782 800	3 503 782 800	36 240 332 800	4 900 332 800	32 736 550 000	934,3	1 396 550 000	39,9	
		Total Prog. 2068	3 662 967 198	3 662 967 198	36 393 732 198	5 053 732 198	32 730 765 000	893,6	1 390 765 000	38,0	
2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement		2 Dépenses de personnel	120 737 000	120 737 000	83 219 000	83 219 000	-37 518 000	-31,1	-37 518 000	-31,1	
		3 Acquisition de biens et services	392 654 418	392 654 418	392 654 418	392 654 418	0	0	0	0	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	2069 Protection sociale des jeunes et gestion de leur groupement	5 Investissements exécutés par l'Etat	575 400 000	575 400 000	575 400 000	575 400 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2069	1 088 791 418	1 088 791 418	1 051 273 418	1 051 273 418	-37 518 000	-3,4	-37 518 000	-3,4
	2070 Promotion socioéconomique des jeunes	2 Dépenses de personnel	0	0	10 307 000	10 307 000	10 307 000	0	10 307 000	0
		3 Acquisition de biens et services	20 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	2 150 000 000	2 150 000 000	2 050 000 000	2 050 000 000	-100 000 000	-4,7	-100 000 000	-4,7
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 217 687 935	4 217 687 935	22 920 256 741	6 074 136 694	18 702 568 806	443,4	1 856 448 759	44,0
		6 Transferts en capital	9 290 320 802	9 290 320 802	4 540 320 802	4 540 320 802	-4 750 000 000	-51,1	-4 750 000 000	-51,1
		Total Prog. 2070	15 678 008 737	15 678 008 737	29 540 884 543	12 694 764 496	13 862 875 806	88,4	-2 983 244 241	-19,0
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	0	0	28 315 000	28 315 000	28 315 000	0	28 315 000	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	32 266 246	32 266 246	32 266 246	0	32 266 246	0
		4 Transferts courants	0	0	10 000 000 000	10 000 000 000	10 000 000 000	0	10 000 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0	125 000 000	0
		Total Prog. 2103	0	0	10 185 581 246	10 185 581 246	10 185 581 246	0	10 185 581 246	0
	Total Section 55			23 317 621 095	23 317 621 095	80 535 087 001	32 348 966 954	57 217 465 906	245,4	9 031 345 859
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	1022 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	371 514 100	371 514 100	468 661 592	468 661 592	97 147 492	26,1	97 147 492	26,1
		3 Acquisition de biens et services	1 441 790 863	1 441 790 863	1 676 790 863	1 676 790 863	235 000 000	16,3	235 000 000	16,3
		4 Transferts courants	657 765 530	657 765 530	255 000 000	255 000 000	-402 765 530	-61,2	-402 765 530	-61,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	414 350 000	414 350 000	413 000 000	413 000 000	-1 350 000	-0,3	-1 350 000	-0,3
		Total Prog. 1022	2 885 420 493	2 885 420 493	2 813 452 455	2 813 452 455	-71 968 038	-2,5	-71 968 038	-2,5
	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	2 Dépenses de personnel	4 435 459 520	4 435 459 520	6 137 765 680	6 137 765 680	1 702 306 160	38,4	1 702 306 160	38,4
		3 Acquisition de biens et services	1 606 970 741	1 606 970 741	1 607 976 741	1 607 976 741	1 006 000	0,1	1 006 000	0,1
		4 Transferts courants	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	10 420 000 000	0	0	0	0



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	2071 Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	5 Investissements exécutés par l'Etat	7 173 900 707	7 173 900 707	7 376 275 000	7 376 275 000	202 374 293	2,8	202 374 293	2,8	
		6 Transferts en capital	231 000 000	231 000 000	231 000 000	231 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 2071	23 867 330 968	23 867 330 968	25 773 017 421	25 773 017 421	1 905 686 453	8,0	1 905 686 453	8,0	
	2072 Conservation de la biodiversité et gestion des AP	2 Dépenses de personnel	3 882 521 460	3 882 521 460	4 128 637 740	4 128 637 740	246 116 280	6,3	246 116 280	6,3	
		3 Acquisition de biens et services	655 155 355	655 155 355	664 155 355	664 155 355	9 000 000	1,4	9 000 000	1,4	
		4 Transferts courants	326 120 000	326 120 000	400 000 000	400 000 000	73 880 000	22,7	73 880 000	22,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 633 051 482	1 633 051 482	1 130 213 630	1 130 213 630	-502 837 852	-30,8	-502 837 852	-30,8	
		Total Prog. 2072	6 496 848 297	6 496 848 297	6 323 006 725	6 323 006 725	-173 841 572	-2,7	-173 841 572	-2,7	
	2073 Lutte contre les pollut, nuisanc et les effet néfast des CC	2 Dépenses de personnel	279 613 420	279 613 420	273 139 720	273 139 720	-6 473 700	-2,3	-6 473 700	-2,3	
		3 Acquisition de biens et services	398 420 032	398 420 032	398 420 032	398 420 032	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 066 051 911	4 066 051 911	31 700 929 807	3 200 929 807	27 634 877 896	679,6	-865 122 104	-21,3	
		Total Prog. 2073	4 744 085 363	4 744 085 363	32 372 489 559	3 872 489 559	27 628 404 196	582,4	-871 595 804	-18,4	
	Total Section 56		37 993 685 121	37 993 685 121	67 281 966 160	38 781 966 160	29 288 281 039	77,1	788 281 039	2,1	
	58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	1023 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	370 429 056	370 429 056	412 632 504	412 632 504	42 203 448	11,4	42 203 448	11,4
			3 Acquisition de biens et services	187 841 633	187 841 633	387 841 633	387 841 633	200 000 000	106,5	200 000 000	106,5
5 Investissements exécutés par l'Etat			299 390 760	299 390 760	310 890 760	310 890 760	11 500 000	3,8	11 500 000	3,8	
Total Prog. 1023			857 661 449	857 661 449	1 111 364 897	1 111 364 897	253 703 448	29,6	253 703 448	29,6	
2098 Famille et genre		2 Dépenses de personnel	162 736 160	162 736 160	152 478 240	152 478 240	-10 257 920	-6,3	-10 257 920	-6,3	
		3 Acquisition de biens et services	333 926 128	333 926 128	433 926 128	433 926 128	100 000 000	29,9	100 000 000	29,9	
		4 Transferts courants	477 498 400	477 498 400	477 498 400	477 498 400	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	27 305 125 832	10 066 559 119	10 462 464 802	10 462 464 802	-16 842 661 030	-61,7	395 905 683	3,9	
		Total Prog. 2098	28 279 286 520	28 279 286 520	11 526 367 570	11 526 367 570	-16 752 918 950	-59,2	485 647 763	1,7	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	2101 Enfance	2 Dépenses de personnel	112 187 000	112 187 000	118 717 000	118 717 000	6 530 000	5,8	6 530 000	5,8	
		3 Acquisition de biens et services	269 934 089	269 934 089	269 934 089	269 934 089	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	2 551 461 012	2 551 461 012	2 714 461 012	2 714 461 012	163 000 000	6,4	163 000 000	6,4	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 295 000 000	7 295 000 000	12 068 143 137	12 068 143 137	1 773 143 137	17,2	4 773 143 137	65,4	
		Total Prog. 2101	13 228 582 101	13 228 582 101	15 171 255 238	15 171 255 238	1 942 673 137	14,7	4 942 673 137	37,4	
	2110 Autonomie Economique des femmes	2 Dépenses de personnel	166 969 708	166 969 708	220 636 000	220 636 000	53 666 292	32,1	53 666 292	32,1	
		3 Acquisition de biens et services	130 125 382	130 125 382	130 125 382	130 125 382	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	1 000 000 000	1 000 000 000	1 400 000 000	1 400 000 000	400 000 000	40	400 000 000	40	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	4 709 800 100	2 692 300 575	1 230 000 000	1 230 000 000	-3 479 800 100	-73,9	-1 462 300 575	-54,3	
		Total Prog. 2110	6 006 895 190	6 006 895 190	2 980 761 382	2 980 761 382	-3 026 133 808	-50,4	-1 008 634 283	-16,8	
	Total Section 58			48 372 425 260	26 116 359 022	30 789 749 087	30 789 749 087	-17 582 676 173	-36,3	4 673 390 065	17,9
	59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	1024 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	6 803 739 678	6 803 739 678	1 639 588 504	1 639 588 504	-5 164 151 174	-75,9	-5 164 151 174	-75,9
			3 Acquisition de biens et services	1 522 685 991	1 522 685 991	1 822 685 991	1 822 685 991	300 000 000	19,7	300 000 000	19,7
4 Transferts courants			50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0	0	
Total Prog. 1024			8 376 425 669	8 376 425 669	3 512 274 495	3 512 274 495	-4 864 151 174	-58,1	-4 864 151 174	-58,1	
2077 Développement des offres de formation professionnelle et tec		2 Dépenses de personnel	17 316 094 840	17 316 094 840	24 032 229 000	24 032 229 000	6 716 134 160	38,8	6 716 134 160	38,8	
		3 Acquisition de biens et services	5 911 714 880	5 911 714 880	6 472 977 380	6 472 977 380	561 262 500	9,5	561 262 500	9,5	
		4 Transferts courants	940 637 600	940 637 600	1 169 395 000	1 169 395 000	228 757 400	24,3	228 757 400	24,3	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	10 041 345 461	10 041 345 461	14 808 010 136	14 808 010 136	4 766 664 675	47,5	4 766 664 675	47,5	
		6 Transferts en capital	30 200 000 000	30 200 000 000	30 200 000 000	30 200 000 000	0	0	0	0	
Total Prog. 2077		64 409 792 781	64 409 792 781	76 682 611 516	76 682 611 516	12 272 818 735	19,1	12 272 818 735	19,1		



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
							VAL ABS	%	VAL ABS	%	
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	2078 Développement de l'apprentissage	2 Dépenses de personnel	99 176 040	99 176 040	154 563 000	154 563 000	55 386 960	55,8	55 386 960	55,8	
		3 Acquisition de biens et services	29 990 130	29 990 130	29 990 130	29 990 130	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	405 000 000	405 000 000	405 000 000	405 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 425 000 000	2 425 000 000	4 925 000 000	4 925 000 000	2 500 000 000	103,1	2 500 000 000	103,1	
		6 Transferts en capital	0	0	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	150 000 000	0	
		Total Prog. 2078	2 959 166 170	2 959 166 170	5 664 553 130	5 664 553 130	2 705 386 960	91,4	2 705 386 960	91,4	
	2103 Développement de l'emploi	2 Dépenses de personnel	47 201 800	47 201 800	0	0	-47 201 800	-100	-47 201 800	-100	
		3 Acquisition de biens et services	47 266 246	47 266 246	0	0	-47 266 246	-100	-47 266 246	-100	
		4 Transferts courants	10 000 000 000	10 000 000 000	0	0	-10 000 000 000	-100	-10 000 000 000	-100	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	0	0	-125 000 000	-100	-125 000 000	-100	
		6 Transferts en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	
		Total Prog. 2103	10 219 468 046	10 219 468 046	0	0	-10 219 468 046	-100	-10 219 468 046	-100	
	Total Section 59			85 964 852 666	85 964 852 666	85 859 439 141	85 859 439 141	-105 413 525	-0,1	-105 413 525	-0,1
	60 Charges non Réparties	0010 DOTATION CHARGES NON REPARTIES	2 Dépenses de personnel	60 853 028 580	60 853 028 580	122 726 243 889	122 726 243 889	61 873 215 309	101,7	61 873 215 309	101,7
3 Acquisition de biens et services			74 743 602 000	74 743 602 000	86 883 001 486	86 883 001 486	12 139 399 486	16,2	12 139 399 486	16,2	
4 Transferts courants			69 523 283 779	69 523 283 779	269 381 274 458	269 381 274 458	199 857 990 679	287,5	199 857 990 679	287,5	
5 Investissements exécutés par l'Etat			32 500 000 000	32 500 000 000	42 074 118 373	42 074 118 373	9 574 118 373	29,5	9 574 118 373	29,5	
6 Transferts en capital			43 111 288 161	43 111 288 161	71 041 936 570	71 041 936 570	27 930 648 409	64,8	27 930 648 409	64,8	
Total Prog. 0010			280 731 202 520	280 731 202 520	592 106 574 776	592 106 574 776	311 375 372 256	110,9	311 375 372 256	110,9	
Total Section 60			280 731 202 520	280 731 202 520	592 106 574 776	592 106 574 776	311 375 372 256	110,9	311 375 372 256	110,9	
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	2 Dépenses de personnel	284 849 000	284 849 000	363 545 452	363 545 452	78 696 452	27,6	78 696 452	27,6	
		3 Acquisition de biens et services	671 568 220	671 568 220	818 621 820	818 621 820	147 053 600	21,9	147 053 600	21,9	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART		ECART		
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	1032 Pilotage gestion et coordination administrative	5 Investissements exécutés par l'Etat	261 000 000	261 000 000	261 000 000	261 000 000	0	0	0	0	
		6 Transferts en capital	550 000 000	550 000 000	550 000 000	550 000 000	0	0	0	0	
		Total Prog. 1032	1 767 417 220	1 767 417 220	1 993 167 272	1 993 167 272	225 750 052	12,8	225 750 052	12,8	
	2022 Coopération et Développement PPP et Appui Secteur privé	2 Dépenses de personnel	231 235 000	231 235 000	204 324 000	204 324 000	-26 911 000	-11,6	-26 911 000	-11,6	
		3 Acquisition de biens et services	598 081 035	598 081 035	576 581 035	576 581 035	-21 500 000	-3,6	-21 500 000	-3,6	
		4 Transferts courants	150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0	0	0	0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	147 556 000	147 556 000	5 187 552 100	5 187 552 100	5 039 996 100	3415,6	5 039 996 100	3415,6	
		6 Transferts en capital	5 389 475 335	5 389 475 335	21 119 475 335	21 119 475 335	15 730 000 000	291,9	15 730 000 000	291,9	
		Total Prog. 2022	6 516 347 370	6 516 347 370	27 237 932 470	27 237 932 470	20 721 585 100	318,0	20 721 585 100	318,0	
	2034 Economie productive compétitive et créatrice d'emplois	2 Dépenses de personnel	476 966 000	476 966 000	454 620 000	454 620 000	-22 346 000	-4,7	-22 346 000	-4,7	
		3 Acquisition de biens et services	1 384 916 481	1 384 916 481	1 481 192 307	1 481 192 307	96 275 826	7,0	96 275 826	7,0	
		4 Transferts courants	7 682 744 848	7 682 744 848	7 622 744 848	7 622 744 848	-60 000 000	-0,8	-60 000 000	-0,8	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	1 549 470 600	1 549 470 600	622 685 600	622 685 600	-926 785 000	-59,8	-926 785 000	-59,8	
		6 Transferts en capital	8 900 000 000	8 900 000 000	11 000 000 000	11 000 000 000	2 100 000 000	23,6	2 100 000 000	23,6	
		Total Prog. 2034	19 994 097 929	19 994 097 929	21 181 242 755	21 181 242 755	1 187 144 826	5,9	1 187 144 826	5,9	
	Total Section 61	28 277 862 519	28 277 862 519	50 412 342 497	50 412 342 497	22 134 479 978	78,3	22 134 479 978	78,3		
	62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1025 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	1 854 710 340	1 854 710 340	2 039 159 608	2 039 159 608	184 449 268	9,9	184 449 268	9,9
			3 Acquisition de biens et services	871 069 677	871 069 677	971 774 109	971 774 109	100 704 432	11,6	100 704 432	11,6
4 Transferts courants			29 142 000	29 142 000	1 999 992 000	1 999 992 000	1 970 850 000	6762,9	1 970 850 000	6762,9	
Total Prog. 1025			2 754 922 017	2 754 922 017	5 010 925 717	5 010 925 717	2 256 003 700	81,9	2 256 003 700	81,9	
2079 Productions animales		2 Dépenses de personnel	247 145 820	247 145 820	295 391 000	295 391 000	48 245 180	19,5	48 245 180	19,5	
	3 Acquisition de biens et services	155 521 554	155 521 554	152 621 554	152 621 554	-2 900 000	-1,9	-2 900 000	-1,9		



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2079 Productions animales	4 Transferts courants	770 000 000	770 000 000	2 240 000 000	2 240 000 000	1 470 000 000	190,9	1 470 000 000	190,9
		5 Investissements exécutés par l'Etat	19 268 858 434	19 268 858 434	69 344 360 856	18 024 360 856	50 075 502 422	259,9	-1 244 497 578	-6,5
		6 Transferts en capital	3 757 590 883	3 757 590 883	637 880 883	637 880 883	-3 119 710 000	-83,0	-3 119 710 000	-83,0
		Total Prog. 2079	24 199 116 691	24 199 116 691	72 670 254 293	21 350 254 293	48 471 137 602	200,3	-2 848 862 398	-11,8
	2080 Santé animale et Santé publique vétérinaire	2 Dépenses de personnel	139 692 260	139 692 260	155 625 460	155 625 460	15 933 200	11,4	15 933 200	11,4
		3 Acquisition de biens et services	229 790 721	229 790 721	229 572 185	229 572 185	-218 536	-0,1	-218 536	-0,1
		4 Transferts courants	56 421 465	56 421 465	56 421 465	56 421 465	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	1 426 256 279	1 426 256 279	1 250 000 000	1 250 000 000	-176 256 279	-12,4	-176 256 279	-12,4
		Total Prog. 2080	1 852 160 725	1 852 160 725	1 691 619 110	1 691 619 110	-160 541 615	-8,7	-160 541 615	-8,7
	2081 Mise en marché des produits animaux	2 Dépenses de personnel	63 227 700	63 227 700	76 628 700	76 628 700	13 401 000	21,2	13 401 000	21,2
		3 Acquisition de biens et services	12 885 831	12 885 831	11 585 831	11 585 831	-1 300 000	-10,1	-1 300 000	-10,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	196 872 078	196 872 078	294 000 000	294 000 000	97 127 922	49,3	97 127 922	49,3
		Total Prog. 2081	272 985 609	272 985 609	382 214 531	382 214 531	109 228 922	40,0	109 228 922	40,0
	Total Section 62		29 079 185 042	29 079 185 042	79 755 013 651	28 435 013 651	50 675 828 609	174,3	-644 171 391	-2,2
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	1026 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	283 960 380	283 960 380	266 167 504	266 167 504	-17 792 876	-6,3	-17 792 876	-6,3
		3 Acquisition de biens et services	187 214 333	187 214 333	287 214 333	287 214 333	100 000 000	53,4	100 000 000	53,4
		4 Transferts courants	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 1026	511 174 713	511 174 713	593 381 837	593 381 837	82 207 124	16,1	82 207 124	16,1
	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	2 Dépenses de personnel	34 578 000	34 578 000	25 691 500	25 691 500	-8 886 500	-25,7	-8 886 500	-25,7
		3 Acquisition de biens et services	0	0	79 542 528	79 542 528	79 542 528	0	79 542 528	0
		4 Transferts courants	0	0	12 214 000 000	12 214 000 000	12 214 000 000	0	12 214 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	0	2 000 000 000	0
		Total Prog. 2062	34 578 000	34 578 000	104 448 028	104 448 028	104 448 028	0	104 448 028	0



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense				
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		ECART				
		Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP			
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	2062 Développement et Encadrement du Secteur de la Communication	Total Prog. 2062	34 578 000	34 578 000	14 319 234 028	14 319 234 028	14 284 656 028	*****	14 284 656 028	*****	
	2083 Economie numérique	2 Dépenses de personnel	185 945 000	185 945 000	144 545 000	144 545 000	-41 400 000	-22,3	-41 400 000	-22,3	
		3 Acquisition de biens et services	61 610 651	61 610 651	61 610 651	61 610 651	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	3 750 000 000	3 750 000 000	5 650 000 000	5 650 000 000	1 900 000 000	50,7	1 900 000 000	50,7	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 844 495 635	13 844 495 635	83 427 020 000	4 285 000 000	69 582 524 365	502,6	-9 559 495 635	-69,0	
		6 Transferts en capital	3 119 000 000	3 119 000 000	2 819 000 000	2 819 000 000	-300 000 000	-9,6	-300 000 000	-9,6	
		Total Prog. 2083	20 961 051 286	20 961 051 286	92 102 175 651	12 960 155 651	71 141 124 365	339,4	-8 000 895 635	-38,2	
	2084 Secteur postal	2 Dépenses de personnel	31 479 000	31 479 000	33 581 000	33 581 000	2 102 000	6,7	2 102 000	6,7	
		3 Acquisition de biens et services	17 901 689	17 901 689	17 901 689	17 901 689	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	3 100 000 000	3 100 000 000	6 000 000 000	6 000 000 000	2 900 000 000	93,5	2 900 000 000	93,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	264 999 792	264 999 792	264 862 480	264 862 480	-137 312	-0,1	-137 312	-0,1	
		Total Prog. 2084	3 414 380 481	3 414 380 481	6 316 345 169	6 316 345 169	2 901 964 688	85,0	2 901 964 688	85,0	
	Total Section 63			24 921 184 480	24 921 184 480	113 331 136 685	34 189 116 685	88 409 952 205	354,8	9 267 932 205	37,2
	64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	1569 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	244 596 380	244 596 380	282 616 152	282 616 152	38 019 772	15,5	38 019 772	15,5
3 Acquisition de biens et services			486 775 701	486 775 701	686 775 701	686 775 701	200 000 000	41,1	200 000 000	41,1	
5 Investissements exécutés par l'Etat			104 956 500	104 956 500	104 956 500	104 956 500	0	0	0	0	
Total Prog. 1569			836 328 581	836 328 581	1 074 348 353	1 074 348 353	238 019 772	28,5	238 019 772	28,5	
2102 Promotion de la microfinance		2 Dépenses de personnel	23 838 000	23 838 000	20 080 000	20 080 000	-3 758 000	-15,8	-3 758 000	-15,8	
		3 Acquisition de biens et services	57 179 350	57 179 350	57 179 350	57 179 350	0	0	0	0	
		4 Transferts courants	863 000 000	863 000 000	1 363 000 000	1 363 000 000	500 000 000	57,9	500 000 000	57,9	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	9 051 713 305	9 051 713 305	9 346 306 305	9 346 306 305	294 593 000	3,3	294 593 000	3,3	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART					
			Budget		Source de financement		Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%		
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	2102 Promotion de la microfinance	6 Transferts en capital	791 249 514	791 249 514	791 249 514	791 249 514	0	0	0	0		
		Total Prog. 2102	10 786 980 169	10 786 980 169	11 577 815 169	11 577 815 169	790 835 000	7,3	790 835 000	7,3		
	2118 Promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS)	2 Dépenses de personnel	58 494 000	58 494 000	62 896 000	62 896 000	4 402 000	7,5	4 402 000	7,5		
		3 Acquisition de biens et services	214 598 039	214 598 039	214 598 039	214 598 039	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	500 000 000	500 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	500 000 000	100	500 000 000	100		
		Total Prog. 2118	773 092 039	773 092 039	1 277 494 039	1 277 494 039	504 402 000	65,2	504 402 000	65,2		
Total Section 64	12 396 400 789	12 396 400 789	13 929 657 561	13 929 657 561	1 533 256 772	12,4	1 533 256 772	12,4				
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	1027 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	300 902 000	300 902 000	999 447 000	999 447 000	698 545 000	232,2	698 545 000	232,2		
		3 Acquisition de biens et services	217 139 980	217 139 980	417 139 980	417 139 980	200 000 000	92,1	200 000 000	92,1		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000	300 000 000	700 000 000	700 000 000	-1 300 000 000	-65	400 000 000	133,3		
		6 Transferts en capital	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0	0	0		
		Total Prog. 1027	6 518 041 980	6 518 041 980	6 116 586 980	6 116 586 980	-401 455 000	-6,2	1 298 545 000	19,9		
	2085 Cohérence territoriale	2 Dépenses de personnel	55 748 000	55 748 000	49 881 000	49 881 000	-5 867 000	-10,5	-5 867 000	-10,5		
		3 Acquisition de biens et services	32 445 369	32 445 369	32 445 369	32 445 369	0	0	0	0		
		4 Transferts courants	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	1 715 000 000	0	0	0	0		
		5 Investissements exécutés par l'Etat	24 520 624 247	6 395 824 247	7 724 987 148	7 724 987 148	-16 795 637 099	-68,5	1 329 162 901	20,8		
		6 Transferts en capital	14 886 356 036	6 536 356 036	5 881 998 934	5 881 998 934	-9 004 357 102	-60,5	-654 357 102	-10,0		
	Total Prog. 2085	41 210 173 652	41 210 173 652	15 404 312 451	15 404 312 451	-25 805 861 201	-62,6	668 938 799	1,6			
	2086 Gouvernance territoriale	2 Dépenses de personnel	504 135 000	504 135 000	533 025 000	533 025 000	28 890 000	5,7	28 890 000	5,7		
		3 Acquisition de biens et services	359 239 739	359 239 739	395 085 268	395 085 268	35 845 529	10	35 845 529	10		
		4 Transferts courants	900 000 000	900 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	550 000 000	61,1	550 000 000	61,1		
5 Investissements exécutés par l'Etat		1 597 476 266	1 597 476 266	4 062 443 820	4 062 443 820	2 464 967 554	154,3	2 464 967 554	154,3			



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Source de financement				Catégories de dépense			
			Budget		Ressources internes et ressources externes		1-2-3-4-5-6			
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes					
			Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		AE		CP	
		AE	CP	AE	CP	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	2086 Gouvernance territoriale	Total Prog. 2086	3 360 851 005	3 360 851 005	6 440 554 088	6 440 554 088	3 079 703 083	91,6	3 079 703 083	91,6
	2087 Financement du développement territorial	2 Dépenses de personnel	39 068 000	39 068 000	38 315 000	38 315 000	-753 000	-1,9	-753 000	-1,9
		3 Acquisition de biens et services	83 919 556	83 919 556	83 919 356	83 919 356	-200	0	-200	0
		4 Transferts courants	33 725 000 000	33 725 000 000	36 156 893 371	36 156 893 371	2 431 893 371	7,2	2 431 893 371	7,2
		5 Investissements exécutés par l'Etat	72 112 150	72 112 150	72 112 150	72 112 150	0	0	0	0
		6 Transferts en capital	62 006 671 582	62 006 671 582	64 883 433 149	64 883 433 149	2 876 761 567	4,6	2 876 761 567	4,6
	Total Prog. 2087	95 926 771 288	95 926 771 288	101 234 673 026	101 234 673 026	5 307 901 738	5,5	5 307 901 738	5,5	
Total Section 65	147 015 837 925	118 841 037 925	129 196 126 545	129 196 126 545	-17 819 711 380	-12,1	10 355 088 620	8,7		
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	1028 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	434 236 216	434 236 216	446 148 504	446 148 504	11 912 288	2,7	11 912 288	2,7
		3 Acquisition de biens et services	205 217 782	205 217 782	755 217 782	755 217 782	550 000 000	268,0	550 000 000	268,0
		4 Transferts courants	1 600 000 000	1 600 000 000	1 450 000 000	1 450 000 000	-150 000 000	-9,4	-150 000 000	-9,4
		Total Prog. 1028	2 239 453 998	2 239 453 998	2 651 366 286	2 651 366 286	411 912 288	18,4	411 912 288	18,4
	2088 Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau	2 Dépenses de personnel	152 613 000	152 613 000	177 928 000	177 928 000	25 315 000	16,6	25 315 000	16,6
		3 Acquisition de biens et services	65 227 691	65 227 691	65 227 691	65 227 691	0	0	0	0
		4 Transferts courants	3 252 653 470	3 252 653 470	3 452 653 470	3 452 653 470	200 000 000	6,1	200 000 000	6,1
		5 Investissements exécutés par l'Etat	48 209 566 343	13 332 223 300	35 266 994 211	16 509 274 021	-12 942 572 132	-26,8	3 177 050 721	23,8
		6 Transferts en capital	350 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	0	0	0
	Total Prog. 2088	52 030 060 504	52 030 060 504	39 312 803 372	20 555 083 182	-12 717 257 132	-24,4	3 402 365 721	6,5	
	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	2 Dépenses de personnel	220 449 000	220 449 000	213 404 000	213 404 000	-7 045 000	-3,2	-7 045 000	-3,2
		3 Acquisition de biens et services	217 948 304	217 948 304	224 448 304	224 448 304	6 500 000	3,0	6 500 000	3,0
		4 Transferts courants	1 700 000 000	1 700 000 000	2 100 000 000	2 100 000 000	400 000 000	23,5	400 000 000	23,5



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	2089 Programme d'Accès à l'Eau Potable	5 Investissements exécutés par l'Etat	194 793 767 440	32 525 999 158	114 936 704 549	29 385 957 373	-79 857 062 891	-41,0	-3 140 041 785	-9,7
		6 Transferts en capital	8 675 000 000	8 675 000 000	13 778 728 130	12 778 728 130	5 103 728 130	58,8	4 103 728 130	47,3
		Total Prog. 2089	205 607 164 744	205 607 164 744	131 253 284 983	44 702 537 807	-74 353 879 761	-36,2	1 363 141 345	0,7
	2090 Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux Pluviales	2 Dépenses de personnel	277 200 800	277 200 800	338 865 000	338 865 000	61 664 200	22,2	61 664 200	22,2
		3 Acquisition de biens et services	171 095 000	171 095 000	171 095 000	171 095 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	0	0	120 000 000	120 000 000	120 000 000	0	120 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	204 612 962 052	52 576 431 523	131 977 623 776	49 420 849 515	-72 635 338 276	-35,5	-3 155 582 008	-6,0
		6 Transferts en capital	12 518 713 000	12 518 713 000	14 386 979 000	13 786 979 000	1 868 266 000	14,9	1 268 266 000	10,1
		Total Prog. 2090	217 579 970 852	217 579 970 852	146 994 562 776	63 837 788 515	-70 585 408 076	-32,4	-1 705 651 808	-0,8
	Total Section 68	477 456 650 098	128 275 008 244	320 212 017 417	131 746 775 790	-157 244 632 681	-32,9	3 471 767 546	2,7	
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	1570 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	111 307 000	111 307 000	118 884 000	118 884 000	7 577 000	6,8	7 577 000	6,8
		3 Acquisition de biens et services	360 585 500	360 585 500	361 875 000	361 875 000	1 289 500	0,4	1 289 500	0,4
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	215 000 000	215 000 000	215 000 000	0	215 000 000	0
		Total Prog. 1570	471 892 500	471 892 500	695 759 000	695 759 000	223 866 500	47,4	223 866 500	47,4
	2121 Développement de l'artisanat	2 Dépenses de personnel	163 424 000	163 424 000	216 912 000	216 912 000	53 488 000	32,7	53 488 000	32,7
		3 Acquisition de biens et services	61 345 000	61 345 000	61 345 000	61 345 000	0	0	0	0
		4 Transferts courants	1 374 712 200	1 374 712 200	1 419 712 200	1 419 712 200	45 000 000	3,3	45 000 000	3,3
		5 Investissements exécutés par l'Etat	650 000 000	650 000 000	700 000 000	700 000 000	50 000 000	7,7	50 000 000	7,7
		6 Transferts en capital	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	0	0	0	0
		Total Prog. 2121	5 249 481 200	5 249 481 200	5 397 969 200	5 397 969 200	148 488 000	2,8	148 488 000	2,8
2122 Transformation Encadrement Economie informelle	3 Acquisition de biens et services	52 000 000	52 000 000	150 710 500	150 710 500	98 710 500	189,8	98 710 500	189,8	
	5 Investissements exécutés par l'Etat	300 000 000	300 000 000	600 000 000	600 000 000	300 000 000	100	300 000 000	100	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget		Source de financement				Catégories de dépense				
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6				
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	2122 Transformation Encadrement Economie informelle	Total Prog. 2122	352 000 000	352 000 000	750 710 500	750 710 500	398 710 500	113,3	398 710 500	113,3
Total Section 71			6 073 373 700	6 073 373 700	6 844 438 700	6 844 438 700	771 065 000	12,7	771 065 000	12,7
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	1571 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	3 Acquisition de biens et services	0	0	350 000 000	350 000 000	350 000 000	0	350 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	202 980 000	202 980 000	202 980 000	0	202 980 000	0
		Total Prog. 1571	0	0	552 980 000	552 980 000	552 980 000	0	552 980 000	0
	2051 développement de la Sécurité et de la Sureté du Transport aer	2 Dépenses de personnel	0	0	9 189 000	9 189 000	9 189 000	0	9 189 000	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	12 807 257	12 807 257	12 807 257	0	12 807 257	0
		4 Transferts courants	0	0	787 500 000	787 500 000	787 500 000	0	787 500 000	0
		Total Prog. 2051	0	0	809 496 257	809 496 257	809 496 257	0	809 496 257	0
	2052 Développement des infrastructures aéroportuaires	2 Dépenses de personnel	0	0	14 229 000	14 229 000	14 229 000	0	14 229 000	0
		3 Acquisition de biens et services	0	0	64 796 786	64 796 786	64 796 786	0	64 796 786	0
		4 Transferts courants	0	0	2 500 000 000	2 500 000 000	2 500 000 000	0	2 500 000 000	0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	0	0	4 211 174 500	4 211 174 500	4 211 174 500	0	4 211 174 500	0
		6 Transferts en capital	0	0	2 225 000 000	2 225 000 000	2 225 000 000	0	2 225 000 000	0
		Total Prog. 2052	0	0	9 015 200 286	9 015 200 286	9 015 200 286	0	9 015 200 286	0
Total Section 73			0	0	10 377 676 543	10 377 676 543	10 377 676 543	0	10 377 676 543	0
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	1029 Pilotage, Gestion et Coordination administrative	2 Dépenses de personnel	401 942 800	401 942 800	388 477 152	388 477 152	-13 465 648	-3,4	-13 465 648	-3,4
		3 Acquisition de biens et services	3 896 408 187	3 896 408 187	5 226 700 826	5 226 700 826	1 330 292 639	34,1	1 330 292 639	34,1
		4 Transferts courants	340 000 000	340 000 000	200 000 000	200 000 000	-140 000 000	-41,2	-140 000 000	-41,2
		Total Prog. 1029	4 638 350 987	4 638 350 987	5 815 177 978	5 815 177 978	1 176 826 991	25,4	1 176 826 991	25,4
	2091 Education supérieure	2 Dépenses de personnel	112 005 820	112 005 820	137 719 000	137 719 000	25 713 180	23,0	25 713 180	23,0
	3 Acquisition de biens et services	220 834 748	220 834 748	220 834 748	220 834 748	0	0	0	0	



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART				
			Budget		Source de financement		Catégories de dépense				
			Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor		Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6		
			AE	CP	AE	CP	AE		CP		
			VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	VAL ABS	%	
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	2091 Education supérieure	4 Transferts courants	82 855 201 844	82 855 201 844	91 929 701 204	91 929 701 204	9 074 499 360	11,0	9 074 499 360	11,0	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	65 755 356 226	21 214 149 770	63 740 278 094	38 240 278 094	-2 015 078 132	-3,1	17 026 128 324	80,3	
		6 Transferts en capital	36 033 111 712	36 033 111 712	18 294 734 414	18 294 734 414	-17 738 377 298	-49,2	-17 738 377 298	-49,2	
		Total Prog. 2091	184 976 510 350	184 976 510 350	174 323 267 460	148 823 267 460	-10 653 242 890	-5,8	8 387 963 566	4,5	
	2092 Oeuvres sociales universitaires	2 Dépenses de personnel	48 780 300	48 780 300	41 059 000	41 059 000	-7 721 300	-15,8	-7 721 300	-15,8	
		3 Acquisition de biens et services	133 999 989	133 999 989	133 999 898	133 999 898	-91	0	-91	0	
		4 Transferts courants	85 798 337 000	85 798 337 000	97 348 337 000	97 348 337 000	11 550 000 000	13,5	11 550 000 000	13,5	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	79 289 189 505	14 132 189 505	52 961 677 689	6 429 677 689	-26 327 511 816	-33,2	-7 702 511 816	-54,5	
		6 Transferts en capital	13 000 000 000	13 000 000 000	4 000 000 000	4 000 000 000	-9 000 000 000	-69,2	-9 000 000 000	-69,2	
		Total Prog. 2092	178 270 306 794	178 270 306 794	154 485 073 587	107 953 073 587	-23 785 233 207	-13,3	-5 160 233 207	-2,9	
	Total Section 75		367 885 168 131	258 186 961 675	334 623 519 025	262 591 519 025	-33 261 649 106	-9,0	4 404 557 350	1,7	
	83 Ministère des Mines et de la Géologie	1566 Pilotage, Coordination et Gestion administrative	2 Dépenses de personnel	250 854 000	250 854 000	312 794 584	312 794 584	61 940 584	24,7	61 940 584	24,7
			3 Acquisition de biens et services	212 648 579	212 648 579	419 391 679	419 391 679	206 743 100	97,2	206 743 100	97,2
4 Transferts courants			818 000 000	818 000 000	818 000 000	818 000 000	0	0	0	0	
5 Investissements exécutés par l'Etat			281 850 000	281 850 000	282 000 000	282 000 000	150 000	0,1	150 000	0,1	
Total Prog. 1566			1 563 352 579	1 563 352 579	1 832 186 263	1 832 186 263	268 833 684	17,2	268 833 684	17,2	
2115 Mines			2 Dépenses de personnel	132 898 000	132 898 000	154 474 000	154 474 000	21 576 000	16,2	21 576 000	16,2
		3 Acquisition de biens et services	223 045 084	223 045 084	223 044 704	223 044 704	-380	0	-380	0	
		4 Transferts courants	200 000 000	200 000 000	3 300 000 000	3 300 000 000	3 100 000 000	1550	3 100 000 000	1550	
		5 Investissements exécutés par l'Etat	200 000 000	200 000 000	600 000 000	600 000 000	400 000 000	200	400 000 000	200	
6 Transferts en capital		3 700 000 000	3 700 000 000	0	0	-3 700 000 000	-100	-3 700 000 000	-100		
Total Prog. 2115	4 455 943 084	4 455 943 084	4 277 518 704	4 277 518 704	-178 424 380	-4,0	-178 424 380	-4,0			



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			Source de financement		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense		1-2-3-4-5-6	
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
						VAL ABS	%	VAL ABS	%	
83 Ministère des Mines et de la Géologie	2116 Géologie	2 Dépenses de personnel	41 440 000	41 440 000	37 335 000	37 335 000	-4 105 000	-9,9	-4 105 000	-9,9
		3 Acquisition de biens et services	31 160 039	31 160 039	31 160 039	31 160 039	0	0	0	0
		4 Transferts courants	906 630 000	906 630 000	1 006 630 000	1 006 630 000	100 000 000	11,0	100 000 000	11,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	535 481 000	535 481 000	860 000 000	860 000 000	324 519 000	60,6	324 519 000	60,6
		Total Prog. 2116	1 514 711 039	1 514 711 039	1 935 125 039	1 935 125 039	420 414 000	27,8	420 414 000	27,8
Total Section 83			7 534 006 702	7 534 006 702	8 044 830 006	8 044 830 006	510 823 304	6,8	510 823 304	6,8
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé Sociale et Territoriale	1035 COORDINATION ET GESTION ADMINISTRATIVE	2 Dépenses de personnel	336 204 000	336 204 000	2 167 396 060	2 167 396 060	1 831 192 060	544,7	1 831 192 060	544,7
		3 Acquisition de biens et services	366 609 732	366 609 732	653 581 489	653 581 489	286 971 757	78,3	286 971 757	78,3
		4 Transferts courants	215 000 000	215 000 000	415 000 000	415 000 000	200 000 000	93,0	200 000 000	93,0
		5 Investissements exécutés par l'Etat	125 000 000	125 000 000	24 500 000	24 500 000	-100 500 000	-80,4	-100 500 000	-80,4
		Total Prog. 1035	1 042 813 732	1 042 813 732	3 260 477 549	3 260 477 549	2 217 663 817	212,7	2 217 663 817	212,7
	2105 DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET EQUITE TERRITORIALE	2 Dépenses de personnel	242 747 000	242 747 000	300 087 000	300 087 000	57 340 000	23,6	57 340 000	23,6
		3 Acquisition de biens et services	168 793 711	168 793 711	173 072 332	173 072 332	4 278 621	2,5	4 278 621	2,5
		5 Investissements exécutés par l'Etat	13 500 000 000	13 500 000 000	11 500 000 000	11 500 000 000	-2 000 000 000	-14,8	-2 000 000 000	-14,8
		6 Transferts en capital	48 385 514 286	48 385 514 286	171 269 835 530	42 507 714 286	122 884 321 244	254,0	-5 877 800 000	-12,1
		Total Prog. 2105	62 297 054 997	62 297 054 997	183 242 994 862	54 480 873 618	120 945 939 865	194,1	-7 816 181 379	-12,5
	2108 EQUITE SOCIALE	2 Dépenses de personnel	30 542 000	30 542 000	15 587 000	15 587 000	-14 955 000	-49,0	-14 955 000	-49,0
		3 Acquisition de biens et services	27 047 522	27 047 522	22 500 000	22 500 000	-4 547 522	-16,8	-4 547 522	-16,8
		4 Transferts courants	23 800 000 000	23 800 000 000	28 050 000 000	28 050 000 000	4 250 000 000	17,9	4 250 000 000	17,9
5 Investissements exécutés par l'Etat		3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	3 560 000 000	0	0	0	0	
6 Transferts en capital		35 500 000 000	35 500 000 000	35 750 000 000	35 750 000 000	250 000 000	0,7	250 000 000	0,7	
Total Prog. 2108	62 917 589 522	62 917 589 522	67 398 087 000	67 398 087 000	4 480 497 478	7,1	4 480 497 478	7,1		



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREDITS AE/CP PAR MINISTERE/INSTITUTION, PROGRAMME ET CATEGORIE DE DEPENSE

Budget			Source de financement				Catégories de dépense			
Budget Général et Comptes Spéciaux du Trésor			Ressources internes et ressources externes				1-2-3-4-5-6			
Ministère/Institution (Section)	Programme	Catégorie dépense	Crédits inscrits LFI 2022		Projet LFI 2023 - Crédits inscrits		ECART			
			AE	CP	AE	CP	AE		CP	
							VAL ABS	%	VAL ABS	%
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé Sociale et Territoriale	Total Section 84		126 257 458 251	126 257 458 251	253 901 559 411	125 139 438 167	127 644 101 160	101,1	-1 118 020 084	-0,9
TOTAL GENERAL			6 729 138 834 965	4 394 715 000 000	7 247 744 706 030	5 141 884 000 000	518 605 871 065	7,7	747 169 000 000	17,0

Activer Windows
Accédez aux paramètres pour activer Windows

ANNEXE IV : DEFICIT STANDARD

En milliards de FCFA	LFI 2023		% PIB
Ressources	3919,5		
Recettes ordinaires hors dons	3640,5		
Recettes fiscales		3486,7	
Recettes non fiscales		153,8	
Recettes exceptionnelles			
Dons budgétaires	46,7		
Dons en capital	232,3		
Tirages sur subventions			
Charges	4965,0		
Dette publique (intérêt + commissions)		424,3	
Intérêts et commission dette extérieure			
Intérêts et commission dette intérieure			
Dépenses de personnel		1273,0	
Autres dépenses courantes		1679,4	
Dépenses en capital sur ressources internes		920,3	
Dépenses en capital sur ressources externes		667,9	
Prêts rétrocédés			
	-		
DEFICIT BUDGETAIRE GLOBAL	1045,5		-5,5%
PIB 2022			19 008,7

ANNEXE V : RESERVE DE PRECAUTION

LIBELLE SECTION	LIBELLE CHAPITRE	MONTANT
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA RN1 TAMBA KIDIRA BAKEL : TRONCON TAMBA GOUDIRI- TRONCON GOUDIRI KIDIRA BAKEL	1 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER / TAXE D'USAGE DE LA ROUTE (TUR)	10 500 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	REHABILITATION DE LA ROUTE FATICK FOUNDIUGNE PASSY KAFFRINE MBACKE	1 000 000 000
Ministère des Finances et du Budget	PROGRAMME DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DES DOUANES (PROMAD)	5 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION DE RESIDENCES UNIVERSITAIRES	2 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE GOUVERNANCE ET DE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (PGFESR)	1 500 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	CONSTRUCTION UNIVERSITTE AMADOU MAHTAR MBOW (UAM)	1 500 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROGRAMME SPECIALE D'AMELIORATION DE LA DESSERTE EN EAU POTABLE DE DAKAR ET D'AUTRES LOCALITES (PSDAK)	1 500 000 000
Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	1 000 000 000
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	PROJET DE RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION 2023	4 000 000 000
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	1 000 000 000
Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS)	7 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	SECOND COMPACT MCA SENEGAL/ENERGIE	7 000 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROGRAMME NATIONAL D'ECLAIRAGE PUBLIC (EX PROJET D'INSTALLATION DE 100 000 LAMPADAIRES SOLAIRES)	2 500 000 000
Ministère du Pétrole et des Energies	PROJET DE PROMOTION DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE ET DE L'ACCES A L'ENERGIE	5 000 000 000
Ministère des Sports	PROJET DE CONSTRUCTION DE 4 STADES (LEOPOLD SEDAR SENGHOR, LAMINE GUEYE, ELIMANEL FALL ET ALINE SITOE DIATTA)	5 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET DE DEPOLLUTION DE LA BAIE DE HANN	7 000 000 000
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	PROJET EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (PEAMIR)	2 000 000 000
Présidence de la République	PROJET DE REALISATION DU CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET D'INNOVATION DE LA DER	2 500 000 000
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	FONDS DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	2 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION D'UNE ROCADE DE DESENCLAVEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR	5 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT DE DIMAT	5 000 000 000
Ministère de l'Agriculture, de l'Equipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	FEED THE FUTURE SÉNÉGAL/ NAAFOORE WARSAAJ+ DUNDEL SOUF	7 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE SENOBA-ZIGUINCHOR ET LA CONSTRUCTION D'UNE ROCADE DE DESENCLAVEMENT DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR	3 000 000 000
TOTAL RESERVES DE PRECAUTION		90 000 000 000

ANNEXE VI: SERVICE PREVISIONNEL DE LA DETTE

Montants en milliards de francs CFA

TYPES DE DETTE	2 023		
	Principal	I & C	TOTAL
MULTILATERAUX	199,3	59,4	258,8
IDA/BIRD	46,2	23,9	70,2
BEI/FED	5,4	2,3	7,7
BAD/FAD	20,4	7,0	27,5
OPEP/BADEA/BID	68,9	9,1	78,0
AUTRES	58,3	17,1	75,4
BILATERAUX	243,9	60,9	304,8
PAYS DE L'OCDE	80,5	12,9	93,5
PAYS ARABES	17,9	4,0	21,9
AUTRES	145,4	43,9	189,4
CREDITS A L'EXPORTATION	72,0	11,8	83,8
COMMERCIALE	297,0	146,1	443,0
EUROBOND	-00	137,3	137,3
CTITIE	121,4	1,6	122,9
AFREXIMBANK	16,4	2,4	18,8
SCBANK	159,2	4,8	164,0
INTERÊTS SUR TIRAGES FUTURES		11,0	11,0
TOTAL DETTE EXTERIEURE	812,2	289,2	1 101,3
Rachat DTS FMI	44,3	5,6	50,0
Autres Emprunts LT	19,4	1,9	21,3
Obligations du Trésor par Adjudication	298,7	114,1	412,8
Bons du Trésor par Adjudication	50,6		50,6
Obligations du trésor par les sukuk	25,0	5,7	30,7
Obligations par Appel Publique à L'Épargne	19,5	2,3	21,8
Intérêts et commission sur émissions futures		5,4	5,4
TOTAL DETTE INTERIEURE	457,5	135,1	592,6
TOTAL GENERAL SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	1 269,6	424,3	1 693,9

ANNEXE VII : TABLAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE HORS CST

Republique du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes												
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense													
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total			
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
10 Dette Publique	424 325 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	424 325 000 000	424 325 000 000
21 Présidence de la République	0	12 354 292 000	8 759 515 944	8 759 515 944	37 726 780 317	37 726 780 317	614 077 501	614 077 501	11 727 643 646	11 727 643 646	71 182 309 408	71 182 309 408	71 182 309 408	71 182 309 408
22 Assemblée Nationale	0	0	0	0	19 158 015 137	19 158 015 137	0	0	1 600 000 000	1 600 000 000	20 758 015 137	20 758 015 137	20 758 015 137	20 758 015 137
24 Conseil Economique Social et Environnemental	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	0	0	0	0	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	0	544 028 000	0	0	600 000 000	600 000 000	0	0	0	0	1 144 028 000	1 144 028 000	1 144 028 000	1 144 028 000
27 Cour Suprême	0	1 415 088 622	0	0	1 900 000 000	1 900 000 000	0	0	0	0	3 315 088 622	3 315 088 622	3 315 088 622	3 315 088 622
28 Cour des Comptes	0	2 631 755 084	0	0	6 968 453 695	6 968 453 695	0	0	930 772 796	930 772 796	10 530 981 575	10 530 981 575	10 530 981 575	10 530 981 575
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	0	0	0	0	7 560 000 000	7 560 000 000	0	0	1 600 000 000	1 600 000 000	9 160 000 000	9 160 000 000	9 160 000 000	9 160 000 000
30 Primature	0	3 416 590 000	4 171 138 296	4 171 138 296	7 587 924 496	7 587 924 496	5 003 671 077	5 003 671 077	9 272 596 366	9 272 596 366	29 451 920 235	29 451 920 235	29 451 920 235	29 451 920 235
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0	26 273 840 145	35 553 252 948	35 553 252 948	4 500 363 950	4 500 363 950	2 759 233 352	2 759 233 352	3 270 000 000	3 270 000 000	72 356 690 396	72 356 690 396	72 356 690 396	72 356 690 396
32 Ministère des Forces Armées	0	168 647 147 848	56 530 798 301	56 530 798 301	3 560 000 000	3 560 000 000	79 740 856 614	23 170 402 696	204 748 237 678	20 287 621 000	513 227 040 441	272 195 969 845	272 195 969 845	272 195 969 845
33 Ministère de l'Intérieur	0	107 859 054 007	20 933 900 214	20 933 900 214	28 971 619 060	28 971 619 060	141 815 923 378	14 000 279 045	10 927 206 000	8 141 700 000	310 507 702 659	179 906 552 326	179 906 552 326	179 906 552 326
34 Ministère de la Justice	0	24 174 958 316	11 327 632 593	11 327 632 593	10 760 000 000	10 760 000 000	8 916 907 824	5 116 907 824	25 200 000 000	25 200 000 000	80 379 498 733	76 579 498 733	76 579 498 733	76 579 498 733
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur P	0	1 835 532 476	1 402 172 374	1 402 172 374	995 000 000	995 000 000	5 447 992 724	2 138 139 600	0	0	9 680 697 574	6 370 844 450	6 370 844 450	6 370 844 450
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Instit	0	1 069 675 420	2 269 303 614	2 269 303 614	1 350 000 000	1 350 000 000	1 150 000 000	1 150 000 000	0	0	5 838 979 034	5 838 979 034	5 838 979 034	5 838 979 034
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	0	1 481 625 684	846 919 275	846 919 275	10 527 451 300	10 527 451 300	29 368 000 000	4 868 000 000	2 250 000 000	2 250 000 000	44 473 996 259	19 973 996 259	19 973 996 259	19 973 996 259
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenc	0	862 815 584	958 574 795	958 574 795	36 290 000 000	36 290 000 000	772 828 148 414	125 479 958 741	114 138 975 110	114 138 975 110	925 078 513 903	277 730 324 230	277 730 324 230	277 730 324 230
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Equipe	0	3 103 327 516	1 669 900 774	1 669 900 774	49 762 681 348	49 762 681 348	130 260 113 792	72 334 724 142	83 612 512 148	60 760 000 000	268 408 535 578	187 630 633 780	187 630 633 780	187 630 633 780

Le Système Support du Budget Programme - SYSDUDGEP



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
43 Ministère des Finances et du Budget	0	33 471 594 071	13 487 033 105	13 487 033 105	34 490 468 265	34 490 468 265	39 726 498 223	23 076 981 973	74 251 044 853	74 251 044 853	195 426 638 517	178 777 122 267
44 Ministère du Pétrole et des Energies	0	560 133 756	617 368 027	617 368 027	155 259 681 000	155 259 681 000	152 057 811 273	75 258 309 285	5 140 500 000	5 140 500 000	313 635 494 056	236 835 992 068
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	0	1 968 577 744	1 451 294 437	1 451 294 437	106 420 665 718	106 420 665 718	10 090 158 480	8 090 158 480	12 805 000 000	4 305 000 000	132 735 696 379	122 235 696 379
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	0	1 559 723 228	4 487 071 280	4 487 071 280	52 695 680 052	52 695 680 052	17 874 983 282	17 874 983 282	8 722 886 354	8 722 886 354	85 340 344 196	85 340 344 196
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Entreprises	0	319 324 580	541 664 440	541 664 440	3 078 380 000	3 078 380 000	225 675 736 800	6 088 727 450	2 277 000 000	2 277 000 000	231 892 105 820	12 305 096 470
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	0	550 440 940	812 441 751	812 441 751	3 989 500 000	3 989 500 000	1 052 500 000	1 052 500 000	2 288 008 436	2 288 008 436	8 692 891 127	8 692 891 127
50 Ministère de l'Education Nationale	0	645 103 060 400	82 433 588 094	82 433 588 094	19 150 721 000	19 150 721 000	56 059 090 774	31 560 080 774	302 000 000	302 000 000	803 048 460 268	778 549 450 268
52 Ministère des Sports	0	1 196 444 740	7 376 691 864	7 376 691 864	405 000 000	405 000 000	14 454 231 951	14 404 231 951	0	0	23 432 368 555	23 382 368 555
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	0	963 657 760	1 954 949 912	1 954 949 912	7 536 998 279	7 536 998 279	5 719 500 000	5 719 500 000	3 400 000 000	3 400 000 000	19 575 105 951	19 575 105 951
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	58 560 947 230	19 464 710 257	19 464 710 257	53 108 361 671	53 108 361 671	136 148 059 442	106 148 059 442	5 192 350 517	5 192 350 517	272 474 429 117	242 474 429 117
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	0	1 475 044 304	2 038 082 354	2 038 082 354	12 530 000 000	12 530 000 000	59 951 639 541	11 765 519 494	4 540 320 802	4 540 320 802	80 535 087 001	32 348 966 954
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	0	11 008 204 732	4 347 342 991	4 347 342 991	11 075 000 000	11 075 000 000	40 620 418 437	12 120 418 437	231 000 000	231 000 000	67 281 966 160	38 781 966 160
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	0	904 463 744	1 221 827 232	1 221 827 232	4 591 959 412	4 591 959 412	24 071 498 699	24 071 498 699	0	0	30 789 749 087	30 789 749 087
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Emploi	0	25 826 380 504	8 325 653 501	8 325 653 501	1 624 395 000	1 624 395 000	19 733 010 136	19 733 010 136	30 350 000 000	30 350 000 000	85 859 439 141	85 859 439 141
60 Charges non Réparties	0	122 726 243 889	86 883 001 486	86 883 001 486	269 381 274 458	269 381 274 458	42 074 118 373	42 074 118 373	71 041 936 570	71 041 936 570	592 106 574 776	592 106 574 776
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	0	1 022 489 452	2 876 395 162	2 876 395 162	7 772 744 848	7 772 744 848	6 071 237 700	6 071 237 700	32 669 475 335	32 669 475 335	50 412 342 497	50 412 342 497
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	2 566 804 768	1 365 553 679	1 365 553 679	4 296 413 465	4 296 413 465	69 638 360 856	18 318 360 856	1 887 880 883	1 887 880 883	79 755 013 651	28 435 013 651
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	0	469 985 004	446 269 201	446 269 201	23 904 000 000	23 904 000 000	85 691 882 480	6 549 862 480	2 819 000 000	2 819 000 000	113 331 136 685	34 189 116 685



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification administrative Section (Ministère ou Institution)	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	0	365 592 152	958 553 090	958 553 090	2 363 000 000	2 363 000 000	9 451 262 805	9 451 262 805	791 249 514	791 249 514	13 929 657 561	13 929 657 561
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et de l'Urbanisme	0	1 620 668 000	928 589 973	928 589 973	39 321 893 371	39 321 893 371	12 559 543 118	12 559 543 118	74 765 432 083	74 765 432 083	129 196 126 545	129 196 126 545
68 Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0	1 176 345 504	1 215 988 777	1 215 988 777	7 122 653 470	7 122 653 470	282 181 322 536	95 316 080 909	28 515 707 130	26 915 707 130	320 212 017 417	131 746 775 790
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	0	335 796 000	573 930 500	573 930 500	1 419 712 200	1 419 712 200	1 515 000 000	1 515 000 000	3 000 000 000	3 000 000 000	6 844 438 700	6 844 438 700
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures	0	23 418 000	427 604 043	427 604 043	3 287 500 000	3 287 500 000	4 414 154 500	4 414 154 500	2 225 000 000	2 225 000 000	10 377 676 543	10 377 676 543
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	0	567 255 152	5 581 535 472	5 581 535 472	189 478 038 204	189 478 038 204	116 701 955 783	44 669 955 783	22 294 734 414	22 294 734 414	334 623 519 025	262 591 519 025
83 Ministère des Mines et de la Géologie	0	504 603 584	673 596 422	673 596 422	5 124 630 000	5 124 630 000	1 742 000 000	1 742 000 000	0	0	8 044 830 006	8 044 830 006
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Action Sociale	0	2 483 070 060	849 153 821	849 153 821	28 465 000 000	28 465 000 000	15 084 500 000	15 084 500 000	207 019 835 530	78 257 714 286	253 901 559 411	125 139 438 167
Totaux	424 325 000 000	1 273 000 000 000	395 763 000 000	395 763 000 000	1 283 653 000 000	1 283 653 000 000	2 628 265 399 865	871 365 449 905	1 065 808 306 165	716 847 550 095	7 070 814 706 030	4 964 954 000 000

Activer Windows

ANNEXE VIII : TABLEAU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
10 Dette Publique	AE	424 325 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	424 325 000 000
	CP	424 325 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	424 325 000 000
21 Présidence de la République	AE	50 705 234 819	900 421 589	0	14 149 153 000	0	300 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	71 182 309 408
	CP	50 705 234 819	900 421 589	0	14 149 153 000	0	300 000 000	0	5 000 000 000	0	127 500 000	0	71 182 309 408
22 Assemblée Nationale	CP	20 758 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 758 015 137
	AE	20 758 015 137	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 758 015 137
24 Conseil Economique Social et Environnemental	CP	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
	AE	7 541 040 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 541 040 284
25 Conseil Constitutionnel	AE	0	0	1 144 028 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 144 028 000
	CP	0	0	1 144 028 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1 144 028 000
27 Cour Suprême	CP	0	0	3 315 088 622	0	0	0	0	0	0	0	0	3 315 088 622
	AE	0	0	3 315 088 622	0	0	0	0	0	0	0	0	3 315 088 622
28 Cour des Comptes	CP	0	0	10 530 981 575	0	0	0	0	0	0	0	0	10 530 981 575
	AE	0	0	10 530 981 575	0	0	0	0	0	0	0	0	10 530 981 575
29 Haut Conseil des Collectivités Territoriales	AE	9 160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 160 000 000
	CP	9 160 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 160 000 000
30 Primature	CP	19 647 597 158	0	0	1 688 972 832	0	0	4 734 698 245	0	1 980 652 000	1 400 000 000	0	29 451 920 235
	AE	19 647 597 158	0	0	1 688 972 832	0	0	4 734 698 245	0	1 980 652 000	1 400 000 000	0	29 451 920 235

Le Système Support du Budget Programme - SYSDUDGEP



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes				Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6							
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTURE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	AE	69 378 874 216	0	307 775 180	0	0	0	0	2 024 041 000	0	646 000 000	0	72 356 690 396
	CP	69 378 874 216	0	307 775 180	0	0	0	0	2 024 041 000	0	646 000 000	0	72 356 690 396
32 Ministère des Forces Armées	AE	1 000 000 000	498 177 141 695	1 523 000 000	0	19 065 000	960 000 000	9 541 243 210	0	996 712 096	1 009 878 440	0	513 227 040 441
	CP	1 000 000 000	257 146 071 099	1 523 000 000	0	19 065 000	960 000 000	9 541 243 210	0	996 712 096	1 009 878 440	0	272 195 969 845
33 Ministère de l'Intérieur	CP	28 036 418 303	2 248 000 000	149 545 733 423	0	0	0	22 546 600	0	0	53 854 000	0	179 906 552 326
	AE	28 614 053 303	91 847 039 666	189 970 209 090	0	0	0	22 546 600	0	0	53 854 000	0	310 507 702 659
34 Ministère de la Justice	AE	0	0	71 409 488 751	47 913 823	0	0	102 171 924	0	1 754 420 850	7 065 503 388	0	80 379 498 733
	CP	0	0	67 609 488 751	47 913 823	0	0	102 171 924	0	1 754 420 850	7 065 503 388	0	76 579 498 733
35 Ministère de la Fonction Publique et de la Transformation du Secteur Public	CP	5 846 344 450	0	0	0	0	500 000 000	0	0	0	24 500 000	0	6 370 844 450
	AE	6 876 465 562	0	0	0	0	2 779 732 012	0	0	0	24 500 000	0	9 680 697 574
37 Ministère du travail du dialogue social et des relations avec les Institutions	AE	0	0	100 000 000	4 621 370 062	0	0	100 000 000	0	0	1 017 608 972	0	5 838 979 034
	CP	0	0	100 000 000	4 621 370 062	0	0	100 000 000	0	0	1 017 608 972	0	5 838 979 034
40 Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime	AE	0	0	220 610 000	44 147 574 372	0	0	0	0	98 025 887	7 786 000	0	44 473 996 259
	CP	0	0	220 610 000	19 647 574 372	0	0	0	0	98 025 887	7 786 000	0	19 973 996 259
41 Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	CP	0	0	0	277 511 221 230	0	0	0	0	190 000 000	29 103 000	0	277 730 324 230
	AE	0	0	0	924 859 410 903	0	0	0	0	190 000 000	29 103 000	0	925 078 513 903
42 Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire	CP	0	0	0	187 130 977 523	0	0	0	0	477 331 257	22 325 000	0	187 630 633 780
	AE	0	0	0	267 908 879 321	0	0	0	0	477 331 257	22 325 000	0	268 408 535 578



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
43 Ministère des Finances et du Budget	AE	131 997 993 587	0	1 350 000 000	48 590 874 265	0	11 439 355 000	0	0	1 616 313 323	432 102 342	0	195 426 638 517
	CP	130 647 993 587	0	1 350 000 000	40 670 874 265	0	4 059 838 750	0	0	1 616 313 323	432 102 342	0	178 777 122 267
44 Ministère du Pétrole et des Energies	CP	0	0	0	236 817 867 068	0	0	0	0	0	18 125 000	0	236 835 992 068
	AE	0	0	0	313 617 369 056	0	0	0	0	0	18 125 000	0	313 635 494 056
45 Ministère du Commerce, de la Consommation et des Petites et Moyennes Entreprises	CP	0	0	0	119 220 240 779	0	3 000 000 000	0	0	0	15 455 600	0	122 235 696 379
	AE	0	0	0	127 720 240 779	0	5 000 000 000	0	0	0	15 455 600	0	132 735 696 379
46 Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène Publique	AE	7 647 909 422	0	500 000 000	50 000 000	52 350 025 708	23 573 739 802	0	1 189 913 264	0	28 756 000	0	85 340 344 196
	CP	7 647 909 422	0	500 000 000	50 000 000	52 350 025 708	23 573 739 802	0	1 189 913 264	0	28 756 000	0	85 340 344 196
47 Ministère du Développement Industriel et des Petites et Moyennes Industries	CP	0	0	0	11 547 515 346	0	0	220 000 000	0	527 582 071	9 999 053	0	12 305 096 470
	AE	0	0	0	231 134 524 696	0	0	220 000 000	0	527 582 071	9 999 053	0	231 892 105 820
49 Ministère du Tourisme et des Loisirs	AE	0	0	0	8 232 045 251	0	0	0	318 513 000	132 332 876	10 000 000	0	8 692 891 127
	CP	0	0	0	8 232 045 251	0	0	0	318 513 000	132 332 876	10 000 000	0	8 692 891 127
50 Ministère de l'Education Nationale	CP	0	0	0	0	0	0	558 113 140	89 129 000	777 892 208 128	10 000 000	0	778 549 450 268
	AE	0	0	0	0	0	0	558 113 140	89 129 000	802 391 218 128	10 000 000	0	803 048 460 268
52 Ministère des Sports	CP	0	0	0	500 000 000	0	0	0	22 660 154 155	183 262 400	38 952 000	0	23 382 368 555
	AE	0	0	0	500 000 000	0	0	0	22 710 154 155	183 262 400	38 952 000	0	23 432 368 555
53 Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	AE	0	0	0	0	0	0	0	18 943 376 951	612 997 000	18 732 000	0	19 575 105 951
	CP	0	0	0	0	0	0	0	18 943 376 951	612 997 000	18 732 000	0	19 575 105 951



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTTE	09 - ENSEIGNEMENT	10- PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	AE	100 000 000	0	0	0	0	0	267 674 307 192	0	2 149 929 329	2 550 192 596	0	272 474 429 117
	CP	100 000 000	0	0	0	0	0	237 674 307 192	0	2 149 929 329	2 550 192 596	0	242 474 429 117
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi	AE	187 941 245	0	0	38 326 465 789	0	0	575 400 000	41 408 809 967	0	36 470 000	0	80 535 087 001
	CP	187 941 245	0	0	21 480 345 742	0	0	575 400 000	10 068 809 967	0	36 470 000	0	32 348 966 954
56 Ministère de l'Environnement du Développement Durable et de la Transition Ecologique	CP	0	0	0	19 657 340 738	18 737 974 482	311 045 000	0	0	65 605 940	10 000 000	0	38 781 966 160
	AE	0	0	0	19 657 340 738	47 237 974 482	311 045 000	0	0	65 605 940	10 000 000	0	67 281 966 160
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de la Protection des Enfants	CP	0	0	0	0	0	0	0	0	2 658 537 800	28 131 211 287	0	30 789 749 087
	AE	0	0	0	0	0	0	0	0	2 658 537 800	28 131 211 287	0	30 789 749 087
59 Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	CP	0	0	0	20 634 845 651	0	0	0	0	65 173 611 490	50 982 000	0	85 859 439 141
	AE	0	0	0	20 634 845 651	0	0	0	0	65 173 611 490	50 982 000	0	85 859 439 141
60 Charges non Réparties	AE	493 179 638 206	0	0	86 731 936 570	0	4 860 000 000	0	1 020 000 000	4 815 000 000	1 500 000 000	0	592 106 574 776
	CP	493 179 638 206	0	0	86 731 936 570	0	4 860 000 000	0	1 020 000 000	4 815 000 000	1 500 000 000	0	592 106 574 776
61 Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CP	22 385 372 497	0	0	26 737 000 000	0	0	0	1 289 970 000	0	0	0	50 412 342 497
	AE	22 385 372 497	0	0	26 737 000 000	0	0	0	1 289 970 000	0	0	0	50 412 342 497
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	CP	749 506 478	0	0	27 573 992 900	0	0	0	0	27 607 973	83 906 300	0	28 435 013 651
	AE	749 506 478	0	0	78 893 992 900	0	0	0	0	27 607 973	83 906 300	0	79 755 013 651
63 Ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	AE	0	0	0	98 755 869 657	0	2 000 000 000	0	12 375 267 028	0	200 000 000	0	113 331 136 685
	CP	0	0	0	19 613 849 657	0	2 000 000 000	0	12 375 267 028	0	200 000 000	0	34 189 116 685



Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE (SECTIONS) ET FONCTIONNELLE (DIVISION)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes		Catégories de dépense 1-2-3-4-5-6									
Classification administrative		Classification Fonctionnelle - Division											
Division		01 - SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	02 - DEFENSE	03 - ORDRE ET SECURITE PUBLICS	04 - AFFAIRES ÉCONOMIQUES	05 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	06 - LOGEMENT ET ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS	07 - SANTE	08 - LOISIRS, CULTURE ET CULTES	09 - ENSEIGNEMENT	10 - PROTECTION SOCIALE	Classe non identifiée	Total
64 Ministère de la Microfinance de l'Economie Sociale et Solidaire	CP	366 704 000	0	0	11 987 241 561	0	0	0	0	0	1 575 712 000	0	13 929 657 561
	AE	366 704 000	0	0	11 987 241 561	0	0	0	0	0	1 575 712 000	0	13 929 657 561
65 Ministère des Collectivités Territoriales, de l'Aménagement et du Développement des Territoires	CP	70 504 698 798	0	0	18 391 279 453	39 488 913 938	719 000 000	0	0	0	92 234 356	0	129 196 126 545
	AE	70 504 698 798	0	0	18 391 279 453	39 488 913 938	719 000 000	0	0	0	92 234 356	0	129 196 126 545
68 Ministère de l'Eau et de l'assainissement	CP	1 113 573 782	0	0	3 185 020 374	68 222 319 769	59 000 706 174	0	0	0	225 155 691	0	131 746 775 790
	AE	1 113 573 782	0	0	3 185 020 374	200 183 546 402	115 504 721 168	0	0	0	225 155 691	0	320 212 017 417
71 Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	AE	455 934 000	0	0	5 871 971 700	0	0	0	0	211 133 000	305 400 000	0	6 844 438 700
	CP	455 934 000	0	0	5 871 971 700	0	0	0	0	211 133 000	305 400 000	0	6 844 438 700
73 Ministère des Transports Aériens et du Développement des Infrastructures Aéroportuaires	AE	0	0	0	10 377 676 543	0	0	0	0	0	0	0	10 377 676 543
	CP	0	0	0	10 377 676 543	0	0	0	0	0	0	0	10 377 676 543
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	AE	200 000 000	0	0	30 086 813	0	0	0	0	334 232 466 859	160 965 353	0	334 623 519 025
	CP	200 000 000	0	0	30 086 813	0	0	0	0	262 200 466 859	160 965 353	0	262 591 519 025
83 Ministère des Mines et de la Géologie	AE	0	0	0	8 034 830 006	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 044 830 006
	CP	0	0	0	8 034 830 006	0	0	0	0	0	10 000 000	0	8 044 830 006
84 Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé Sociale et Territoriale	CP	0	0	0	47 479 713 768	0	0	0	0	0	77 659 724 399	0	125 139 438 167
	AE	0	0	0	176 241 835 012	0	0	0	0	0	77 659 724 399	0	253 901 559 411
TOTAUX :	AE	1 366 895 552 494	590 924 602 950	280 371 181 218	2 591 125 721 127	339 279 525 530	167 447 592 982	283 528 480 311	106 369 174 365	1 220 294 740 279	124 578 134 774	0	7 070 814 706 030
	CP	1 363 937 796 382	260 294 492 688	236 146 705 551	1 249 622 857 027	178 818 298 897	99 284 329 726	253 528 480 311	74 979 174 365	1 123 763 730 279	124 578 134 774	0	4 964 954 000 000

ANNEXE IX : TABLAEU MATRICIEL CROISE DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE HORS CST

République du Sénégal



Un peuple-Un but-Une foi

Projet de Loi de Finances Initiale 2023

TABLEAU MATRICIEL CROISE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE (DIVISIONS) ET ECONOMIQUE (CATEGORIES DE DEPENSE)

Budget Général		Ressources internes et ressources externes										
Classification fonctionnelle Division	Classification Economique - Catégorie de dépense											
	Charges financières dette	Dépenses de personnel	Acquisition de biens et services		Transferts courants		Investissements exécutés par l'Etat		Transferts en capital		Total	
	AE/CP	AE/CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01 SERVICES GÉNÉRAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	424 325 000 000	206 515 465 781	155 542 527 048	155 542 527 048	399 335 431 272	399 335 431 272	69 050 168 193	66 092 412 081	112 126 960 200	112 126 960 200	1 366 895 552 494	1 363 937 796 382
02 DEFENSE	0	168 629 646 848	53 780 833 855	53 780 833 855	964 988 289	964 988 289	170 339 896 280	24 170 402 696	197 209 237 678	12 748 621 000	590 924 602 950	260 294 492 688
03 ORDRE ET SECURITE PUBLICS	0	128 915 760 029	25 771 435 102	25 771 435 102	32 117 872 755	32 117 872 755	59 525 834 536	18 086 864 869	34 040 278 796	31 254 772 796	280 371 181 218	236 146 705 551
04 AFFAIRES ECONOMIQUES	0	21 950 978 772	18 920 371 397	18 920 371 397	458 582 460 296	458 582 460 296	1 570 051 692 735	388 663 462 027	521 620 217 927	361 505 584 535	2 591 125 721 127	1 249 622 857 027
05 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	0	5 273 174 512	5 897 619 295	5 897 619 295	42 725 000 000	42 725 000 000	226 305 280 582	66 444 053 949	59 078 451 141	58 478 451 141	339 279 525 530	178 818 298 897
06 LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	0	2 004 839 228	2 142 922 099	2 142 922 099	18 053 333 522	18 053 333 522	124 263 422 641	57 100 159 385	20 983 075 492	19 983 075 492	167 447 592 982	99 284 329 726
07 SANTE	0	56 913 734 805	18 576 193 927	18 576 193 927	53 890 277 000	53 890 277 000	140 335 924 062	110 335 924 062	13 812 350 517	13 812 350 517	283 528 480 311	253 528 480 311
08 LOISIRS, CULTURE ET CULTES	0	3 430 504 304	13 143 856 567	13 143 856 567	22 263 968 279	22 263 968 279	56 123 845 215	24 733 845 215	11 407 000 000	11 407 000 000	106 369 174 365	74 979 174 365
09 ENSEIGNEMENT	0	672 710 189 221	96 627 993 053	96 627 993 053	217 237 716 004	217 237 716 004	180 622 107 587	84 091 097 587	53 096 734 414	53 096 734 414	1 220 294 740 279	1 123 763 730 279
10 PROTECTION SOCIALE	0	6 655 706 500	5 359 247 657	5 359 247 657	38 481 952 583	38 481 952 583	31 647 228 034	31 647 228 034	42 434 000 000	42 434 000 000	124 578 134 774	124 578 134 774
Totaux	424 325 000 000	1 273 000 000 000	395 763 000 000	395 763 000 000	1 283 653 000 000	1 283 653 000 000	2 628 265 399 865	871 365 449 905	1 065 808 306 165	716 847 550 095	7 070 814 706 030	4 964 954 000 000

Le Système Support du Budget Programme - SYSBUDGEP

ANNEXE X : PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL ET MENSUALISE 2023

Situation prévisionnelle de trésorerie de l'année 2023 (avec déficit 5,5%) du 30/09/2022													
(montant en millions Fcfa)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
NATURE	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Total
I- RESSOURCES :	258 816	274 416	247 434	250 042	301 696	350 623	265 579	257 206	237 793	281 047	286 196	400 461	3 411 309
I- 1 Recettes :	258 816	274 416	247 434	243 342	301 696	350 623	265 579	257 206	237 793	281 047	286 196	360 461	3 364 609
Impôts et taxes	167 871	177 599	126 847	144 942	172 995	251 804	165 571	157 206	151 451	171848,0964	178 960	249 852	2 116 947
Droits de porte	90 380	96 376	101 580	97 629	90 301	97 034	99 108	98 983	84 023	108 066	105 803	107 776	1 177 060
Autres Recettes non fiscales	565	441	19 006	770	38 400	1 784	899	1 017	2 319	1 134	1 433	2 833	70 602
I- 2 appuis budgétaires (dons budgétaires)				6 700								40 000	46 700
II- CHARGES :	375 756	798 396	512 801	559 119	407 914	509 528	486 018	394 659	465 290	456 837	423 918	486 653	5 876 890
II-1 Dépenses obligatoires	289 843	585 011	314 210	354 499	241 806	312 958	304 910	156 411	227 547	271 446	188 453	254 949	3 502 043
Total Salaires et pensions	123 128	123 059	123 277	123 186	122 536	134 072	123 273	123 273	123 273	123 273	123 273	123 273	1 488 893
Salaires CCAP	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	91 050	1 092 597
Pensions	9 123	9 123	9 123	9 123	9 123	18 246	9 123	9 123	9 123	9 123	9 123	9 123	118 599
Salaires corps émergents	3 400	3 399	3 515	3 447	3 200	3 700	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500	41 661
Salaires titres 3 et titre 5	1 850	1 850	2 056	1 923	1 700	2 300	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	23 679
Salaires sur compte de dépôt	14 105	14 037	13 933	14 043	13 863	15 176	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	169 157
salaires collectivités territoriales	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	3 600	43 200
Total dette publique	152 715,24	205 338,94	185 531,42	225 911,29	113 868,42	173 483,80	176 235,51	33 137,81	98 871,83	142 771,55	59 778,49	126 274,65	1 693 918,94
Dette extérieure	80 773,36	158 573,72	129 821,13	184 834,25	56 246,32	96 722,46	82 436,29	26 730,22	91 433,75	61 020,05	48 486,74	84 267,47	1 101 345,78
principal	53 931	148 554	57 859	167 568	35 100	59 591	57 635	18 778	58 444	44 785	35 100	74 814	812 156,05
intérêt	26 843	10 020	71 962	17 266	21 147	37 132	24 801	7 953	32 990	16 235	13 387	9 454	289 189,73
Dette intérieure	71 941,88	46 765,21	55 710,29	41 077,04	57 622,10	76 761,34	93 799,21	6 407,58	7 438,08	81 751,50	11 291,75	42 007,18	592 573,16
Principal	55 184	29 655	41 250	26 696	56 122	59 794	77 355	5 333	-	70 641	5 567	29 862	457 458,27
intérêt	16 758	17 110	14 460	14 381	1 500	16 968	16 444	1 074	7 438	11 111	5 725	12 145	135 114,89
Remboursement AIBD		251 211											251 211
Service rachat sur le marché intérieur													
Bourses	14 000	5 402	5 402	5 402	5 402	5 402	5 402	-	5 402	5 402	5 402	5 402	68 020
II- 2 Autres dépenses du Trésor :	67 106	189 332	167 536	173 279	139 460	165 336	156 556	208 711	210 365	162 864	212 938	206 930	2 060 413
Dépenses de matériel et d'équipement	19 001	54 945	52 080	53 100	39 270	36 965	57 444	37 649	57 411	57 822	44 903	42 801	553 391
Tirages sur divers comptes de dépôt	48 106	134 386	115 456	120 179	100 190	128 371	99 112	171 062	152 954	105 042	168 035	164 129	1 507 022
II-3 Opérations de trésorerie	18 807	24 054	31 055	31 342	26 648	31 234	24 552	29 537	27 378	22 527	22 527	24 773	314 434
Dépenses des collectivités territoriales	1 485	6 483	10 863	13 766	9 375	12 247	5 171	10 668	10 022	5 171	5 171	5 171	95 593
Nivellement CCP	3 841	3 335	5 626	3 119	3 281	3 106	3 500	3 601	3 500	3 500	3 500	3 500	43 409
OPEX	4 943	4 943	4 943	4 943	4 943	4 943	4 943	4 330	4 943	4 943	4 943	7 189	60 949
PCC/PCS	2 825	3 580	3 910	3 800	3 335	5 225	5 225	5 225	3 200	3 200	3 200	3 200	45 925
Autres opérations trésorerie (tirages PETROSEN, AIBD)	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	5 713	68 558
DEFICIT	- 116 940	- 523 980	- 265 367	- 309 077	- 106 218	- 158 905	- 220 440	- 137 453	- 227 497	- 175 790	- 137 722	- 86 191	- 2 465 581
RESSOURCES DE FINANCEMENT	113 180	645 852	147 422	287 758	141 316	149 353	184 699	158 386	206 919	152 180	141 180	77 784	2 406 030
Tirages programmes				75 000					50 000			33 000	158 000
Emission sur le marché intérieur (propo DEES)	100 000	381 211	130 000	200 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	136 000	125 000	30 000	1 752 211
Bons du Trésor par adjudication (opérations de trésorerie)													-
Bons du Trésor par adjudication		30 000	30 000		30 000	30 000	30 000	30 000	30 000		25 000	30 000	265 000
Obligations du Trésor	100 000	100 000	100 000	200 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	136 000	100 000		1 236 000
Rachat sur le marché intérieur													
Refinancement AIBD		251 211											251 211
Autres ressources de trésorerie	13 180	13 430	17 422	12 758	11 316	19 353	54 699	28 386	26 919	16 180	16 180	14 784	244 608
Mobilisation Traités et Effets	1 530	3 707	2 983	2 693	1 739	2 805	1 623	5 048	1 623	1 623	1 623	1 623	28 620
Remboursement nivellement CCP	3 815	3 335	5 625	3 152	3 393	5 727	44 811	3 607	3 500	3 500	3 500	3 500	87 465
Ressources des collectivités territoriales	3 743	4 304	4 478	3 978	6 139	6 244	6 282	17 747	16 853	9 074	9 074	7 678	95 593
Remboursement OPEX	4 092	2 084	4 336	2 935	45	4 577	1 984	1 984	1 984	1 984	1 984	1 984	32 930
NB: Solde projeté du compte de règlement en début de période	68 554	64 794	186 666	68 721	47 401	82 498	72 946	37 206	58 138	37 561	13 951	17 409	
NB: Solde projeté du compte de règlement en fin de période	64 794	186 666	68 721	47 401	82 498	72 946	37 206	58 138	37 561	13 951	17 409	9 002	

ANNEXE XI : SITUATION DES RESTES A PAYER AU 30 SEPTEMBRE 2022

	Crédits ouverts fin août	Crédits pris en charge	Montants payés	Restes à payer
Acquisitions de biens et services	365 025 162 954	272 584 138 499	262 066 059 369	10 518 079 130
Investissements exécutés par l'Etat	244 247 157 730	105 492 948 390	98 703 335 896	6 789 612 494
Total	609 272 320 684	378 077 086 889	360 769 395 265	17 307 691 624
Transferts courants	1 076 015 939 046	821 568 388 491	818 472 745 450	3 095 643 041
Transferts en capital	919 565 106 295	723 070 649 270	722 129 478 619	941 170 651
Total	1 995 581 045 341	1 544 639 037 761	1 540 602 224 069	4 036 813 692
Total général	2 604 853 366 025	1 922 716 124 650	1 901 371 619 334	21 344 505 316

ANNEXE XII : LISTE DES PROJETS FINANCES SUR LES RECETTES D'HYDROCARBURES

Ministère	CHAPITRE	Catégories de dépenses	MONTANT 2023
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN HOPITAL DE NIVEAU 3 A TIVAOUANE	Investissements exécutés par l'Etat	2 000 000 000
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	PROJET DE CONSTRUCTION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SAINT LOUIS	Investissements exécutés par l'Etat	3 195 285 714
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur Informel	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT	Transfert en capital	1 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LABORATOIRES SCIENTIFIQUES	Investissements exécutés par l'Etat	10 000 000 000
Ministère du Développement Communautaire, de la Solidarité Nationale et de l'Equipé Sociale et Territoriale	PROGRAMME D'URGENCE POUR LA MODERNISATION DES AXES ET TERRITOIRES FRONTALIERS (PUMA)	Transfert en capital	3 000 000 000
Ministère de la Justice	PROGRAMME MODERNISATION JUSTICE	Transfert en capital	10 000 000 000
Ministère des Infrastructures des Transports Terrestres et du Désenclavement	ENTRETIEN ROUTIER / TAXE D'USAGE DE LA ROUTE (TUR)	Transfert en capital	4 507 714 286
TOTAL PROJETS FINANCES A PARTIR DES RECETTES D'HYDROCARBURES			33 703 000 000